

LE PROBLÈME
DE
L'ÉLEVAGE OVIN EN ALGÉRIE
ET
LA COOPÉRATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 26 Mai 1933

PAR

Charles JARRE

Né à Chambéry, le 9 Juin 1899

JURY :

MM. GAFFIOT	<i>Président.</i>
VIARD	} <i>Suffragants.</i>
FAURE DE CERIS	



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ D'ALGER. -- FACULTÉ DE DROIT
ANNÉE 1933 — N° 3

LE PROBLÈME
DE
L'ÉLEVAGE OVIN EN ALGÉRIE
ET
LA COOPÉRATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 26 Mai 1933

PAR

Charles JARRE

Né à Chambéry, le 9 Juin 1899

JURY :

MM. GAFFIOT	<i>Président.</i>
VIARD	} <i>Suffragants.</i>
FAURE DE CERIS	

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. THOMAS, ✱, I. ☉.....	Doyen, Professeur de Droit romain.
PELTIER, ✱, I. ☉.....	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. ☉.....	Professeur de Droit administratif, en congé.
MILLIOT, I. ☉.....	Professeur de Droit musulman.
BIENVENÜE, ☉.....	Professeur de Droit public, en mission.
CHAUVEAU.....	Professeur de Droit commercial.
GAFFIOT.....	Professeur d'Economie politique.
STÉFANI.....	Professeur de Droit civil.
FRÉJAVILLE.....	Professeur de Droit civil.
VIARD.....	Professeur de Pandectes.
BRETON.....	Professeur de Droit civil.
BERGER-VACHON.....	Professeur de Droit criminel.
CHARLIER.....	Agrégé.
BOUSQUET.....	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS, I. ☉	Chargé des fonctions d'agrégé.
DELVOLVÉ	Chargé des fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. ☉.....	Professeur honoraire.
TESTAUD, I. ☉.....	Professeur honoraire.

JURY DE LA THESE :

MM. GAFFIOT.....	Président.
VIARD.....	} Suffragants.
Faûre DE CERIS.....	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVERTISSEMENT

On s'étonnera peut-être qu'un Administrateur des Colonies ait choisi, pour sa thèse de doctorat, un sujet d'ordre économique. Pour le profane, en effet, pour le métropolitain, pourrait-on dire — car malheureusement peu de métropolitains se tiennent en France au courant de notre action coloniale — l'Administrateur des Colonies est un fonctionnaire strictement politique, une sorte de vague sous-préfet d'une circonscription plus lointaine, assez incompétent en toutes choses et qui se contente de prélever l'impôt, grâce auquel il est largement payé, et de faire la sieste, à laquelle prédispose le climat tropical. Je n'ai pas l'intention de réfuter ici, malgré ce qu'elle a d'erroné et d'injuste, une semblable opinion qui a, je m'en suis rendu compte, trop souvent cours en France, mais je veux néanmoins signaler l'importance sans cesse grandissante que prennent, parmi les attributions variées de l'Administrateur des Colonies, les questions d'ordre économique.

A l'origine, l'Administrateur des Colonies fut, il est vrai, surtout un agent politique ; héritier direct des officiers du corps d'occupation, il fut d'abord chargé, presque uniquement, de maintenir l'ordre, de rendre la justice, de percevoir l'impôt. Mais presque aussitôt, dès que la sécurité s'éta-

blissait sur les terres nouvellement conquises, de nouveaux devoirs lui incombait ; c'est encore lui qui, avec des moyens financiers et techniques souvent dérisoires, dut créer et entretenir les pistes nécessaires à l'activité commerciale du pays, établir les ponts, lutter contre les épidémies de toutes sortes qui décimaient la population locale, organiser les premières écoles, lever les jeunes recrues de notre armée indigène. Juge, percepteur, comptable, agent-voyer, infirmier, hygiéniste, instituteur, architecte, agent recruteur, l'Administrateur fut vraiment, et est resté, dans une large mesure, selon une expression souvent usitée, mais profondément exacte, le « maître-Jacques » de l'Administration coloniale.

Et cependant, le commandant de cercle ou de circonscription qui limiterait son activité aux tâches, pourtant déjà nombreuses et variées que je viens d'énumérer, serait un bien piètre administrateur. Il est indispensable évidemment d'établir des routes, de faire de l'hygiène sociale, d'enseigner aux jeunes indigènes les premiers rudiments de notre langue, mais ce n'est pas suffisant, car tous ces efforts ne serviraient à rien s'ils s'appliquaient à une population mal nourrie ou disposant de ressources trop faibles pour lui permettre de profiter des bienfaits apportés par notre civilisation. Il n'est pas assez de créer des besoins nouveaux aux indigènes de nos colonies ; il faut encore leur procurer les moyens de les satisfaire et on ne peut y parvenir qu'en augmentant leurs ressources et, pour cela, en les encourageant à développer les productions adaptées à leur pays et susceptibles de rendements rémunérateurs. Ce sera encore là le rôle de l'Administrateur qui, responsable de la vie d'un cercle souvent plus étendu

et aussi peuplé qu'un département français, s'efforcera d'orienter l'indigène, par l'organe de ses chefs ou de certains notables plus évolués, vers un certain progrès dans ses méthodes et dans son outillage, tout en veillant à maintenir l'équilibre indispensable entre les cultures vivrières et celles à but commercial et industriel. C'est même aujourd'hui, à mon avis, la principale tâche de l'Administrateur colonial, car la stabilité politique d'une colonie et son état sanitaire sont bien souvent fonction de sa prospérité économique.

Dans le cercle de l'A.O.F. où je servais, il y a quelques années, j'ai toujours accordé, dans la modeste sphère de mes passionnantes attributions, une attention toute particulière aux questions d'ordre économique et j'ai eu notamment la satisfaction de constater, grâce aux méthodes plus modernes de culture inculquées à l'indigène — je dois, à cet égard, signaler l'action heureuse de sociétés de prévoyance indigènes qui fonctionnent là-bas et qui, très semblables à celles existant en Algérie, sont certainement à l'origine des résultats obtenus — de constater, dis-je, un accroissement très sensible de la production de l'arachide qui est, on le sait, la principale richesse du Sénégal.

Ayant ainsi acquis, au contact des réalités, une prédilection particulière pour les questions économiques, il était naturel que, venu depuis lors en Algérie, où m'ont appelé les circonstances imprévues de ma carrière, je choisisse, pour ma thèse, un sujet intéressant l'économie algérienne.

Justement, en 1931, le cheptel ovin algérien venait de subir, à la suite de mauvaises conditions climatiques, le plus grand désastre qui l'ait jamais atteint ; il m'a paru intéressant d'étudier les causes

de ce désastre et d'essayer d'indiquer les remèdes susceptibles d'en éviter le retour.

Sans doute, le profane que je suis n'a rien inventé, et les indications que je donne dans mon travail ont été plus ou moins puisées dans des ouvrages ou dans des déclarations de techniciens plus compétents que je ne pourrai jamais l'être en la matière. J'ai pensé néanmoins qu'il pouvait être utile de grouper, dans une même étude, tous les renseignements un peu épars ainsi recueillis sur une question vitale pour l'Algérie du Sud.

Il m'est arrivé, au cours de mon travail, d'émettre une opinion sur telle ou telle mesure prise, sur tel ou tel projet envisagé, de formuler une suggestion sur tel ou tel point ; je tiens à indiquer qu'il s'agit là d'opinions et de suggestions purement personnelles et que la situation que j'occupe au Cabinet du Gouverneur Général ne saurait leur donner en rien un caractère officiel.

Il me reste à exprimer mes remerciements bien sincères à ceux qui ont facilité mon travail en mettant à ma disposition les documents qu'ils possédaient sur la question et en m'ouvrant largement leurs archives, je veux nommer le Général MEYNIER et le Capitaine LEHURAUX, de la Direction des Territoires du Sud, MM. THIRION, FABREGOULE et BOYER-BANSE, de la Direction des Services Economiques, M. MIRANTE, Directeur des Affaires Indigènes, M. BALENSI, Directeur des Travaux Publics, M. TROUETTE, Chef du Service de l'Elevage, M. le Préfet MATHIEU, Président de la Commission de l'Elevage, MM. SERDA, Député, et AVERSENG, Maire d'El-Affroun, qui m'ont donné de très utiles précisions sur l'œuvre réalisée grâce à la coopération en Algérie, M. DESTAING, Administrateur à Sidi-

Aïssa, enfin MM. DE FLOTTE DE ROQUEVAIRE et FARNET, du Service géographique et les fonctionnaires du Service Photographique dont l'obligeance m'a permis d'atténuer, par des cartes et des illustrations, l'aridité de cet ouvrage.

Je dois exprimer aussi ma bien vive reconnaissance aux Professeurs de la Faculté de Droit qui ont bien voulu accepter de faire partie de mon jury de thèse et en particulier au président de ce jury, Monsieur le Professeur GAFFIOT, dont les conseils m'ont été d'une grande utilité.

Je dédie cette modeste étude sans prétention, à celui qui, avant de m'admettre dans sa famille, fut mon premier grand chef, à Monsieur le Gouverneur Général CARDE qui, fervent disciple de Galliéni, a su, à son tour, former une pléiade de jeunes coloniaux qui ne demandent qu'à continuer l'œuvre commencée par leurs devanciers et à ne pas se montrer trop inférieurs à la tâche qu'ils ont reçu mission de poursuivre.

Alger, le 15 Avril 1933.

A mon beau-père

Monsieur Jules CARDE

Gouverneur Général de l'Algérie

en témoignage de sincère
affection et de respectueuse
reconnaissance.

BIBLIOGRAPHIE

A) OUVRAGES EDITÉS

- 1854 - KHALIL BEN ISHAK. — *Précis de jurisprudence musulmane*. — Trad. Perron, Paris Imprimerie Impériale — MDCCCLIV.
- 1885 — ZEYS. — *Droit musulman*. — Adolphe Jourdan, éditeur, Alger 1885.
- 1893 — *Le Pays du Mouton*. — *Des conditions d'existence des troupeaux sur les Hauts-Plateaux et dans le sud de l'Algérie*. — Typographie Girault, Alger 1893.
- 1902 — RINN. — *Les droits d'usage des Sahariens dans le Tell* (Bulletin de la Soc. de Géog. d'Alger, 1902).
- 1906 — Aug. BERNARD et N. LACROIX. — *L'Evolution du Nomadisme en Algérie*. — Adolphe Jourdan et Challamel, éditeurs, Alger 1906.
- 1909 — RICHARDOT. — *Notes sur la Touiza*. — Imprimerie Gojosso, 5, rue Bruce, Alger.
- 1911 — Louis MILLIOT. — *L'Association agricole chez les musulmans du Maghreb*. — Librairie nouvelle de droit et de jurisprudence Arthur Rousseau, 14, rue Soufflot, Paris 1911.
- 1912 — RECTENWALD. — *Le contrat de khamessat dans l'Afrique du Nord*. — A. Pedone, éditeur, Paris 1912.
- 1914 — TROUETTE. — *L'élevage algérien*. — F. Montégut, éditeur, 12, rue Charras, Alger 1914.

- L'Elevage en Algérie.* — Procès-verbaux des séances de la commission instituée par arrêté du Gouverneur Général du 14 février 1914, en vue de donner son avis sur les questions diverses concernant l'élevage en Algérie. — Typographie Adolphe Jourdan, Alger 1914.
- 1918 — SEURAT. — *Les moutons des Hauts-Plateaux de la province d'Alger et leurs maladies parasitaires.* — Imprimerie agricole F. Montégut, 12, rue Charras, Alger 1918.
- 1919 — *Les sociétés de cultures indigènes* (djemaa el fellaha) 1 brochure. — Imprimerie Algérienne, 30, rue Sadi-Carnot, Alger 1919.
- 1922 — *Législation relative au crédit mutuel et à la coopération agricoles.* — Brchure de l'Office national du crédit agricole, 5, rue Casimir Périer, Paris 1922.
- 1923 — *Initiation pratique des Indigènes à l'agriculture et à l'industrie.* — *Centres d'éducation agricole et industrielle* (djemaâ el fellaha) 1 brochure. — Imprimerie administrative Emile Pfister, 9, rue Trollier, Alger 1923.
- 1924 — Julien SALPHATI. — *Le crédit agricole mutuel en Algérie* (thèse de la Faculté de Droit d'Alger).
- 1925 — Ch. GIDE. — *Les associations coopératives agricoles.* — Association pour l'enseignement de la coopération, 85, rue Charlot, Paris 1925.
- René ROSIER. — *Les sociétés indigènes agricoles de prévoyance au Maroc.* — Librairie Larose, 11, rue Victor Cousin, Paris 1925.
- 1926 — Victor DEMONTES. — *L'Algérie économique.* — Imprimerie Algérienne, Alger 1926.
- 1927 — *Les travaux d'hydraulique agricole d'intérêt privé concernant l'utilisation des eaux de ruissellement en Tunisie.* — Brochure éditée par la direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation de Tunisie. — Imprimerie Centrale, 7, rue d'Italie, Tunis, 1927.

- Capitaine MOULIAS. — *L'organisation hydraulique des oasis sahariennes*. — Imprimerie Jules Carbonnel, Alger 1927.
- Paul SAURIN. — *Le problème de l'eau dans l'Algérie du Nord*. — Imprimerie Pfeiffer et Assant, 2, rue Marie-Lefebvre, Alger 1927.
- 1928 — *Congrès de l'eau*. — Alger du 9 au 17 janvier 28. Rapports présentés et vœux adoptés, 1 volume édité par l'Imprimerie administrative et commerciale E. Pfister, 9, rue Trollier, Alger 1928.
- Alfred NAST. — *Code de la Coopération*. — Etude sur le régime légal et réglementaire de la coopération en France. Textes classés et annotés. — Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris 1928.
- 1929 — Augustin BERNARD. — *L'Algérie*. — Librairie F. Alcan, Paris 1929.
- Congrès du Mouton 1929*. — Publication de la société nationale d'encouragement à l'agriculture, 5, avenue de l'Opéra, Paris 1929 (2 tomes).
- Ch. GIDE. — *Le coopératisme*. — Librairie du Recueil Sirey, Paris 1929.
- Armand MORARD. — *Le crédit agricole à court terme en Algérie* (thèse de la Faculté de Droit d'Alger, 1929).
- 1930 — ABADIE. — *La politique du mouton dans les Hauts-Plateaux algériens*. — Editions Heintz frères, 17, boulevard Malakoff, Oran 1930.
- Pierre ARRIPE. — *Des sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels d'Algérie* (thèse de la Faculté de Droit d'Alger, 1930).
- Victor DEMONTES. — *L'Algérie agricole*. — Librairie Larose, Paris 1930.
- Jean GAROBY. — *Le chef-d'œuvre colonial de la France : l'Algérie*. — Imprimerie Baconnier, 6, boulevard Auguste-Comte, Alger 1930.

- Ernest PICARD. — *La monnaie et le crédit en Algérie depuis 1830* (Collection du Centenaire, Alger, Carbonel et Paris, Plon 1930).
- Georges ROZET. — *L'Algérie*. — Editions des « Horizons de France », 39, rue du Général Foy, Paris 1930.
- Frédéric SELNET. — *Colonisation officielle et crédit agricole en Algérie* (thèse de la Faculté de Droit d'Alger 1930).
- L'Algérie économique en 1930*. — Brochure du Syndicat commercial algérien. — Alger, typographie Jules Carbonnel, 1930.
- L'Elevage en Algérie*. — Brochure éditée par le Gouvernement Général à l'occasion du voyage du Président de la République, 4-12 mai 1930.
- Les Territoires du Sud*. — Publications du Gouvernement Général de l'Algérie. — Soubiron, éditeur, 12, rue Dumont-d'Urville, Alger 1930.
- Le crédit et la coopération agricoles en Algérie*. — Brochure éditée à l'occasion du Centenaire par le Gouvernement Général de l'Algérie, 1930.
- Compte-rendu du XVIII^me Congrès national de la Mutualité agricole*. — Alger, 31 mars, 3 avril 1930 (l'Emancipatrice, Imprimerie coopérative, 3, rue de Pondichéry, Paris 1930).
- Le Centenaire de la colonisation algérienne 1830-1930*. — Fontana frères, éditeurs, Alger 1930.
- 1931 — BERGER-VACHON. — Chargé de cours à la Faculté de droit d'Alger. (*Etude sur le droit musulman religieux et coutumier à propos des contrats d'élevage dans le Maghreb*). (Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation de jurisprudence, n° d'octobre-novembre 1931 — Librairie des jurisclasses 25-27 place Dauphiné Paris).

Capitaine LEHURAUX. — Le nomadisme et la colonisation dans les Hauts-Plateaux de l'Algérie. — Editions du comité de l'Afrique française, 21, rue Cassette, Paris 1931.

Annuaire statistique de l'Algérie. — Dressé par ordre du Gouverneur Général de l'Algérie. — Année 1930. Imprimerie E. Pfister, 9, rue Trollier, Alger 1931.

Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1930. — Ancienne Imprimerie Victor Heintz, 41, rue Mogador, Alger.

Compte-rendu du VI^m Congrès de la Mutualité. — Fédération de la Mutualité coloniale et des Pays de protectorat, Paris, 14, rue Oudinot, 1931.

1932 — *Capitaine LEHURAUX. — Le voyage de M. Jules CARDE, Gouverneur Général de l'Algérie au Sahara. — Janvier/février 1932 (édition du Comité de l'Afrique française, 21, rue Cassette, Paris 1932).*

TROUETTE. — Situation actuelle de l'élevage algérien. — Imprimerie Vollot, 7, rue Dumont-d'Urville, Alger 1932.

Législation relative au crédit mutuel et à la coopération agricole en Algérie. — Imprimerie algérienne, 2, rue Bourlon, Alger 1932.

B) DOCUMENTS NON EDITES

1° Archives de la Direction des Territoires du Sud

Monographie de l'annexe de Djelfa 1922.

Procès-verbaux des Conférences tenues à Alger pour l'examen de la réglementation de la transhumance :

P. V. de la Conférence tenue à Alger le 8 janvier 1923.

P. V. de la Conférence tenue à Alger le 21 février 1924.

P. V. de la Commission réunie à Alger le 6 avril 1927.

P. V. de la Commission de l'achaba du 23 mars 1928.

Rapport des Officiers chargés de la surveillance de l'achaba sur l'estivage des nomades dans le département d'Alger :

Lieutenant MAITRAT 1905 — Lieutenant GAUDE 1911 et 1912 — Lieutenant MAIREY 1913 — Officier interprète BENHAZERA 1915 — Capitaine MAURETTE 1921 — Capitaine GUYON 1922 — Capitaine THOUVENIN 1923 — Lieutenant COZETTE 1924 — Lieutenant GALLIES 1925 — Lieutenant COZETTE 1926 — Lieutenant MAUGER 1927 — Lieutenant POUX 1928 — Lieutenant PIETRI 1929 — Lieutenant GAUTIER 1930 — Lieutenant DUPONT 1931.

Rapport des Officiers chargés de la surveillance des nomades en achaba dans le département de Constantine :

Capitaine RIBAUT 1920 — Capitaine TEXEIRE 1923 — Capitaine RONGIERAS 1923 — Lieutenants GUELENEC, GARDEL et POUX 1924 — Lieutenant GUELENEC 1925 — Lieutenants AUGUSTIN et LE MESLE 1926 — Lieutenants MARGUET et AUGUSTIN 1927 — Lieutenants DUPONT et ARRIVET 1928 — Lieutenant DUCRETET 1930 — Capitaine ESTEBE 1931.

Règlementation de la transhumance (notamment circulaires des 11 mars et 22 mars 1921).

Docteur BENDANOU. — Vétérinaire des Territoires du Sud:

Mémoire sur les pâturages ;

Mémoire sur l'abreuvement dans les parcours par transport d'eau en auto-citernes ;

Mémoire sur les Ports moutonniers ;

Note sur la crise économique et ses répercussions au Pays du Mouton ;

Note sur la situation économique chez les populations pastorales du Sud (octobre/novembre 1931) ;

Note : Comment accroître nos disponibilités fourragères naturelles au Pays du Mouton ?

Note : Instructions relatives à la peste bovine ;

Note : Un nouveau désastre ovin, novembre 1931 ;

Opuscule : Rôle des vents dans la répartition des herbages steppiens.

PIEDALLU, Directeur adjoint du Service botanique :

Note : Quelques idées sur l'aménagement du Sud de la province d'Alger pour améliorer l'élevage du Mouton ;

Note sur la nourriture des ovins ;

Docteur MOINEAU. — Rapport du 16 juillet 1932 au sujet recherche d'eau dans la région de Laghouat.

Statuts-types des copératives d'éleveurs de moutons de l'Union ovine.

2° Archives de la Direction des Services Economiques

Documentation sur les syndicats agricoles en Algérie.

Documentation sur les ovicoops (notamment statuts-types des ovicoops et Rapport de M. BONNET, Inspecteur du crédit agricole sur la situation des ovicoops du Sersou en 1932).

Rapport du Préfet d'Alger du 27 avril 1932 au sujet de la situation économique dans la région de Chellala.

Circulaire n° 5242 du 6 juin 1932 du Gouverneur Général prescrivant une expérience de lutte contre les maladies du mouton à partir du 15 septembre 1932.

Rapport de la mission Robert en Californie 1932.

3° Archives de la Direction des Affaires Indigènes

Documentation sur les contrats d'association agricole (enquête effectuée en 1932 auprès des Administrateurs de commune mixte).

Documentation sur les sociétés indigènes de prévoyance (et notamment projet de loi ayant pour objet de refondre la loi du 14 avril 1893).

4° *Archives de la Direction des Travaux Publics*

Note sur le problème de l'utilisation pour les irrigations des eaux qui seront retenues par les barrages-réservoirs en cours de construction en Algérie.

Note sur la législation des eaux souterraines en Algérie.

Projet de décret sur le régime des eaux en Algérie.

5° *Archives de la Direction des Forêts*

Rapport de M. DE BEAUCOUDREY, représentant le Gouvernement Général à la conférence internationale du liège de Lisbonne, octobre 1932.

6° *Archives de la Commission de l'Elevage
et des points d'eau*

Rapport d'ensemble de M. ROLLAND du 5 novembre 1931.

Programme des travaux d'aménagement et de création des points d'eaux sur les Hauts-Plateaux et dans le Sud, 17 février 1932.

Rapport de M. DE BEAUCOUDREY, au sujet des plantations d'arbres aux abords des points d'eau.

Rapport du Général DUJONCHAY sur les centres moutonniers.

Rapport du Docteur ALQUIER sur les centres moutonniers.

Rapport de M. ROLLAND sur les centres moutonniers.

Rapport de M. TROUETTE sur le Problème ovin.
Procès-verbaux des séances.

7° Documents divers

Rapport présenté par M. Marcel RIVES, au Conseil national économique — Les industries de la laine — J. O. de la République française du 26 avril 1932, annexe page 363.

La culture du tabac en Afrique du Nord. — Article de la revue Sciences et voyages, 43, rue de Dunkerque, Paris, numéro du 13 novembre 1930 - n° 585.

La Colonisation nouvelle. — Les copérateurs de colonisation article de la revue « Le Grand Tourisme », 6, rue St-George, Paris - n° 146 de mars 1931.

F. LESOURD — *L'Union agricole de Bône et la tabacoop.* — Journal d'agriculture pratique, 26, rue Jacob, Paris - n° 39, du 27 septembre 1930.

ARDOUIN-DUMAZET — *Les filiales de la Tabacoop.* — Journal d'agriculture pratique, 26, rue Jacob, Paris - n° 41 du 11 octobre 1930.

ARDOUIN-DUMAZET — *Entre Constantine et Bône, vers la Tabacoop.* — Journal d'agriculture pratique n° 37 du 13 septembre 1930.

Statuts de la Tabacoop de Bône. — Imprimerie Marvain et Servier, Bône.

Le magnifique exemple de coopération de la région de Bône. — Article paru dans la Revue agricole du département de Constantine, Imprimerie Paulette n° du 15 mars 1931.

Statuts de la cotocoop de la région de Bône. — Imprimerie Centrale Mariani, Bône.

Coopérative de colonisation. — Rapport de M. MUNCK, à la 8^{me} Session interdépartementale des chambres d'agriculture 11/12 février 1930, Imprimerie Mariani, 9, rue Thiers, Bône.

Les œuvres économiques et sociales des Associations agricoles d'El-Affroun-Mouzaïville. — Bulletin du Comité de l'Afrique française, août 1931, Brochure — Imprimerie administrative Mauguin à Blida.

ERRATA

- Page 5. — 19^e ligne. — Lire : l'action heureuse *des* Sociétés...
- Page 55. — Note. — Lire : Réglementation *approuvée*...
- Page 82. — 12^e ligne. — Lire : la lutte contre la *clavelée*...
- Page 87. — 13^e ligne. — Lire : ...pour se servir des *matériaux*...
- Page 115. — Note (2). — Lire : L'élevage en Algérie, *1914* (déjà cité)...
- Page 134. — 1^{re} ligne. — Lire : ...à peine formé et à la *transformer*...
- Page 154. — 30^e ligne. — Lire : (2)
2^e Note. — Lire : (2)
- Page 184. — 28^e ligne. — Lire : ...en *constituant* des réserves...
- Page 186. — 23^e ligne. — Lire : ...qui *ne* peut être l'œuvre...
- Page 212. — 21^e ligne. — Lire : ...l'*irrigation*...
- Page 223. — 4^e ligne. — Lire : ...à la recherche d'une *formule de mise*
en valeur...
- Page 227. — 21^e ligne. — Lire : ...Je ne *suis*...
- Page 241. — Note. — 9^e ligne. — Lire : ...*se* proposerait d'organiser...

Le Problème de l'Elevage Ovin en Algérie et la Coopération

INTRODUCTION

Généralités sur la Géographie de l'Algérie

Toute étude sur le problème ovin comporte nécessairement une partie géographique. Il conviendra, en effet, d'indiquer, au cours des pages qui vont suivre, quelles sont les régions naturelles de l'Algérie plus spécialement propices à l'élevage du mouton ; nous verrons aussi que le climat exerce sur l'industrie pastorale une influence décisive ; il faudra encore, en étudiant la transhumance des troupeaux des pasteurs nomades, déterminer les itinéraires qu'ils suivent.

Bref, à tout instant, nous aurons à faire appel à des connaissances géographiques, c'est pourquoi il m'a paru utile de rappeler, au seuil de ce travail, quelques notions sommaires sur la structure physique de l'Algérie, sur son climat, sur ses régions naturelles et sur ses ressources.

Augustin BERNARD a dit de l'Afrique du Nord (1) que c'était ; « Une grande île montagneuse que circonscrivent des dépressions occupées par les eaux marines ou par le désert ». Définition combien exacte : à l'ouest, l'Atlantique ; au nord, et à l'est, la Méditerranée et la Mer des Syrthes ; au sud, les immenses étendues du Sahara. Et dans ce quadrilatère, un massif de hautes terres, bloc compact au centre, se désarticulant au contraire à l'ouest et à l'est, dont le Maroc occupe la partie orientale, celle où les communications se dirigent vers l'Océan Atlantique, et la Tunisie, la partie orientale, celle où les vallées s'orientent vers la mer des Syrthes.

L'Algérie occupe le centre de cette grande île. Les deux systèmes montagneux qui la sillonnent et que M. Georges ROZET compare (2) à deux puissantes poutres mal équarries, sont en réalité les rebords surélevés du socle central qui couvre la majeure partie du pays.

Ils divisent l'Algérie en trois bandes longitudinales d'inégale importance, très dissemblables par leur structure physique, et dont le climat, nous le verrons, vient encore accentuer la dissemblance : au Nord, le Tell ou pays des cultures ; entre l'Atlas tellien et l'Atlas présaharien, les Hauts-Plateaux, pays de steppes, pays par excellence de l'industrie pastorale ; au sud de l'Atlas présaharien : le désert.

Ce serait, certes, une erreur que de vouloir appliquer trop à la lettre cette classification qui, comme toute classification, est forcément un peu schématis-

(1) Augustin BERNARD : *L'Algérie*. Librairie Félix Alcan. 1929, page 3.

(2) Georges ROZET : *L'Algérie*. (Horizons de France, 39, rue du Général Foy, Paris (8^e), page 13.

que ; sans doute, il est dans le Tell, des régions pauvres, peu favorables à la culture ; on trouve sur les Hauts-Plateaux des endroits où le pasteur a dû céder le pas devant le cultivateur ; le désert lui-même contient à certaines périodes de l'année, des pâturages, maigres il est vrai, utilisables tout de même. Dans l'ensemble, cependant, cette division longitudinale donne une idée assez fidèle de l'image de ce pays.

Le Tell ne constitue pas, au point de vue du relief, une zone uniforme partout semblable à elle-même. Il comprend des régions plissées et des plaines. C'est ainsi que nous trouvons, dans la province occidentale, les collines du Sahel d'Oran, avec, au sud, la plaine de la Sebka puis, en allant vers l'est, les plaines du Sig et de l'Habra, aux terrains salés ; le Dahra, région montagneuse assez pauvre, que la vallée du Chélif, « petit Sahara égaré dans le Tell » (1), limite au Sud ; dans la province d'Alger, les massifs calcaires du Zaccar et du Chenoua, le Sahel d'Alger et la fertile Mitidja, bornée au sud par l'Atlas de Blida dont le point culminant est à 1.600 mètres d'altitude, puis les Kabylies : Kabylie du Djurdjura ou Grande Kabylie, qui atteint 2.308 mètres au Lella Khedidja et, dans le département de Constantine, Kabylie des Babors, Kabylie de Collo et Edough ; enfin, les collines des environs de Philippeville et de Bône, dont l'aspect moins rude rappelle les sahels aux riches vignobles.

L'Atlas tellien n'est pas une chaîne unique et continue, mais est formé de plusieurs rides plus ou moins parallèles entre lesquelles s'intercalent plusieurs lignes de dépressions. Il comprend de

(1) Aug. BERNARD : *L'Algérie* (déjà cité), page 44.

l'ouest à l'est : le massif des Traras (point culminant : 1.100 mètres), isolant au sud les plaines de Marnia, de Zenata et de Lamoricière, riche région agricole dont l'altitude se maintient aux environs de 350 mètres, puis la chaîne de Tessala et les monts de Beni-Chougran. Les régions de Tlemcen, de Daïa, de Frenda et de Saïda, qui s'étendent au sud de toute cette zone et forment ce que l'on appelle la Meseta oranaise, appartiennent déjà par le relief aux régions tabulaires mais doivent être classées dans le Tell, si l'on ne tient compte que du climat et de la végétation.

L'Atlas tellien se poursuit vers l'est, par le massif de l'Ouarsenis (près de 2.000 mètres au Kef Sidi Amar) et le massif des Matnatas, situé entre la vallée du Chélif et le plateau du Sersou (alt. 1.000 mètres) ; à partir du plateau de Médéa (1.100 mètres à 1.200 mètres) et des monts du Titteri, la chaîne médiane se subdivise en deux branches : l'une, qui forme la chaîne des Bibans, atteint près de 1.700 mètres au nord de Sétif et est continuée, après Saint-Arnaud, par les tronçons morcelés des monts du Ferdjiana, de Redja et de Constantine ; l'autre se dirige au contraire vers le sud-est, et comprend l'Ouennougha et la chaîne du Hodna, cette dernière formée de chaînons obliques et parallèles se poursuivant jusqu'à la dépression de Batna, qui la sépare de l'Aurès.

Entre les monts du Titteri et l'Atlas Mitidjien, existe une dépression occupée par les plaines élevées des Beni-Sliman, des Arib et du Hamza (altitude 500 à 600 mètres) ; entre la chaîne des Bibans et la chaîne du Hodna, une autre dépression, étroite vers Aumale, va s'élargissant vers Bou-Arréridj et Sétif et comporte de bonnes terres de culture.

Il est à signaler que, dans la province de Constantine, la division du pays en trois bandes longitudinales est infiniment moins nette que dans les provinces d'Oran et d'Alger. On passe insensiblement de la région des crêtes à celle des bassins fermés et le Tell se prolonge beaucoup plus loin vers le Sud que dans l'Algérie occidentale : toute la région de Tébessa et d'Aïn-Béida comprise entre l'Aurès et les monts de Souk-Ahras appartient, au point de vue du relief, à l'Atlas présaharien, mais peut être, au point de vue du climat et de la végétation, englobée dans la zone tellienne.

La seconde bande longitudinale, dont la largeur très inégale va en diminuant d'ouest en est, s'étend, nous l'avons dit, entre l'Atlas tellien et l'Atlas présaharien, et est constituée en majeure partie de régions tabulaires.

Elle est formée en réalité de plaines élevées dont l'origine doit être recherchée dans le remplissage des cuvettes centrales par les dépôts alluvionnaires provenant de l'érosion des montagnes qui les bordent au nord et au sud ; la partie moyenne de ces plaines se creuse pour former la série des lacs salés, petits et grands qui sont désignés sous le nom de chotts ou de zahrez, dépressions remplies d'eau en hiver et plus ou moins desséchées en été.

Cette zone, dont la seule végétation est constituée de plantes ligneuses et coriaces, parsemées en touffes, est, nous le verrons, le pays par excellence de l'élevage transhumant : elle comprend de l'ouest à l'est, les steppes de la province d'Oran (altitude d'environ 1.000 mètres) dont la partie médiane est occupée par le Chott Gharbi et le Chott Chergui, les plaines de Taguin et de Chellala, traversées par l'oued Touil et prolongées au nord par la région du

Nahr Ouassel, le bassin des Zahrez (altitude 700 à 800 mètres) retréci entre les deux plissements du Seba Rous, au nord, et du djebel Sahari au sud ; enfin, le bassin du Hodna (altitude 400 mètres) qui occupe vraisemblablement une zone d'effondrement.

Plus à l'est, dans la province de Constantine et séparée du bassin du Hodna par les monts du Hodna, nous trouvons à une altitude de 800 mètres à 1.000 mètres, la région des petits chotts constantinois, prolongement des plaines de Sétif, et constituée par de petites cuvettes fermées dont la plus étendue est le Tharf.

Au sud de toute cette zone, on passe insensiblement des Hauts-Plateaux à l'Atlas présaharien, qui n'est, nous le savons, que le bourrelet sud du massif de hautes terres de l'Algérie. L'Atlas présaharien, continuation du Haut Atlas marocain se compose du massif de Figuig (2.000 mètres) des monts des Ksours, du djebel Amour (1.400 à 1.700 mètres) important massif renfermant de nombreuses sources, des pâturages et des forêts ; viennent ensuite les monts des Ouled-Nâïls, composés de chaînons séparés par d'étroites plaines et enfin, de l'autre côté de la trouée d'El-Kantara, le massif de l'Aurès « véritable Kabylie du Sud » (1) qui culmine à 2.329 mètres.

Enfin, vers le sud, une fois franchi ce dernier plissement montagneux, la végétation disparaît à peu près entièrement, sauf dans les oasis, c'est le désert, la troisième bande longitudinale dont se compose l'Algérie, mais cette bande est infiniment plus large que les deux autres ; elle se prolonge

(1) Aug. BERNARD : *L'Algérie* (déjà cité), page 67.



Cliche Ortaç.

Ramassage de l'Alta
Cette photographie donne une idée des paysages que l'on rencontre
sur les Hauts-Plateaux (steppes d'alta)

jusqu'aux bords du lointain Niger. La structure physique du Sahara est cependant, malgré son étendue, facile à indiquer. Dans le Sahara septentrional, deux bassins ; d'une part, le bassin de l'Igharghar et du Melghir, auquel se rattachent l'Oued Mya (Ouargla) l'Oued Rhir et le chott Melghir (Touggourt, El-Oued, Biskra) ; d'autre part, le bassin de la Saoura, comprenant l'oued Saoura, formé des eaux de l'Atlas oranais (oued Zergoun, oued Seggour, oued Namous) la Zousfana « rue de palmiers » de Figuig à In Salah, les oasis du M'Zab (Ghardaïa) du Gourara (Timimoun) et du Tidikelt (In Salah). Et entre ces deux bassins, où est concentrée toute la vie du désert, les plateaux calcaires du M'Zab, d'El-Goléa et du Tademaït ; enfin, à l'ouest de l'Igharghar, le plateau calcaire de Tingherth.

Le Sahara proprement dit ou Sahara touareg se compose essentiellement du massif du Hoggar (2.870 mètres au pic Ilamane) entouré au nord par une auréole de plateaux gréseux ; l'Ahenet, le Mouydir, le Tassili des Azdjer.

*
**

L'Algérie est donc bien, ainsi qu'on l'a maintes fois affirmé, le pays des contrastes et des extrêmes. Contrastes entre le Nord et le Sud, entre les verdoyants paysages du Tell et les arides étendues du désert, contrastes entre les régions plissées et les régions tabulaires, entre les montagnes tourmentées de la Kabylie ou de l'Aurès et les mornes étendues à perte de vue des Hauts-Plateaux ou des hammadas sahariennes. Mais rien ne peut donner une idée plus frappante de l'existence de ces contrastes, de la violence de ces extrêmes, qu'une étude du climat de l'Algérie, dont il est impor-

tant, pour bien comprendre les conditions toutes particulières dans lesquelles se pratique l'élevage du mouton en ce pays, de connaître les principales caractéristiques.

Entre la Méditerranée et le Sahara, l'Algérie subit l'influence alternative d'un bassin d'évaporation et d'un foyer de chaleur sèche (1).

En principe, les vents d'ouest, ou de nord-ouest, suivant les régions, dominant en hiver et apportent la pluie ; en été, l'existence d'un foyer de basse pression sur le Sahara provoque des vents du nord et du nord-est ; l'air ainsi véhiculé, s'éloignant de son point de saturation, amène avec lui la sécheresse. Mais c'est là, la théorie. En pratique, les influences atmosphériques très diverses que subit l'Algérie entraînent des variations brusques qui déroutent toutes les prévisions.

D'une façon générale, on peut cependant dire que la proximité de la mer contribue à rendre le climat plus régulier et plus tempéré et la température plus égale ; sur le littoral, le thermomètre ne s'élève guère au-dessus de 30 à 32° et ne descend qu'exceptionnellement au-dessous de 8 à 10°. Mais l'air y est toujours extrêmement humide. En avançant vers l'intérieur, le climat est de plus en plus sec, mais les écarts de température sont de plus en plus grands et violents ; sur les Hauts-Plateaux, il n'est pas rare d'observer des températures de — 10° en hiver et de + 45° en été. Les variations entre la nuit et le jour sont également très prononcées dans l'intérieur où elles dépassent parfois 20°.

(1) Aug. BERNARD et N. LACROIX : *L'évolution du nomadisme en Algérie*. Adolphe Jourdan et Carbonel, éditeurs, Alger, 1906, page 10.

Les saisons intermédiaires sont pour ainsi dire inexistantes. Une monographie de l'annexe de Djelfa (1) établie par les soins de la Direction des Territoires du Sud en 1922, indique qu'il n'est pas surprenant de voir des gelées se produire à la fin de mai ; il arrive même qu'il neige au mois de juin et aussi dans le courant d'octobre.

La rigueur de ce climat est encore accentuée par l'existence de vents, souvent violents, qui soufflent presque en toutes saisons : vents glacés d'hiver rendant le froid encore plus vif et provoquant, nous aurons l'occasion de revenir sur ce point, de véritables hécatombes dans les troupeaux en mauvais état, ou sirocco brûlant.

« Le vent des plateaux, peut-on lire encore dans la monographie ci-dessus citée, « d'où qu'il souffle, « constitue par sa violence, une véritable plaie, des-
« séchant les récoltes sur pied et les herbes des
« pâturages. Il annihile maintes fois en quelques
« heures, les effets d'une bienfaisante ondée ».

L'étude du relief de l'Algérie, que nous avons brièvement esquissée, le régime des vents dont nous venons de donner un rapide aperçu, vont nous permettre d'indiquer quel sera le régime des pluies et comment se répartiront, suivant les régions, les précipitations atmosphériques.

Les condensations atmosphériques de vapeur d'eau sont généralement la conséquence d'un mouvement d'ascension des courants aériens ; au cours de cette ascension, l'air se refroidit, d'où abaissement des points de saturation et de condensation.

(1) Monographie de l'annexe de Djelfa (archives de la Direction des Territoires du Sud), 1922.

Ces points étant dépassés, le trop-plein de la vapeur est libéré, sous forme de nuages, pluie ou neige.

Parmi les multiples facteurs qui causent ces mouvements d'ascension, l'un des plus importants est l'orographie des continents : les courants aériens qui rencontrent des massifs sur leur passage sont obligés de s'élever pour les franchir, et cette ascension produit des condensations atmosphériques.

En Algérie, les plissements sont orientés d'une façon générale dans la direction S.-O. - N.-E.

Dans le Tell, les vents dominants d'hiver soufflent, nous l'avons vu, du Nord-ouest et de l'Ouest, ils viennent donc frapper sur ces plissements et doivent s'élever pour les franchir : d'où pluies d'hiver sur toute la région tellienne. En été, au contraire, les vents viennent en général du N.-E., ils soufflent donc parallèlement aux chaînes et, dès lors, ne rencontrant pas d'obstacle, n'abandonnent rien de leur humidité sur leur passage.

Les Hauts-Plateaux sont moins arrosés, car les vents du Nord ont laissé leur trop-plein d'humidité sur les sommets plus élevés de l'Atlas tellien et les vents du sud-ouest, bien que venant de l'Océan par le sud marocain, ne rencontrent aucun plissement sérieux, susceptible de provoquer des précipitations atmosphériques. Par contre, les vents du sud, très secs pendant l'été, mais conservant leur humidité pendant l'hiver, arrosent à ce moment les Hauts-Plateaux, après avoir escaladé l'Atlas pré-saharien.

Le Sahara est sec en toute saison, car les courants qui le traversent, bien que chargés d'humidité, n'y rencontrent aucune barrière montagneuse continue.

D'une façon générale on peut donc dire que le climat de l'Algérie comporte en principe un été sec, de juin à septembre et un hiver pluvieux, caractéristiques du climat méditerranéen. La quantité d'eau tombée diminuera progressivement au fur et à mesure qu'on s'éloignera de la mer, mais toutefois. les massifs élevés mieux exposés aux vents marins : Kabylies, Djebel Amour, Aurès recevront plus d'eau que les régions environnantes ; inversement les zones abritées des influences maritimes : bassin des chotts et des zahrez, bassin du Hodna, Sahara se verront d'autant plus privées d'eau que les courants atmosphériques auront trouvé pour venir jusqu'à elles des barrières plus importantes et plus élevées.

La répartition des pluies est intéressante à connaître, car c'est la somme des eaux tombées qui nous permettra de classer telle ou telle région dans la zone des cultures, la zone de la steppe ou la zone désertique. On admet que la culture est en général possible dans les régions qui reçoivent 400 m/m d'eau ou plus, qu'une précipitation annuelle de 200 à 400 m/m suffit à la steppe et qu'au-dessous de 200 m/m, c'est le désert : cette classification est même devenue si courante, si classique, pourrait-on dire. que les auteurs qui l'adoptent omettent généralement de rappeler que c'est M. Augustin BERNARD, dans son ouvrage « Hautes plaines et steppes » qui l'a le premier indiquée.

En Algérie il tombe plus de 400 m/m d'eau dans toute la zone comprise au nord de la ligne Marnia-Sebdou -Boghar -Bordj-Bou-Arréridj - St.-Arnaud-Aïn-M'Lila et Canrobert ; les monts du Hodna, le Djebel Amour, et l'Aurès, bien que situés au sud de cette ligne reçoivent pourtant 400 m/m ou plus,

par contre, la vallée du Chélif, la plaine du Sig et de la sebka d'Oran situés au nord de cette ligne n'ont même pas 400 m/m.

Sur les Hauts-Plateaux et l'Atlas présaharien la hauteur annuelle de pluie varie de 200 à 400 m/m ; toutefois dans certaines parties déprimées de cette région (chotts oranais, zahrez, Hodna) il ne tombe même pas 200 m/m.

Enfin, au sud de l'Atlas présaharien, c'est le désert qui reçoit moins de 200 m/m.

En général, on peut donc dire que les pluies de l'Algérie sont insuffisantes, d'autant plus insuffisantes que les quantités que nous venons d'indiquer, ne donnent une physionomie exacte de la pluviométrie de ce pays que si l'on prend soin de signaler qu'elles tombent en une période de temps très courte, au cours d'une seule saison, en averses rapides, violentes, ne pénétrant pas le sol, provoquant des inondations souvent désastreuses, qui seront suivies d'interminables sécheresses, aussi cruellement néfastes.

On devine aisément quel sera dans ces conditions, le système hydrographique de l'Algérie : pour ainsi dire pas de cours d'eau permanents, mais seulement des oueds à sec de mai à octobre, aux crues violentes et dangereuses après les pluies. Certains vont se jeter dans la Méditerranée, d'autres finissent dans les dépressions fermées de l'intérieur, d'autres enfin vont mourir dans les sables du désert.

*
**

Les indications qui précèdent vont nous permettre d'indiquer les diverses zones de végétation

de l'Algérie, de déterminer ensuite les régions que l'on englobe sous le nom de « pays du mouton ».

L'influence du relief et du climat sur la végétation est telle que ces zones coïncident, à peu de choses près, avec les grandes divisions naturelles que nous avons été conduits à établir pour l'étude de ce relief et de ce climat.

Nous avons d'abord, en bordure de la côte, une bande de 150 à 250 km. de largeur qui, s'identifiant avec le Tell, constitue ce que l'on peut appeler le domaine méditerranéen ; c'est surtout le pays des cultures et des arbres, véritable « lambeau détaché de l'Europe méridionale » (1). On y rencontre de nombreuses espèces de végétaux d'Europe et non seulement de l'Europe méditerranéenne mais même de l'Europe centrale : olivier, amandier, figuier, abricotier, puis cerisier, pêcher, noyer, chêne-liège, chêne-vert ou chêne zéen, conifères, cèdre et pin ; on y a introduit l'eucalyptus qui y réussit fort bien ; on y cultive les céréales, la vigne, l'olivier, les arbres fruitiers, les agrumes, les primeurs, le tabac, les plantes à parfum, la betterave et par endroits, le coton ; on y pratique aussi un élevage sédentaire de bœufs, de chevaux et même de moutons, et certaines races comme celle des bœufs de Guelma ont acquis une réputation méritée. La culture demeure cependant la principale richesse de ce Tell algérien, véritable paradis terrestre, contrée riche entre toutes, qui fait honneur à la nation qui, depuis un siècle, en a entrepris la mise en valeur.

(1) *Le Pays du Mouton* : Des conditions d'existence des troupeaux sur les Hauts-Plateaux et dans le Sud de l'Algérie. Typographie Girault, Alger 1893, page 491.

La seconde zone de végétation, qui coïncide avec les Hauts-Plateaux et l'Atlas présaharien est le domaine de la steppe. On y rencontre encore, dans les régions montagneuses et les moins sèches, quelques rares boisements, des pins d'Alep, des genévriers, des thuyas, aussi des broussailles, derniers témoins de formations forestières en voie de disparition, bruyères, genêts, myrtes et oliviers sauvages, lentisques ou chênes verts, ailleurs des palmiers nains ou des jujubiers. Mais en général les steppes sont caractérisées par l'absence de végétation arborescente et ne comportent la plupart du temps que de maigres herbages permettant néanmoins, suivant les régions et suivant les saisons, l'entretien d'un nombreux cheptel transhumant.

Insensiblement, à mesure que l'on va vers le sud et que les pluies diminuent, on passe du domaine steppique au domaine saharien, qui s'étend au sud de l'Atlas et que M. Augustin BERNARD a défini : « une steppe à végétation raréfiée » (1). Les végétaux y sont encore plus rabougris et, sauf dans les vallées ou les oueds, où végètent quelques pistachiers ou quelques tamaris, les steppes sahariennes ergs, regs ou hammadas, ne se recouvrent d'un éphémère tapis végétal qu'après les pluies trop rares. La vie est concentrée dans les oasis, où grâce à l'eau du sous-sol, trois étages de végétation se superposent : des palmiers ; à l'ombre des palmiers, des arbres fruitiers ; sous les arbres fruitiers, des cultures maraîchères et, par fois, des céréales en bordure de la palmeraie.

Au sud du Tell, pays des arbres et des cultures, et de la steppe, pays des pasteurs et des troupeaux

(1) Aug. BERNARD : *L'Algérie* (déjà cité), page 39.

transhumants, le Sahara est avant tout le pays des oasis et de la datte.

*
**

Le « Pays du mouton » comprend les vastes espaces qui, entre le Tell cultivé et le désert absolument stérile, sont en général impropres à la culture, mais conservent cependant une végétation suffisante pour nourrir, soit durant toute l'année, soit pendant certaines périodes seulement, les troupeaux qui les habitent.

Il s'étend parfois fort loin dans le sud, car il suffit d'une pluie pour faire se couvrir les dunes du Sahara d'une légère végétation éphémère qui est le régal des moutons et des chèvres, mais cette pluie est rare, elle se fait attendre parfois des années ; quand elle survient, c'est en général, tout à fait localement ; aussi est-il vain de chercher à préciser la limite sud du pays du mouton, car cette limite est variable, aussi variable que les chutes de pluies sont irrégulières en ces contrées.

La limite nord est plus facile à déterminer et coïncide à peu près avec la ligne reliant les points recevant en moyenne 400 m/m d'eau. Nous avons vu, en effet, que là où il tombe plus de 400 m/m la culture est possible, et qu'au contraire, les régions où la hauteur d'eau recueillie est inférieure à ce chiffre, sont, par la force même des choses, vouées à l'industrie pastorale. Nous avons déterminé cette ligne qui passe approximativement par Marnia, Sebdou, Tiaret, Boghar, Bordj-Bou-Arréridj, St-Arnaud, Aïn-M'Lila et Canrobert.

Est-ce à dire que cette limite septentrionale du

« pays du mouton » soit fixe et immuable. Ce serait une erreur de le croire. Cette limite a varié avec les époques, elle a varié sous l'influence des événements historiques, elle a varié avec les transformations certainement subies au cours des siècles par le climat de l'Afrique du Nord, elle varie encore sous nos yeux, par l'extension — peut-être excessive — vers le sud des zones consacrées à la culture comme par les atteintes portées au domaine de la forêt.

Il existe à la lisière des pays de culture, une zone qui, au cours de l'histoire, fut tantôt du domaine des agriculteurs, tantôt de celui des pasteurs. Il est normal que les périodes de calme coïncident avec un recul du nomadisme et qu'au contraire les périodes troublées entraînent comme conséquence un recul de l'agriculture. Ce phénomène, observé dans toutes les contrées du monde, s'est produit avec d'autant plus de netteté en Afrique du Nord, que l'histoire de ce pays est faite d'époques de civilisation souvent brillante succédant à des temps de vandalisme et de barbarie.

Il n'est pas exagéré non plus de penser que le climat de l'Algérie s'est lentement transformé au cours des siècles ; je n'en veux pour preuve que la découverte des ruines de Timgad, dans une région où, aujourd'hui, l'existence d'une ville de 25 ou 30.000 habitants européens ne se conçoit pas et dont les ressources en eau seraient probablement insuffisantes pour alimenter les 14 thermes que les fouilles méthodiques ont remis à jour, ou encore les nombreuses traces de pressoirs à l'huile que l'on retrouve dans l'Aurès, où ne subsiste actuellement que fort peu de boisements et plus du tout d'oliviers : cette évolution dans le climat a modifié

considérablement et peu à peu la végétation de ce pays comme les conditions de son exploitation.

Enfin des variations se produisent encore de nos jours, c'est ainsi qu'au cours des dernières décades, grâce aux méthodes plus perfectionnées introduites en agriculture, grâce aussi à la constitution progressive de la propriété individuelle qui permet une exploitation plus intensive du sol, le cultivateur a gagné du terrain sur les zones de parcours autrefois réservées aux tribus nomades. Ce fait se constate surtout en bordure de l'Ouarsenis, dans la région du Nahr-Ouassel et du Sersou, aussi dans les plaines au sud de Sétif. Il semble pourtant, nous aurons l'occasion de le voir, que les limites de la culture vers le sud soient atteintes aujourd'hui, sinon dépassées.

Inversement, le pasteur a tendance à accroître peu à peu son domaine au détriment de la forêt. On a prétendu que le mouton n'est pas nuisible aux boisements ; il y fait certes moins de mal que les camelins ou les bovidés, mais ce serait un paradoxe que de soutenir qu'il y fait du bien. Il broute les jeunes pousses ; en durcissant le terrain par son piétinement incessant, il le rend peu favorable à la germination des graines, les bergers n'hésitent pas à provoquer des incendies pour accroître leurs pacages. On ne peut nier que, peut-être par la transformation du climat mais aussi sûrement, par l'action de l'homme et des animaux, la destruction des forêts s'est poursuivie depuis la conquête. Et les efforts du service forestier ne parviennent que difficilement à maintenir les peuplements qui subsistent encore.

Compris entre ces deux limites, quelque peu imprécises et variables, le pays du mouton, dont

on a évalué la superficie à environ 40 millions d'hectares (1) se compose de trois régions bien distinctes : en bordure du Tell, une zone de culture, où les troupeaux des nomades viennent paître dans les chaumes après la récolte, puis les Hauts-Plateaux, pays de steppes, pays par excellence de l'industrie pastorale, enfin, le Sahara, dont les pacages plus pauvres et plus clairsemés permettent cependant à une partie du cheptel de subsister en hiver, au moment où la neige et le froid interdisent l'accès de certaines portions du haut-pays.

Au point de vue administratif, le pays du mouton comprend d'abord l'ensemble des Territoires du Sud ; dans les Territoires du Nord, il englobe les communes mixtes d'Aflou et du Djebel Nador et la partie méridionale des C. M. de Sebdou, du Télagh, de Saïda, de Cachrou, de Frenda et de Tiaret qui appartiennent au département d'Oran ; dans le département d'Alger, les C. M. de Bou-Saâda, de Sidi-Aïssa, et de Chellala et une partie des C. M. du Sersou, de Téniet-el-Haâd, de Boghari, d'Aïn-Boucif, enfin, dans le département de Constantine, les C. M. de M'Sila, des Rhira (Colbert), de Barika, des Belzema (Corneille), d'Aïn-Touta (Mac-Mahon), d'Aïn-el-Ksar (El Mahder), de l'Aurès (Arris), de Khenchela, de La Meskiana, de Morsott, de Tébessa, d'Oum-el-Bouaghi (Canrobert) et d'Aïn-M'Lila, et plus au nord, dans la zone où vont estiver les nomades venus du Sahara une partie des C. M. des Maàdid (Bordj-Bou-Arréridj), des Bibans (Medjana) des Eulma (St-Arnaud), de Châteaudun-du-Rhumel et de Sédrata.

Dans la première partie de ce travail, nous nous

(1) *Le Pays du Mouton*, 1893 (déjà cité), page 501.



proposons d'indiquer quelles sont, dans ce pays du mouton, dont nous avons approximativement déterminé les limites, les conditions de vie des troupeaux transhumants, de définir les causes qui, nous le verrons, provoquent, hélas, trop souvent, de véritables hécatombes parmi le cheptel ovin, de rechercher enfin ce qui a été fait, ce qu'il est possible de faire, ce qui reste encore à faire pour éviter le retour, dans la mesure où l'action de l'homme peut efficacement s'exercer, de ces désastres périodiquement constatés.

La seconde partie traitera de la coopération appliquée à l'élevage ovin. Le mouvement coopératif a pris en Algérie, dans les divers domaines où il a été appliqué, une remarquable ampleur. Ne semble-t-il pas surprenant que l'industrie pastorale soit une des rares formes de l'activité humaine demeurée, en ce pays, réfractaire à l'utilisation de la formule coopérative ? Nous rechercherons les raisons de ce retard, nous examinerons les rares tentatives qui ont été faites dans cette voie et qui ont, pour la plupart, il faut le dire, échoué ; nous étudierons les causes de ces échecs.

Enfin, après un examen des projets de coopération actuellement en cours, après avoir essayé de faire ressortir les avantages que les éleveurs pourraient retirer de la création de groupements coopératifs, nous nous efforcerons de conclure et d'indiquer si la coopération nous paraît ou non, de nature à faciliter la difficile solution du problème ovin en Algérie.

PREMIÈRE PARTIE

**Le Problème de l'élevage ovin
en Algérie**

CHAPITRE PREMIER

Les conditions d'existence du cheptel ovine en Algérie

Les races ovines en Algérie.

Tous les auteurs qui se sont intéressés à la question, s'accordent pour répartir la population ovine de l'Algérie entre trois races principales : la race barbarine ou à grosse queue, qui se rencontre sur les confins de la frontière algéro-tunisienne, la race berbère localisée dans les régions montagneuses et fournissant une viande et une laine d'assez médiocre qualité, et enfin, la race arabe, la plus intéressante et aussi la plus nombreuse ; les représentants de cette dernière race sont des animaux très résistants et bien adaptés au climat des steppes algériennes, dont, en général, ils supportent bien les intempéries.

Cheptel sédentaire et cheptel transhumant.

Tout ce cheptel ne mène pas partout la même existence ; il faut distinguer en effet, le cheptel sédentaire qui vit dans le Tell, en troupeaux numériquement peu importants, répartis entre les diver-

ses exploitations de cette région essentiellement cultivée, dont il constitue une ressource tout à fait secondaire, et le cheptel transhumant, qui est l'unique richesse des vastes étendues steppiennes des Hauts-Plateaux et du Sahara septentrional.

La race barbarine, dont les représentants possèdent un appendice caudal grasseux de 4 à 5 kgs. très gênant pour la marche prolongée, est tout entière sédentaire ; la race berbère figure, elle aussi, presque en totalité dans cette première catégorie ; la race arabe est, au contraire, en majeure partie, composée de moutons transhumants.

Il y a d'ailleurs des degrés dans la transhumance et, si certains nomades parcourent avec leurs troupeaux d'immenses étendues, se rendant chaque année des régions sahariennes jusqu'aux limites du Tell, d'autres, au contraire, effectuent des déplacements d'une bien moindre amplitude, se contentant d'évoluer autour de leurs campements et ne quittant même pas le territoire de la circonscription, dont ils sont les ressortissants. Les troupeaux de ces derniers nomades doivent néanmoins être considérés comme « transhumants », car, si leur zone de parcours est restreinte, il n'en est pas moins vrai qu'ils se déplacent toute l'année à la recherche de pâturages moins appauvris, et qu'ils vivent constamment au grand air, à la pluie, à la neige, sans autre abri contre le vent glacial de l'hiver ou le sirocco brûlant que les touffes d'alfa ou les accidents de terrain. Et c'est en cela surtout que réside la différence entre le mouton sédentaire et le mouton transhumant, « lanar estante » et « lanar transhumante » pour employer les expressions usitées en Espagne : le mouton sédentaire, dont l'élevage, nous l'avons dit, ne constitue qu'une res-

source très secondaire des régions de culture, où il vit, se nourrit bien, en broutant les prairies qui subsistent dans le Tell, pendant au moins une partie de l'année ; mais, lorsque la sécheresse prolongée a fait disparaître toute trace de végétation, il est entretenu, grâce aux réserves fourragères que n'a pas manqué de constituer le colon ; d'autre part, durant la nuit ou durant les périodes de mauvais temps, il trouve un abri à l'étable ; le mouton transhumant, au contraire, demeure toute l'année, nuit et jour, soumis aux intempéries et doit se contenter de la maigre nourriture et de l'eau rare qu'il peut trouver dans les vastes étendues steppiennes.

Nous ne nous occuperons qu'accessoirement ici du troupeau sédentaire ; les graves questions qui constituent le problème ovin en Afrique du Nord se posent, en effet, surtout à l'occasion de l'élevage du cheptel transhumant ; c'est donc surtout de ce cheptel transhumant qu'il sera question au cours de cette étude.

Une remarque doit être faite dès maintenant dont nous aurons à faire ressortir plus tard l'importance : ce troupeau transhumant, qui constitue la majeure partie du troupeau ovin algérien, et qui est l'unique richesse de tout le sud algérien, est entièrement entre les mains des indigènes nomades. Pour connaître la répartition géographique de ce cheptel et ses zones d'habitat, il importe de dire quelques mots des tribus nomades, qui le possèdent.

Classification des nomades.

MM. Augustin BERNARD et LACROIX, dans leur ouvrage « L'Evolution du nomadisme en Algérie »

publié en 1906 (1), ont proposé de ces nomades une classification qui garde encore aujourd'hui toute son exactitude.

Dans une première catégorie, on peut classer les nomades qui n'effectuent que des migrations d'amplitude restreinte. Certains parmi eux sont même quasi-sédentaires et se livrent à la fois à l'agriculture et à l'élevage ; ils ne sont cependant pas rigoureusement fixés au sol ; ils habitent alternativement la tente et le gourbi ; ce sont, par exemple, les tribus de la vallée du Chélif, Attafs, Ouled Khasseir, Sbeah, etc... les Béni-Ourmid de la région de Tlemcen, les indigènes de la région de Téniet-el-Haâd, de la plaine de Sétif, de la plaine qui s'étend de la Medjana à Tébessa, les Hassasna de Saïda, les Ouled Allan et les Tittery de la région de Boghar, les Adoura de Sidi-Aïssa, les populations des montagnes de l'Ahmar Kaddour, du Djebel Chechar, de la vallée de l'oued Abiod, dans l'Aurès. D'autres indigènes, parmi ces nomades, habitent une région demi-tellienne, où l'agriculture a encore un rôle notable mais ils sont cependant obligés de changer de campements, à certaines périodes de l'année, pour assurer la nourriture de leurs troupeaux. Ils ne s'éloignent pourtant guère à plus de 50 kilomètres de leur établissement principal. Parmi eux, on peut citer les Bouaïch, les Abdalia, les Zenakra, les Aziz, les Béni-Lent, des régions de Boghar et de Chellala, qui descendent des montagnes lorsque vient le froid pour y remonter à l'approche de l'été ; certains indigènes du bassin du Hodna, d'autres encore des parties montagneuses de l'Atlas saharien, (Mts

(1) Aug. BERNARD et N. LACROIX : *L'évolution du nomadisme en Algérie*, Paris 1906 (déjà cité).



Cliché Ofalac.

Campement de nomades



Cliché Ofalac.

Troupeau de moutons (région de Bedeau)

des Ksours, Djebel Amour, Aurès) qui quittent le haut des vallées pendant l'hiver et descendent dans les parties inférieures, sur le versant saharien. Certaines autres tribus ont des migrations nettement plus dessinées encore, leurs terrains de parcours sont plus étendus, leurs campements d'été et d'hiver sont bien distincts les uns des autres ; on trouve pourtant encore chez eux quelques cultures auprès du campement d'hiver, toutefois, l'agriculture ne conserve déjà plus qu'un caractère très secondaire. Telles sont les tribus du Dahra, les Ouled en Nehar et les Anga de la région d'El-Aricha, les Ouled Daoud, les Béni-Mathar, les Ouled Sidi-Khelifa, de la région de Saïda, qui passent l'hiver près des chotts Gharbi et Chergui, les Ouled Si M'Hamed et les Sahary de la région de Djelfa, qui hivernent dans les deux Zahrez ; également, certains indigènes de la commune mixte de Bou-Saâda, se rendent dans la dépression du Hodna. Certaines tribus du Haut-Pays vont hiverner au sud de l'Atlas présaharien ; les cuvettes centrales des chotts et des zahrez ne peuvent, en effet, nourrir pendant l'hiver qu'un cheptel assez limité ; les grandes vallées des oueds qui descendent vers le Sahara sont, à cette époque, plus favorisées et offrent de bons pâturages qu'utilisent les Doui-Menia et les Ouled Djerir (vallée de l'oued Guir et de la Zousfana), les Hamyan de la région de Méchéria (vallée de l'oued Namous), les ouled Sidi-Cheikh et les Ahl-Ouiakel de la région de Géryville (vallée de l'oued Gharbi et de l'oued Seggeur) certaines tribus d'Aflou (vallée de l'oued Zergoun) les Ouled Nay! (vallée de l'oued Djedi) les Ouled Rechaïach, de Khenchela (dépression du Melrir).

Les tribus énumérées ci-dessus pratiquent donc une transhumance assez locale, se bornant en géné-

ral à quitter, durant l'hiver, les massifs montagneux d'où le froid les chasse, pour aller séjourner dans les parties les plus rapprochées des dépressions centrales des Hauts-Plateaux ou sur le cours supérieur des vallées sahariennes où elles trouvent un climat moins rigoureux. L'élevage est bien leur principale industrie ; cependant l'agriculture tient encore chez elles une petite place et on rencontre auprès du campement principal, quelques champs de culture. Pour toutes ces raisons, il est permis de considérer ces tribus comme des tribus nomades à parcours restreint.

Dans une seconde catégorie, il faut ranger tous les nomades à grand parcours. Ce sont les tribus des régions plus méridionales confinant à la zone saharienne et qui doivent, durant l'été, quitter leur territoire pour aller chercher, dans la zone d'habitat des tribus du Tell, chez lesquelles elles possèdent d'ailleurs des droits d'usage, les pâturages et l'eau nécessaire à leurs troupeaux. Ces nomades vivent uniquement de leurs troupeaux et doivent régler leur existence sur les exigences en pâturages et en eau de leurs animaux. Aussi, dès que les pâturages du sud sont épuisés et desséchés, ou que les points d'eau se tarissent, les « grands nomades » chargent sur leurs chameaux leurs tentes et leurs bagages et se mettent en route vers le nord, emmenant avec eux leurs femmes et leurs enfants, et poussant devant eux le troupeau qui est toute leur fortune. FROMENTIN a décrit dans son ouvrage : « Un été au Sahara » la migration d'une de ces tribus de grands nomades. On peut signaler, dans cette catégorie, les Larbaa qui habitent la région des Daïas dans le Sahara septentrional ainsi que les territoires d'Aflou et de Djelfa dans l'Atlas présaharien, et qui se rendent en été, dans le Tell,

sur le versant méridional de l'Ouarsenis, de Tiaret à Boghari; les Saïd-Otba d'Ouargla qui vont dans la région de Chellala, les tribus sahariennes du sud de la province de Constantine, Ziban, Arab-Che-raga, Arab-Gheraba, qui transhument dans le Tell et se rendent jusqu'au plateaux de Sétif et de Châteaudun-du-Rhumel. Il convient de signaler l'existence dans la province de Constantine d'une double transhumance : alors que les troupeaux du sud viennent passer l'été dans le Tell, les troupeaux de la région de Sétif, Châteaudun-du-Rhumel, Oum-el-Bouaghi, vont hiverner dans le Sahara où ils trouvent un climat plus égal.

Enfin, dans une troisième catégorie de nomades, on peut classer les sahariens proprement dits, qui possèdent peu de moutons et se contentent de nomadiser toute l'année sur le territoire de l'annexe qu'ils habitent. Ce sont les Chambaa, les Berazga, les Metlili de Ghardaïa, les Mekdahma et les Beni-Thour d'Ouargla, les Chaamba et les Mouahdi d'El-Goléa, les Ouled Saïah et les Saïd ouled Ameer de Touggourt, les Chaamba d'El-Oued, les Touaregs du plateau du Mouydir.

On a prétendu parfois que tous les Arabes étaient des nomades, que tous les Berbères étaient des sédentaires ; c'est une erreur ; il y a des Arabes sédentaires ; et les Touaregs, d'origine berbère, sont des nomades ; l'on peut donc affirmer que le nomadisme n'est nullement une question de races.

La transhumance.

La cause essentielle du nomadisme, c'est la transhumance. C'est la nécessité de trouver, en tout temps, des pâturages non épuisés et de l'eau pour

leurs troupeaux qui oblige les nomades à des déplacements dont la périodicité est en quelque sorte calquée sur celle des saisons.

M. ROUQUETTE a défini avec justesse la transhumance : « le déplacement alternatif et périodique des troupeaux entre deux régions de climat différent » (1).

La transhumance est une pratique très ancienne qui constitue une caractéristique de l'élevage non seulement de l'Afrique du Nord, mais même de certaines régions méridionales de l'Europe. En Espagne, les troupeaux des plaines de l'Andalousie, de l'Estramadure et de la Nouvelle-Castille gagnent, durant l'été, les montagnes du royaume de Leon et de la Vieille-Castille ; en Italie, les troupeaux de la Lombardie vont estiver sur les hauteurs des Alpes Pennines et Maritimes ; en France, les moutons de Provence et du Bas-Languedoc vont passer l'été jusque dans les Alpes de Savoie. Pour faciliter les déplacements, on avait même établi dans les régions périodiquement traversées, des « carraires » ou « drayes », belles routes pastorales de 40 m. de large, dont on retrouve des traces entre Arles et l'Italie, et aussi des « relarges » parties de montagnes ou de terres incultes où les troupeaux pouvaient se reposer durant une demi-journée, s'abreuver et se sustenter. Actuellement, dans le Midi de la France, le transport des animaux des lieux d'hivernage aux lieux d'estivage et inversement, se fait, en général, par chemin de fer et même par camions automobiles.

(1) *Congrès du Mouton*, Paris 1929. (Publications de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture, 5, avenue de l'Opéra). Tome I : Rapports et discussion, page 149.

Dans le midi de l'Europe, la transhumance n'a cependant pas entraîné avec elle le nomadisme ; cela tient à ce fait que l'élevage n'est pas la seule ressource de ces contrées ; leurs habitants sont à la fois agriculteurs et pasteurs, ils envoient bien, durant l'été, leurs troupeaux dans les pâturages des Alpes, le plus souvent sous la conduite de bergers salariés, mais ils demeurent fixés à la terre où ils vivent et peuvent être considérés comme des sédentaires.

En Afrique du Nord, au contraire, le sol plus pauvre ne peut se prêter, sur d'immenses étendues, à aucune culture ; les habitants du pays du mouton ne sont, ne peuvent être, pour la plupart, que des pasteurs et sont contraints, par la force des choses, à suivre leurs troupeaux, qui constituent leur unique richesse, dans leurs pérégrinations incessantes à travers les immensités de la steppe. Ici, la transhumance et le nomadisme sont intimement liés et, sauf de rares exceptions, le pasteur est avant tout et ne peut-être qu'un nomade.

La transhumance est en Afrique du Nord une nécessité : dès que les chaleurs ont desséché les pâturages du sud et tari les points d'eau, il faut bien que les troupeaux du Sahara septentrional remontent vers le Nord pour trouver, à la lisière du Tell, ou dans les massifs montagneux plus arrosés, les herbages (el acheb) et l'eau indispensables à leur nourriture. Ces déplacements périodiques ou « achabas » permettent aussi aux troupeaux d'éviter en hiver les pluies et le froid du Tell, et en été, la chaleur excessive du Sahara.

La transhumance, unique procédé d'exploitation des immenses terrains de parcours du « pays du mouton » est, à ce point, nécessaire en Algérie

qu'elle a existé de tous temps, sous toutes les dominations qui se sont succédé en ce pays, et que les tribus nomades ont toujours possédé et possèdent encore chez les tribus sédentaires du Tell, où elles vont estiver, des droits d'usage non contestés. On a longuement discuté sur l'origine de ces droits d'usage ; certains auteurs (1) veulent y voir de véritables fiefs provenant soit de l'invasion arabe du XI^e siècle, soit encore de l'occupation turque du XVI^e siècle, les Turcs livrant parfois aux nomades du Sud les terrains des tribus du Tell dont ils étaient mécontents. Sans doute les choses ont pu se passer quelquefois ainsi, mais ce serait une erreur que de vouloir généraliser.

Il est plus exact de penser qu'à la longue des compromis ont fini par s'établir entre les sédentaires du Tell, possesseurs des terrains, et les nomades du Sud, obligés, chaque année, par les nécessités de la vie pastorale, de quitter leurs territoires, pour venir estiver plus au Nord. Dans certains cas, les nomades ont acquis dans le Tell, d'une façon ou d'une autre, généralement par mariage, des terrains dont ils sont ainsi devenus possesseurs, dans d'autres cas, de véritables contrats de location de terrain sont intervenus, d'autres fois, enfin, les nomades ont acquis, par une sorte de prescription immémoriale, des droits de transhumance gratuite sur les terrains de parcours des tribus telliennes. Il est juste de signaler que les nomades du sud accordent, à titre de réciprocité, les mêmes droits aux tribus du Tell qui viennent hiverner au Sahara.

(1) RINN : *Les droits d'usage des Sahariens dans le Tell*. (Bull. de la Soc. de Géog. d'Alger, 1902, page 260).

Quoi qu'il en soit du véritable caractère de ces droits d'usage, ils existaient lors de l'installation des Français dans le pays et il fallut bien les respecter. Aussi le sénatus-consulte du 22 avril 1863, qui prescrivait la délimitation des territoires des tribus dans le Tell et les pays de culture, en vue de la constitution de la propriété individuelle, et le règlement d'administration publique du 23 mai 1863 fixant les conditions d'application de ce texte, prirent-ils le soin de réserver ces droits au profit des nomades qui les exerçaient précédemment. L'article 34 du décret du 23 mai 1863 dit notamment « L'Administration règlera les conditions auxquelles les tribus sahariennes seront admises à exercer sur les territoires des douars les anciens usages de dépaissance de leurs troupeaux ».

Les commissions administratives chargées de l'application du sénatus-consulte eurent donc à reconnaître les droits d'usage des nomades ; elles ne le firent pas toujours dans un esprit suffisamment large et prévoyant. Il faut dire que certaines opérations furent faites à une saison où les nomades se trouvaient dans le sud ; les commissaires délimitateurs, ne constatant la présence d'aucun nomade dans le pays, n'ont dès lors pas mentionné les droits d'usage. Les nomades ne se sont d'ailleurs pas préoccupés de faire reconnaître ces droits, ils ignorent tous ces faits d'ordre juridique et ils continuent à aller dans le Tell, comme ils y allaient autrefois. Il en est résulté que, dans de nombreux cas, les terrains de parcours furent attribués à l'Etat — ce qui pouvait s'expliquer — mais ensuite vendus, loués ou utilisés pour la création de nouveaux centres sans qu'on se fût soucié — ce qui était dangereux — de l'existence des droits d'usage. C'est ainsi qu'aucune réserve n'a été faite à cet

égard lors de la création des villages de Hardy et de Victor Hugo, et il en est ainsi de la majeure partie du Sersou (1) ; dans d'autres endroits, on a réservé des droits absolument insignifiants et insuffisants : dans le Djebel Nador par exemple, on ne mentionne que de simples droits de passage.

De nombreux centres furent créés dans les zones où les grands nomades venaient estiver depuis un temps immémorial, notamment dans le Sersou, en bordure de l'Ouarsenis. Les enquêtes partielles de la loi de 1897 étaient encore venues réduire considérablement les zones jusque-là utilisées, à la lisière du Tell, pour le parcours des troupeaux. La colonisation privée vint à son tour s'emparer des terres que les nouveaux centres n'avaient pas absorbées, si bien que rapidement l'élevage se vit privé de milliers d'hectares de ses meilleurs terrains de parcours. Tous les points d'eau des régions intéressées furent naturellement accaparés aussi par la colonisation officielle ou privée.

Et il arriva, dans ces conditions, ce qui était à prévoir : des conflits chaque année plus nombreux et plus violents éclatèrent entre les colons, d'une part, à qui la terre avait été remise, sans aucune réserve ni servitude, et qui ne pouvaient tolérer que les troupeaux vinssent saccager leurs cultures, et les pasteurs nomades d'autre part, qui se trouvaient empêchés de venir estiver dans les lieux, où de tous temps, ils avaient l'habitude de conduire leurs troupeaux.

(1) *Procès-verbal de la Commission de l'achaba* (réunion du 23 mars 1928). (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

Réglementation de la transhumance.

Il fallut songer à établir une réglementation. Il était nécessaire, en effet, d'abord de réserver aux nomades certaines zones de terrains de parcours pour leur permettre d'assurer la nourriture de leurs animaux, et d'autre part, d'exercer sur ces nomades une certaine surveillance pour les empêcher de commettre des déprédations aux propriétés. La première réglementation fut mise en application en 1905, sur les instructions du Général BAILLOUD (1) ; les nomades désirant partir en transhumance devaient désormais formuler assez à temps des demandes d'achaba ; la pénétration dans la zone colonisée n'aurait lieu qu'après l'enlèvement des récoltes, enfin, un ou deux officiers du service des Affaires indigènes seraient chargés de surveiller la marche des nomades, comme de prévenir et de régler les conflits. Cette réglementation n'apporta qu'une solution insuffisante à cet épineux problème, car si elle permettait une surveillance plus étroite des nomades et une répression plus certaine des délits qu'ils pouvaient commettre, elle n'améliorait pas la situation en ce sens que les nomades se voyaient confinés dans des zones de plus en plus restreintes, totalement insuffisantes pour le pacage de leurs ovins. En 1885, le Gouverneur Général de l'Algérie avait bien prescrit de constituer des zones d'estivage pour les nomades et dès l'année suivante, 60.000 hectares avaient été réservés dans ce but. Mais la colonisation était venue peu à peu restreindre ces réserves et l'un

(1) Réglementation approuvée par le Gouverneur général de l'Algérie et ayant fait l'objet de la notification n° 2.317 du 26 avril 1905. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

des premiers officiers chargés de la surveillance de l'achaba dans le département d'Alger, le lieutenant MAITRAT, signale, dans un rapport de 1905, (1) que « les terrains susceptibles d'être occupés par « les Larbaa se restreignent considérablement et « que les sahariens n'auront plus à compter bien-« tôt que sur les communaux ». Dans le douar Béni-Lent, par exemple, signale cet officier, sur 39.905 hectares, plus de 20.000 ont été occupés par les colons ; on a créé les villages de Burdeau et de Bourlier, 34 fermes sont en exploitation, 22 en création ; dans le douar Beni-Maïda, création du centre de Vialar et du centre de Victor Hugo, qui à lui seul s'empare de 10.000 hectares : 25 fermes existantes, 11 en création ; chez les Oulad Ayad, village de Bourbaki et centre de Taine en création ; dans la commune mixte de l'Ouarsenis, village de Liébert et d'Oum Sekati, en création.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les conflits persistent entre colons et nomades ?

Le lieutenant GAUDÉ, chargé de la surveillance de l'achaba en 1911 et 1912, indique dans ses rapports les principales causes de ces conflits (2) : le nomade, trop à l'étroit sur les terrains de parcours qui lui restent, laisse ses animaux divaguer sur les terres du colon ; le colon pratique alors la

(1) Rapport du Lieutenant MAITRAT, adjoint de 1^{re} classe du bureau des affaires Indigènes, chargé en 1905 de la direction du mouvement d'estivage des tribus de la Confédération des Larbaa. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

(2) Lieutenant GAUDÉ : Rapport sur la migration des Larbaa (1911) et rapport sur la migration des nomades Saïd-Otba, Ouled Nayl et Larbaa dans le Tell (1912). Archives de la Direction des Territoires du Sud).

séquestration arbitraire des troupeaux, et ne consent à les restituer que contre paiement d'une somme qui dépasse souvent considérablement le préjudice causé. A cela, il faut ajouter les contestations qui s'élèvent à propos des locations de chaume, des transports à dos de chameaux effectués par les nomades pour le compte des colons. Enfin, si les grands nomades du sud comme les Larbaa sont groupés et encadrés, soumis à une surveillance efficace, il n'en est pas de même de nombreux indigènes, plus ou moins miséreux, des régions voisines, des Ouled Nayl, de Chellala ou de Boghari, qui s'infiltrèrent isolément dans le Sersou, et se rendent coupables de méfaits que le colon met trop volontiers sur le compte des tribus sahariennes.

Quoi qu'il en soit, les incidents continuèrent à se produire chaque année, et une commission instituée le 14 février 1914 pour donner son avis sur les questions diverses concernant l'élevage en Algérie, insista, entre autres choses, sur la nécessité de « réglementer sans retard, les conditions de « transhumance en s'inspirant de ce principe : « que ce ne sont pas les textes de notre droit qu'il « convient d'appliquer aux indigènes, mais que, « dans l'intérêt général, nous devons respecter les « usages établis et les coutumes qui se sont perpétuées sans discontinuité » (1).

« Barrer les voies de la transhumance » écrivait le rapporteur M. RODET, propriétaire à Brazza « c'est

(1) *L'élevage en Algérie*, Typographie Adolphe Jourdan, Alger 1914. Procès-verbaux des séances de la Commission instituée par arrêté du Gouverneur général du 14 février 1914, en vue de donner son avis sur les questions diverses concernant l'élevage en Algérie.

« porter atteinte aux lois naturelles, c'est compro-
« mettre l'existence des individus et porter un
« coup funeste à leurs ressources ».

« En raison des progrès de la colonisation sur
« les Hauts-Plateaux, les questions soulevées par
« la transhumance deviennent de plus en plus com-
« plexes (nous en avons un exemple dans le
« Sersou), et il paraît indispensable de créer un
« organe supérieur permanent qui serait chargé
« de les régler. La création d'une commission de
« la transhumance a été proposée ; il est désira-
« ble à tous égards qu'un organisme de ce genre
« soit appelé à fonctionner d'une façon perma-
« nente en vue de faciliter la solution des diverses
« questions que soulèvent chaque année les migra-
« tions des troupeaux ».

« Il est absolument essentiel », ajoutait
« M RODET, que ceux-ci puissent affluer là où il
« y a des pâturages et qu'ils disposent sans solution
« de continuité, des terrains de parcours néces-
« saires à leurs déplacements ».

On sentait donc à ce moment la nécessité de prendre des mesures pour définir les droits respectifs des colons et des nomades et pour améliorer les conditions de la transhumance. Mais la guerre survint, et c'est seulement en 1921 que fut instituée la nouvelle réglementation (circulaires du 11 mars 1921 pour les départements d'Alger et d'Oran et du 22 mars 1921 pour le département de Constantine) (1). Cette réglementation renforce d'abord la surveillance et l'encadrement des nomades, en augmentant le nombre des officiers char-

(1) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

gés de la police de l'achaba, en donnant à ces officiers des pouvoirs disciplinaires très précis, en obligeant les chefs indigènes à suivre leurs tribus, en transhumance et en les rendant responsables des méfaits qui seraient commis. D'autre part, la circulaire du 11 mars 1921 détermine, sur les Hauts-Plateaux algérois et oranais (C. M. de Boghari, Chellala, du Djebel Nador et annexes d'Aflou et de Djelfa) une zone d'attente réservée aux nomades, la zone colonisée ne devant leur être ouverte qu'après le 15 juillet. Il convient d'ajouter que depuis 1920, des détachements de cavalerie furent chargés de contenir jusqu'après l'enlèvement de la récolte, les nomades au sud de la zone cultivée. Dans le département de Constantine, la réglementation varie à cet égard : ici, pas de zone réservée aux nomades, mais obligation de formuler des demandes d'achaba et d'obtenir des permis en général collectifs ou exceptionnellement individuels.

La nouvelle réglementation, sans supprimer toutes les difficultés, donna cependant d'assez bons résultats dans le département de Constantine où elle est toujours en vigueur ; il faut dire que sur les Hauts-Plateaux constantinois, la question était moins difficile à résoudre que dans la région du Sersou et du Nahr Ouassel : les nomades y viennent en moins grand nombre, les terrains de parcours sont plus étendus ; les droits d'usage ont été beaucoup mieux définis et réservés lors de l'application du sénatus-consulte. Dans les Hauts-Plateaux algérois et oranais, au contraire, les résultats ne furent pas aussi favorables : l'achaba de 1921 s'effectua pourtant dans de bonnes conditions : surtout parce que les pluies furent cette année là exceptionnellement abondantes et bien

réparties, mais l'année 1922, qui fut excessivement sèche, ramena les difficultés : les nomades entrèrent prématurément dans les zones de cultures, malgré l'envoi des détachements de cavalerie chargés d'en interdire l'accès et de graves conflits éclatèrent.

Le Gouverneur Général décida, dans ces conditions, de réunir à Alger, sous la présidence du Secrétaire général du Gouvernement, une conférence comprenant les délégués des colons et des nomades, les directeurs de principaux services du Gouvernement Général et les représentants de l'administration préfectorale des départements d'Alger et d'Oran. Le but de cette conférence, qui tint sa première séance à Alger le 8 janvier 1923, était de rechercher les moyens de concilier les intérêts des colons et des transhumants, en essayant d'aboutir à une réglementation de la transhumance, dans le Sersou, plus satisfaisante que celle en vigueur. La Conférence, reconnaissant que les méfaits dont se plaignaient les colons, étaient surtout l'œuvre des nomades des territoires civils, demanda le détachement d'un administrateur adjoint dans le Sersou pour la surveillance de ces nomades. La Conférence proposa ensuite de réglementer la location des chaumes : colons et nomades ont l'habitude en effet de passer entre eux, avant même l'ouverture de la zone colonisée, des contrats particuliers de location de chaumes, ce qui provoque dans cette zone une infiltration prématurée des nomades ; M. FURGIER, membre de la Conférence, signalait qu'il y aurait intérêt à constituer un syndicat de location de chaumes qui, fixant les prix de locations, éviterait les abus et « empêcherait notamment certains nomades de louer des chaumes pour se

« constituer un centre d'opérations autour duquel
« leurs troupeaux rayonnent, causant des dégâts
« aux récoltes non enlevées ». Enfin, la Conférence demandait que la date de commencement de l'achaba fût fixée chaque année en tenant compte des conditions climatiques et de l'état des récoltes (1).

Une nouvelle conférence réunie le 21 février 1924 dut constater que le syndicat de location de chaumes envisagé en 1923 n'avait pu être réalisé, par suite de la carence de certains colons. De nouvelles conférences furent réunies en 1927 et en 1928. M. DUBY, Directeur des Domaines, demandait lors de la réunion de 1928, que l'on étudiât les itinéraires des nomades et que l'on déterminât de façon précise les zones où ils vont estiver ; il proposait de rapprocher ensuite la carte qui serait ainsi obtenue des plans établis à la suite de l'application du sénatus-consulte, afin de faire ressortir si les immeubles traversés étaient grevés de droits d'usage. Dans l'affirmative, concluait M. DUBY, il faut faire respecter ces droits, sinon il faut les établir de manière à permettre l'estivage des sahariens. Inversement, on libérera de tous droits d'usage les zones où les nomades ne viennent pas et qui pourront être livrées à la colonisation. Par la voix de M. DUBOUCHER, les colons protestèrent contre cette suggestion, qui fut repoussée par la commission d'achaba. Cette même commission décida de remplacer les détachements de cavalerie par des « moghazenis », cavaliers indigènes recrutés dans chaque tribu et payés par elle.

(1) Compte rendu de la Conférence tenue le 8 janvier 1923 pour l'examen de la réglementation de la transhumance dans le Sersou. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

Des améliorations certaines ont donc été apportées à la réglementation en vigueur, sur les suggestions de cette conférence périodique ; cependant on peut dire que la question n'est pas entièrement résolue ; durant les bonnes années, sans doute, lorsqu'il pleut suffisamment, lorsque les récoltes sont abondantes, l'achaba s'effectue sans grandes difficultés ; les nomades viennent alors en nombre restreint dans la zone colonisée, les colons satisfaits sont moins âpres au gain et abandonnent souvent gratuitement aux nomades leurs chaumes, après la récolte ; une bonne entente générale s'établit et chacun est content. Mais qu'une mauvaise année, qu'une année de sécheresse survienne — et c'est malheureusement un cas fréquent — alors c'est la misère : le colon mécontent veut protéger son champ déjà bien clairsemé par la sécheresse, et demande pour la location de ses chaumes, des prix exorbitants ; le nomade venu du Sud, en nombre d'autant plus imposant que la sécheresse a été plus intense, a absolument besoin de trouver des pâturages et de l'eau pour ses troupeaux. Rien ne peut le retenir ; il marche, à étapes forcées, vers la zone colonisée, franchit tous les barrages qu'on a pu établir et commet naturellement d'importants dégâts aux récoltes déjà fort compromises. Il suffit de lire les rapports dressés chaque année par les officiers chargés de l'achaba pour se rendre compte de la fréquence et de la violence des conflits qui éclatent alors entre colons et indigènes.

Et pourtant l'achaba ne comporte pas, pour le colon, que des inconvénients ; à certains égards, c'est même pour lui une source de richesses ; il vend en effet, ses grains aux nomades à un prix élevé, il leur loue ses chaumes à des taux très intéressants ; d'autre part, il bénéficie aussi, pour la rentrée de

ses récoltes d'une main-d'œuvre à bon marché ; dans certaines régions où les voies de communication sont peu développées il utilise, contre une rémunération minime, les chameaux des nomades pour le transport de ses grains. Ces avantages retirés de la présence des nomades dans le pays sont si évidents que les colons se plaignent lorsque, par suite du bon état des pâturages dans le Sud, les nomades viennent en nombre insuffisant.

« On peut penser et dire, écrit le capitaine
« MAURETTE, que la plupart des colons ne sont pas
« hostiles à la venue des nomades du Sud ; ils le
« sont d'autant moins que beaucoup n'hésitent pas
« à déclarer qu'ils ne pourraient rien faire sans
« eux » (1).

« J'ai la conviction, déclare le capitaine GUYON
« que le jour où l'on aurait trouvé un moyen
d'empêcher les nomades de monter en estivage,
« les colons seraient les premiers à protester contre les mesures qui leur enlèveraient un gros profit » (2).

Et malgré tout, les conflits persistent et se renouvellent chaque année. C'est qu'on peut se demander, nous le verrons au chapitre suivant, si la colonisation n'a pas dépassé les limites qu'elle n'aurait jamais dû atteindre : des centres ont été créés, des colons se sont établis dans des régions dont le terrain trop pauvre, dont le climat trop irrégulier

(1) Rapport du Capitaine MAURETTE, chargé de la surveillance des nomades dans le Tell, sur la migration des indigènes du Territoire militaire durant l'année 1921.

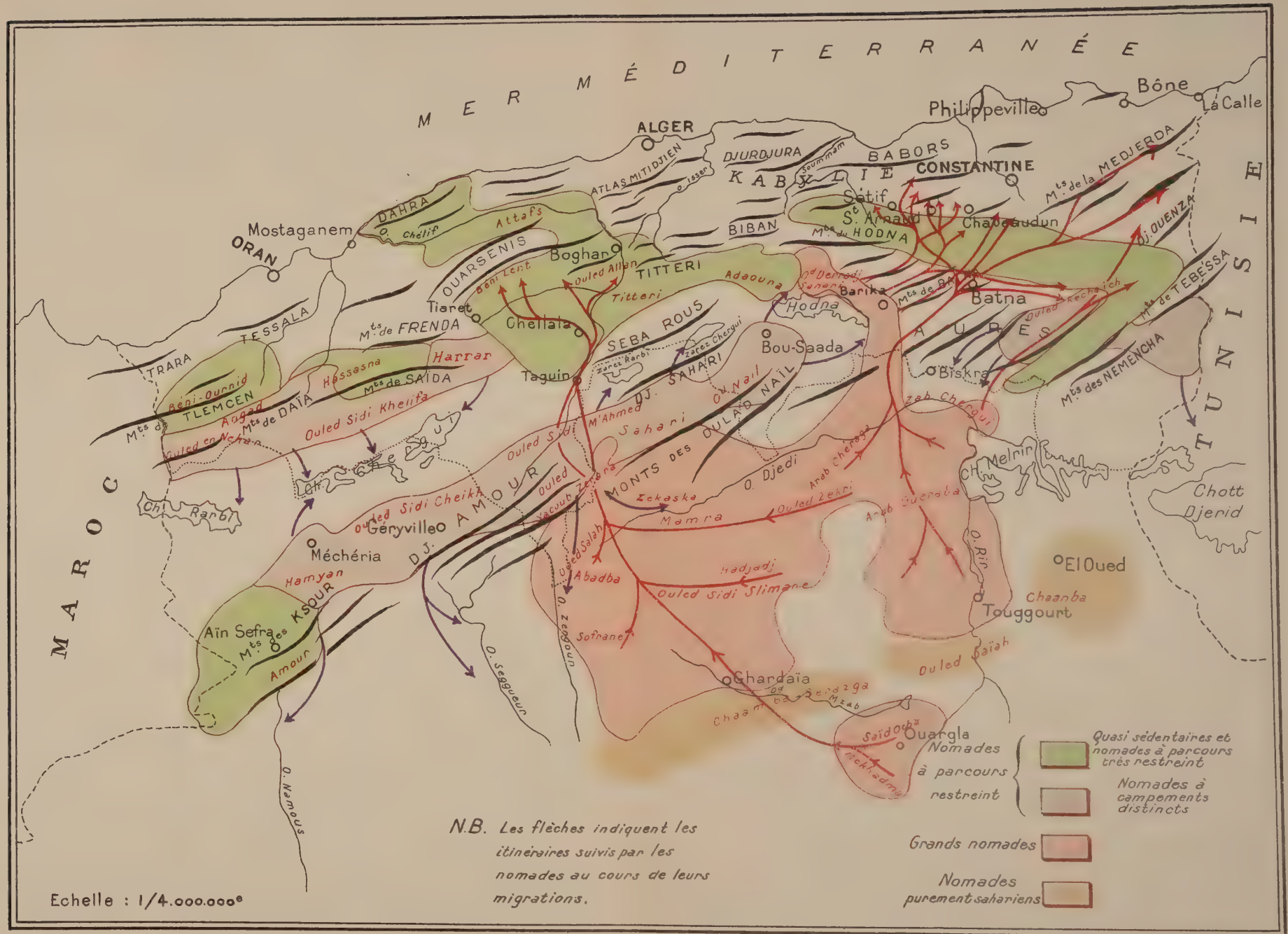
(2) Rapport du Capitaine GUYON, sur l'estivage des nomades des Territoires du Sud, année 1922. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

ne permet pas à la culture de donner des rendements suffisamment rémunérateurs. « Il faut prendre garde », disaient déjà A. BERNARD et N. LACROIX en 1909, (1) « qu'un développement exagéré de la culture ait pour conséquence une diminution trop grande des terrains de parcours ; il serait désirable que l'industrie pastorale, la vraie ressource de profits des nomades, ne soit pas négligée pour le développement des cultures... ; l'étude de la culture européenne ou indigène à la lisière des steppes montre qu'elle est en général assez précaire et que ses limites sont, sur quelques points, atteintes sinon dépassées : les bénéfices qu'on en retire ne compensent pas toujours les pertes subies par l'élevage ».

« Il ne faut pas permettre à la culture européenne et indigène de gêner les pasteurs, lorsque cette gêne n'est compensée par aucun avantage sérieux et que cette culture s'exerce dans des conditions tellement précaires qu'elle ne présente aucun intérêt économique ».

Comme ces auteurs avaient raison ! Il ne faut certes incriminer personne, car dans la mise en valeur d'un pays neuf, seule l'expérience, parfois douloureuse, permet de déterminer quel genre d'exploitation convient plus particulièrement à telle ou telle région, mais il est bien certain que la culture s'est avancée un peu inconsidérément et un peu loin vers le sud et a accaparé des terres, sur lesquelles les colons n'ont obtenu que des déboires et qui étaient pourtant indispensables au parcours des troupeaux des nomades.

(1) Aug. BERNARD et N. LACROIX : *L'évolution du nomadisme en Algérie*, Paris 1906 (déjà cité), pages 51 et suivantes.



Les crises moutonnières

L'élevage du mouton a considérablement souffert de cet état de choses ; en effet, durant les mauvaises années les pâturages du sud sont rapidement desséchés, les puits vite taris, et les troupeaux qui ne pourraient alors trouver que dans la zone colonisée, qui leur est interdite, la végétation et l'eau indispensables, sont condamnés à mourir de faim et de soif.

D'effroyables famines surgissent, provoquant une mortalité innombrable ; les intempéries viennent ensuite s'abattre sur ces animaux en état de moindre résistance ; la maladie, les épizooties, s'en mêlent à leur tour et l'on assiste à de véritables désastres. Dans une note, rédigée en novembre 1931, le docteur BENDANOU, vétérinaire détaché à la direction des Territoires du Sud, décrit le désastre ovine de cette année-là : (1)

« Un drame pastoral ayant pour théâtre les immenses steppes du sud se déroule en ce moment. Tout un troupeau se meurt de faim. Des milliers et des milliers d'agneaux sont égorgés dès leur naissance pour éviter l'épuisement des brebis. Les adultes tiennent, mais tout à une limite, et la résistance proverbiale étonnante des populations animales qui évoluent sur les Hauts-Plateaux semble avoir atteint son extrême limite. Le bétail rassemblé par groupes offre un spectacle lamentable. L'agnelage d'automne a totalement été sacrifié. Les animaux sont d'une maigreur effrayante. Les toisons ne tiennent plus à la peau et s'arrachent sous la moindre traction. La

(1) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

« faiblesse de toutes ces malheureuses bêtes est
« telle que plus de la moitié des effectifs est inca-
« pable de circuler ». Et, plus loin, exposant les
causes de la disette fourragère, le docteur BENDANOU
poursuit : « Notre cheptel à laine évolue à la sur-
« face d'immenses steppes qui s'étendent entre
« l'extrême limite sud de la zone de colonisation
« agricole et la lisière du Sahara. Il ne lui est plus
« permis comme jadis (à l'époque de la conquête)
« de pousser ses incursions jusqu'en vue de la
« mer. En cas de disette fourragère, il n'a plus la
« ressource de fuir le pays de la faim et de la soif
« pour aller dans le Nord à la recherche de pousses
« tendres, d'eau et d'un peu de fraîcheur. Il est
« condamné à rester emprisonné dans les zones
« des hautes plaines, si ce n'est pour être dirigé
« sur les ports d'embarquement, à destination de
« notre commerce d'exportation ou bien pour aller,
« sous forme de lots minuscules, consommer les
« chaumes dans les fermes européennes du Tell
« et finir sa carrière économique sous le couteau
« du boucher. Mais les 9/10 du troupeau global,
« après avoir reculé devant la colonisation enva-
« hissante, se trouve rejetés dans les steppes du
« sud avec l'unique échappée vers le Sahara. Ces
« milliers de moutons sont donc désormais obligés
« de subir les vicissitudes de l'élevage extensif
« dans un milieu où le climat est particulièrement
« dur. »

L'effectif du cheptel ovien algérien

Comment dès lors s'étonner si l'effectif du cheptel ovien en Algérie subit des variations formidables, absolument incompréhensibles pour qui ne connaît pas les conditions dans lesquelles se pratique son élevage. Il suffit de parcourir les sta-

tistiques établies par le service de l'élevage pour se rendre compte de l'amplitude de ces variations. On remarque que la population ovine qui était en 1881 de 5.142.321 têtes, comptait, 5 ans après, en 1886 : 10.854.088 têtes. Par contre elle n'était plus en 1899 que de 6.723.952 ovins ; elle se relevait jusqu'aux environs de 1916, où elle atteignait 8.915.638 têtes. Depuis 1920 une série de mauvaises années maintint l'effectif ovin algérien à des chiffres bien inférieurs (5.076.335 têtes en 1926). Il y eut une légère reprise en 1929 (7.171.727 unités), mais elle devait être de courte durée car l'automne 1930 et l'hiver 1930-1931, d'une sécheresse angoissante, entraînèrent une telle mortalité, que le troupeau ovin se trouva réduit à un effectif n'atteignant certainement pas 5 millions de têtes. Sans doute le troupeau algérien se reconstitue avec une étonnante rapidité, dès que les conditions lui sont favorables ; et peut en trois ou quatre ans, réparer complètement ses pertes. Les statistiques démontrent cependant que, dans l'ensemble, l'élevage ovin subit en Algérie une constante régression : la moyenne de l'effectif qui était de 8.926.710 pour la période de 1900 à 1910, et de 8.414.083 pour la période de 1910 à 1920, est tombée à 6.055.947 pour la période de 1920 à 1930. Sans doute, ce sont là des chiffres approximatifs et vraisemblablement quelque peu inférieurs à la réalité, car l'indigène a tendance, de peur que les recensements effectués, ne servent de base à l'établissement à l'impôt, à dissimuler une partie de son cheptel. Ils donnent néanmoins une indication suffisante sur les variations excessives que subit l'effectif du troupeau ovin en Algérie, sur les hécatombes qui périodiquement le déciment, et sur la nécessité qui s'impose de prendre des mesures efficaces pour sauvegarder

MOUVEMENT DU CHEPTEL OVIN

(Statistique du Service de l'Elevage)

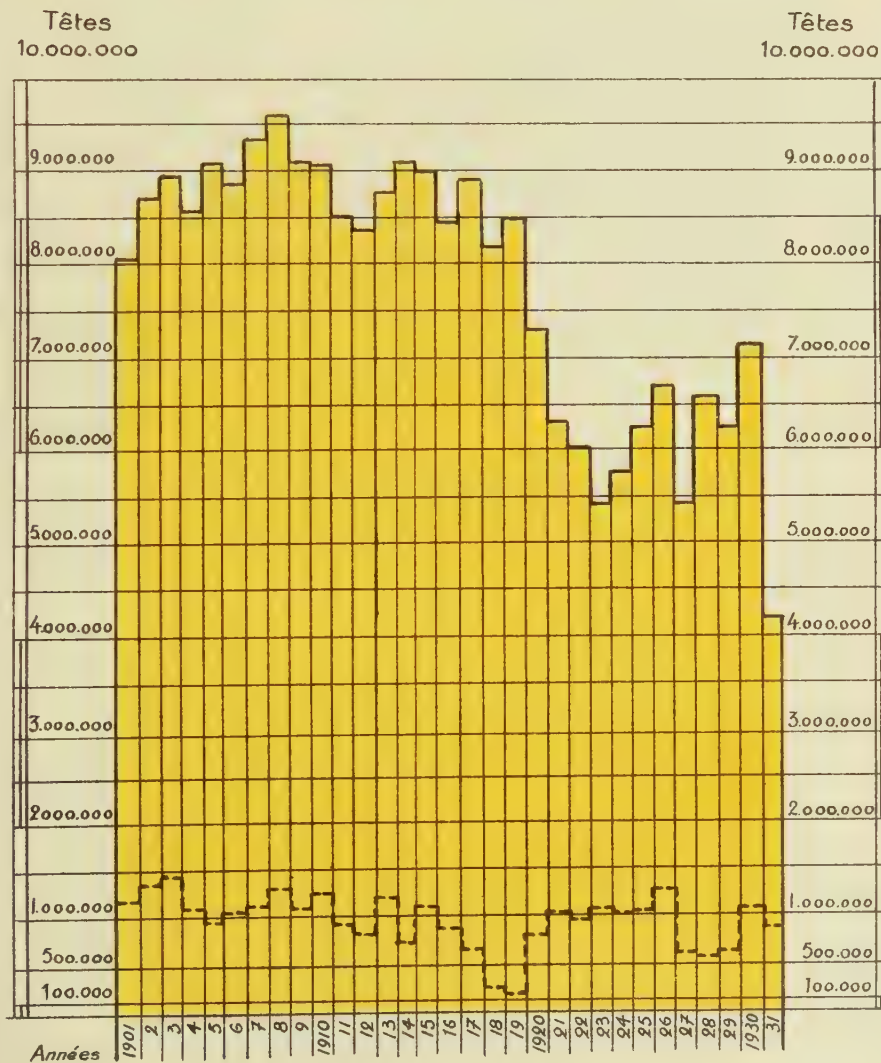
Années	Population	Exportations	Abatages	Totaux des Abatages et des Exportations
1881....	5.142.321	»		
82....	6.056.583	»		
83....	6.810.579	»		
84....	7.776.111	»		
85....	9.357.774	»		
86....	10.854.088	»		
87....	10.712.926	»		
88....	9.475.287	742.972		
89....	8.952.735	996.464		
	Moyenne annuelle 7.513.840			
1890....	8.889.671	987.488		
91....	9.375.895	989.588		
92....	9.052.046	902.136		
93....	7.695.789	784.253		
94....	7.891.979	1.434.510		
95....	7.435.206	1.172.612		
96....	7.716.652	763.184		
97....	7.026.290	1.195.461		
98....	7.523.763	1.165.516		
99....	6.723.952	1.042.098		
	Moyenne annuelle 7.933.124	Moyenne annuelle 1.043.684		
1900....	8.053.758	995.305		
01....	8.724.795	1.179.536		
02....	8.958.537	1.349.069		
03....	8.611.747	1.436.593		
04....	9.062.636	1.091.496		
05....	8.799.730	949.007		
06....	9.314.515	1.053.420		
07....	9.632.177	1.129.685		
08....	9.066.916	1.326.337		
09....	9.042.302	1.091.673		
	Moyenne annuelle 8.926.710	Moyenne annuelle 1.160.209		
1910....	8.528.610	1.255.999		
11....	8.338.023	957.589		
12....	8.810.739	788.660		
13....	9.139.722	1.190.348		
14....	8.041.210	692.810		
15....	8.430.835	»		
16....	8.915.638	Période de		
17....	8.161.238	de		
18....	8.515.649	Guerre		
19....	7.259.175	»		
	Moyenne annuelle 8.414.083			
1920....	6.332.717	813.265	863.381	1.676.646
21....	6.025.252	1.026.680	936.940	1.963.620
22....	5.396.557	947.772	849.909	1.797.681
23....	5.789.970	1.105.861	703.976	1.809.837
24....	6.170.864	996.973	669.560	1.666.533
25....	6.786.466	1.059.585	708.579	1.768.164
26....	5.076.335	511.497	841.717	1.353.214
27....	5.613.937	628.930	709.147	1.338.077
28....	6.195.647	603.103	875.999	1.479.192
29....	7.171.727	720.711	931.634	1.652.345
1930....	non encore publié	1.136.410	1.045.396	2.181.806
31....		755.085	970.115	1.725.200
	Moyenne annuelle 6.055.947	Moyenne annuelle 858.822	Moyenne annuelle 842.196	Moyenne annuelle 1.701.018
		10.305.872	10.106.353	20.412.225

Durant cette période de 40 ans le Service de l'Elevage n'existait pas. Il est donc impossible de préciser des données qui n'ont pas été recueillies.

CHEPTEL OVIN

LÉGENDE

— Effectif
- - - Exportation



Echelle de 0^m006 pour 500.000 unités

l'élevage algérien, en voie de lente mais certaine disparition.

Si l'on examine maintenant la moyenne annuelle des exportations, on constate que la courbe de cette moyenne suit une marche parallèle à celle de la courbe de l'effectif du cheptel ovin. Cela peut paraître paradoxal au premier abord, mais cela s'explique si l'on réfléchit que c'est durant les années favorables, alors que le cheptel ovin très nombreux est en bon état, qu'il trouve le plus facilement acquéreur sur les marchés métropolitains, et qu'au contraire durant les mauvaises années, les moutons qui survivent à la crise sont en trop piteux état pour être exportés. Cette moyenne annuelle des exportations qui était de 1.043.684 pour la période 1890-1900, de 1.160.209 pour la période 1900-1910 est tombée à 858.822 pour la période de 1920 à 1930. Donc, là aussi — et il s'agit cette fois de chiffres ne laissant pas place au doute — régression sensible, régression certaine qui démontre une fois de plus les dangers qui menacent l'élevage ovin.

*
**

La transhumance, qui est, pour l'instant du moins, le seul procédé d'élevage utilisable sur les Hauts-Plateaux algériens, s'efface donc lentement, progressivement devant la colonisation, mais devant une colonisation qui ne peut vivre, car elle s'est établie sur des terres trop pauvres, convenant parfaitement au parcours des moutons, mais souvent impropres à la culture céréalière intense et constante que l'on a voulu y pratiquer.

L'administration s'est émue de cet état de choses et recherche les moyens de venir en aide aux colons

déshérités d'une part, et de sauvegarder, d'autre part, l'élevage ovin, qui est une des principales richesses de la Colonie, mais qui est surtout, il ne faut pas l'oublier, l'unique moyen d'existence de tous les nomades du sud. La question présente donc, avec un côté économique, un côté social, qui renforce la gravité de la situation ; la population indigène de l'Algérie augmente régulièrement de 50.000 unités par an ; quel peut être l'avenir de ce pays si l'élevage, qui est la seule ressource de la majeure partie de cette population, continue à régresser ainsi lentement mais sûrement ?

Des mesures s'imposent à coup sûr mais ce serait une erreur de penser que l'Administration puisse à elle seule trouver la solution qui aplanira toutes difficultés ; il lui faudra le concours de tous ceux qui s'intéressent à cet élevage ; nous nous proposons d'examiner dans la deuxième partie de cette étude, s'il n'existe pas une formule permettant de réaliser la collaboration efficace de toutes les parties en cause ; pasteurs indigènes, éleveurs européens, organismes intéressés, administration. Mais, avant de rechercher les moyens de résoudre le problème de l'élevage du mouton en Algérie, il importe, maintenant que nous connaissons les conditions toutes particulières dans lesquelles se pratique cet élevage, de poser le problème, et d'indiquer quels en sont les différents aspects. Ce sera l'objet du chapitre suivant.



Cliché Ofalac.

Troupeau de moutons (région de Batna)



Cliché Ofalac.

Groupe de moutons (Tadmit)

(Remarquer au second plan une tente de nomades)

CHAPITRE II

Les différents aspects du problème de l'élevage ovin en Algérie

Le problème de l'élevage du mouton a été, à maintes reprises, l'objet des préoccupations des chefs de la Colonie. Déjà en 1845, le Maréchal BUGEAUD conseillait aux indigènes de « faire de « grandes provisions de paille et de foin pour « nourrir leurs bestiaux pendant la mauvaise saison et de construire des hangars pour abriter « les troupeaux contre les pluies et les neiges. » (1).

Mais ce n'est vraiment qu'à partir de 1890. c'est-à-dire au moment où l'extension de la Colonisation eut réduit sensiblement les terrains de parcours en lisière du Tell et apporté une gêne certaine à l'exercice de la transhumance, qu'on se préoccupa vraiment de la question. Le Gouverneur Général CAMBON, par une circulaire adressée le 21 mars

(1) Rapport présenté par M. ROLLAND, membre de la Commission de l'élevage et des points d'eau, 1931.

1892 aux Généraux commandant les divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine insistait sur la nécessité, afin d'agir sûrement en matière de travaux d'amélioration à entreprendre, « de faire « dresser l'inventaire général des ressources en eau « et en pâturages qu'utilisent les tribus pastorales » et prescrivait, dans ce but, une vaste enquête, dont les résultats furent réunis en 1893 par MM. TURLIN, chef du bureau de l'agriculture, ACCARDO, directeur du Service des cartes et FLAMAND, professeur à la Faculté des Sciences d'Alger dans un ouvrage intitulé « Le Pays du Mouton. Des conditions d'existence des troupeaux dans les Hauts-Plateaux et « dans le Sud de l'Algérie » (1). Cet ouvrage « comprend une série de monographies des cercles ou « annexes où sont successivement étudiées la géographie, la géologie, l'hydrologie, les ressources « en eau, les ressources en pâturages. Un tableau « récapitulatif pour chaque cercle ou annexe y « correspond à une carte au 1/800.000^m. Celle-ci « porte des numéros avec signes distinctifs pour « chaque nature de points d'eau et qui, reportés « sur le tableau, donnent la position, la nature, le « débit, la qualité de ces diverses ressources, le « nombre des têtes de bétail pouvant s'y abreuver, « les tribus ou fractions qui les fréquentent et, pour « les pâturages, l'énumération des principales « espèces botaniques qui s'y rattachent. Des « observations » indiquent pour ces pâturages ceux « d'entre eux que l'éloignement des points d'eau « rend de difficile accès. Les desiderata formulés « par les chefs administratifs concernant les ressources en eau à améliorer ou à créer font l'objet « d'indications cartographiques et de notes additives. Ce « pays du mouton » est donc un état

(1) *Le Pays du Mouton* (déjà cité).

« des conditions physiques et naturelles de l'élevage pour l'époque où il a été publié. Il indique, d'autre part, les créations et les améliorations qui pourraient être apportées dans ces régions pour y amener un développement plus grand de l'industrie pastorale » (1).

A la suite de cette vaste enquête, dont les conclusions constituent encore de nos jours une très utile documentation, une commission permanente de l'élevage du mouton fut instituée en 1896 pour établir, chaque année le programme des travaux à exécuter en vue de l'amélioration de cet élevage. Cette commission qui fonctionna jusqu'en 1901 et s'occupa surtout des questions de clavelisation et de croisement, n'obtint sans doute pas tous les résultats espérés puisqu'en 1904, le Gouverneur Général JONNART prescrivait une nouvelle enquête sur l'importance du cheptel ovin, ainsi que l'établissement de cartes des points d'eau et des pâturages, puis recommandait la constitution de réserves fourragères et l'établissement d'abris pour les moutons. Les conseils du Chef de la Colonie ne durèrent pas être ponctuellement suivis, car le cheptel ovin continua à être périodiquement décimé si bien qu'on éprouva encore le besoin de nommer, par un arrêté du 14 février 1914, une « commission pastorale appelée à donner son avis sur les questions diverses concernant l'élevage en Algérie ». Cette commission était composée, sous la présidence du Directeur de l'Agriculture au Gouvernement Général, de représentants des Délégations Financières, de délé-

(1) *L'élevage en Algérie*, Alger 1914 (déjà cité) page 250. Etude des conditions du développement de l'industrie pastorale de l'Algérie du Sud, par M. FLAMAND, professeur à la Faculté des Sciences d'Alger.

gués des Chambres d'agriculture, des Sociétés agricoles et des Syndicats d'élevage, de représentants de la boucherie et de propriétaires éleveurs, enfin des chefs des services intéressés. Les procès-verbaux de ses séances furent réunis en un volume qui fut publié sous le titre « L'Élevage en Algérie » (1). La guerre ne permit malheureusement pas de mettre en pratique les recommandations fort judicieuses faites par les personnalités très compétentes qui composaient cette commission.

Depuis cette époque, on fit quelques petits travaux, on aménagea quelques points d'eau, surtout des « rdirs », mais jamais la question ovine ne fut abordée dans son ensemble, comme elle le fut, par exemple, en Australie où des résultats surprenants ont été obtenus en moins de trente ans. Loin de nous la pensée de vouloir comparer des situations qui ne sont pas comparables : sans doute l'Australie ne se trouvait pas dans les mêmes conditions que l'Algérie ; l'élevage y dispose notamment de plus vastes étendues qu'en Afrique du Nord et n'a pas à y redouter des conflits aussi aigus avec la colonisation — Mais tout de même, a-t-on fait en Algérie, pour cette branche essentielle de la production, des efforts suffisants ? Les pays voisins, Maroc et Tunisie, ne sont-ils pas, à cet égard, en avance sur nous ? Le Maroc comptait en 1928 neuf millions d'ovins pour 41 millions d'hectares soit un mouton pour 4 hectares $1/2$, la Tunisie 2 millions d'ovins pour 12 millions d'hectares soit un mouton pour 8 hectares, l'Algérie six millions d'ovins pour 188 millions d'hectares, soit un mouton pour 27 hectares (2). N'est-il pas permis de penser que la

(1) *L'élevage en Algérie*, Alger 1914 (déjà cité).

(2) ROLLAND, rapport présenté à la Commission de l'élevage, 1931.

position de l'Algérie à cet égard puisse et doive être améliorée ?

C'est ce qu'a estimé le Gouverneur Général CARDE en instituant, par arrêté du 30 mai 1931, c'est-à-dire peu de temps après son entrée en fonctions, une « commission chargée d'étudier les mesures à prendre en vue d'améliorer l'élevage et de rechercher et aménager des points d'eau pour l'abreuvement des troupeaux ».

Cette Commission qui comprend, sous la présidence de M. MATHIEU, Préfet en mission, et à côté de fonctionnaires qualifiés, des représentants des éleveurs, s'est divisée en deux sous-commissions, l'une devant examiner les moyens à mettre en œuvre pour améliorer la production ovine, l'autre devant établir le programme de recherches et d'aménagement des points d'eau.

La première sous-commission s'est occupée d'abord de l'alimentation des troupeaux et a envisagé les divers moyens de constituer des réserves fourragères pour parer aux disettes, elle a examiné aussi l'opportunité d'édifier des abris pour les moutons, elle s'est enfin inquiétée des conditions dans lesquelles il était possible d'entreprendre contre les maladies contagieuses des ovins une lutte sérieuse et efficace. Plusieurs membres de cette sous-commission ont établi sur ces divers points des rapports très documentés, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir au cours du présent chapitre.

La deuxième sous-commission, dite commission des eaux, décida de soumettre au chef de la colonie un programme d'aménagement des points d'eau établi par ordre d'urgence. Cette étude vient

à son heure car, à la suite de l'autorisation qui lui a été récemment donnée par le Parlement d'effectuer deux grands emprunts, l'un pour les Territoires civils, l'autre pour les Territoires du Sud, l'Algérie va disposer de crédits importants, dont une partie sera affectée à la mise en valeur du « Pays du Mouton ».

Il est à souhaiter que la nouvelle Commission de l'élevage aboutisse à des résultats plus tangibles que ses devancières et que, grâce aux bonnes volontés et aux compétences qui se sont groupées autour du Chef de la Colonie, on parvienne à des solutions qui mettent enfin l'élevage algérien à l'abri des catastrophes qui le ruinent périodiquement.

*
**

En examinant les procès-verbaux des diverses commissions de l'élevage qui fonctionnèrent successivement depuis la conquête et les rapports établis par les membres de ces Commissions, on s'aperçoit que, si le problème de l'élevage ovin en Algérie est difficile à résoudre, il est des plus simples à poser et que, si les avis diffèrent sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les conditions d'existence du troupeau, tout le monde est d'accord sur les buts à atteindre : il faut d'abord et surtout assurer aux moutons, et cela en toutes saisons, la nourriture et l'eau en quantité suffisante ; il faut, en second lieu, au moins dans certaines régions du Haut-Pays et à certaines périodes de l'année, protéger les troupeaux contre le froid excessif et surtout contre le vent glacial. Il faut aussi les protéger contre les maladies parasitaires. Il convient enfin de s'efforcer d'améliorer la race par la sélection ou par le croisement.

Au cours du présent chapitre nous passerons rapidement en revue chacune de ces questions, dont l'ensemble constitue le problème de l'élevage ovin en Algérie.

I. — *La question de l'amélioration de la race :
sélection ou croisement ?*

Deux procédés s'offrent pour l'amélioration de la race : la sélection et le croisement. Les deux procédés ont été utilisés en Algérie et on peut dire que, pour les troupeaux transhumants du Sud, c'est la sélection qui a triomphé.

Dès le début de l'occupation, on tenta l'introduction de mérinos à Laghouat ; non adaptés au climat et aux conditions d'existence qui leur était imposées, ils périrent rapidement. De nombreuses tentatives furent renouvelées dans la suite mais échouèrent toutes aussi misérablement. « Dès 1856, « écrit M. TROUETTE, Chef du service de l'élevage « en Algérie, l'autorité militaire avait envisagé « le problème. Elle chercha à le résoudre par la « méthode zootechnique qui apparaissait comme « la plus rapide et la plus simple : le croisement — « L'autorité civile continua dans cette voie pendant près de 50 ans pour aboutir à la plus lamentable faillite — Il ne subsiste nulle trace de ces « multiples interventions. Vouloir améliorer le « troupeau du Sud par le croisement et ne pas « changer son régime alimentaire, ne pas modifier la production végétale du sol, est une œuvre « irréalisable parce que le milieu est le maître et « non l'espèce » (1).

(1) TROUETTE : Rapport présenté à la Commission de l'élevage et des points d'eau, 1931.

Au contraire la sélection donna d'heureux résultats. De 1857 à 1870 elle fut pratiquée en masse par la castration des ovins, dans les cercles de Laghouat et de Djelfa. En 1876, la même opération fut effectuée dans le Cercle de Bou-Saâda et, grâce à ces pratiques, les troupeaux du Sud du département d'Alger sont aujourd'hui parmi les plus beaux d'Algérie. Le croisement est parfait, comme procédé d'amélioration de la race, mais seulement lorsqu'il s'agit d'un cheptel sédentaire, vivant à l'abri des intempéries, bien nourri et bien soigné toute l'année, mais la sélection seule est possible pour l'amélioration d'un cheptel transhumant, menant une vie aussi rude et aussi pénible que celle qui est imposée aux troupeaux du sud algérien, « On est
« à peu près unanime, écrivaient déjà MM. BERNARD
« et LACROIX en 1906, à reconnaître qu'il faut renon-
« cer à introduire des animaux perfectionnés dans
« le Sud et dans les régions de transhumance où
« la vie est difficile » (1).

La Commission de l'élevage de 1914 aboutissait aux mêmes conclusions : « Mérinos importés ou
« mérinos fabriqués en Algérie, dans les bergeries
« de l'Etat, tous ont disparu sans laisser de traces
« dans nos troupeaux transhumants, détruits par
« un milieu hostile, annihilés par la puissance héréditaire de nos moutons indigènes. Le croisement
« mérinos et ovins du Sud qui, depuis plus de
« cinquante ans, n'a pas produit de résultats appréciables, doit être définitivement abandonné » (2).

« Dans le Nord », écrit aussi M. RODET propriétaire

(1) BERNARD et LACROIX : *L'évolution du nomadisme en Algérie*, 1906 (déjà cité), page 151.

(2) *L'élevage en Algérie*, 1914 (déjà cité), page 67 : Déclarations de M. TROUETTE.

à Brazza, membre de la Commission de l'Élevage de 1914, « chez le colon, tous les croisements, « si l'on choisit de bons reproducteurs, donneront « de bons résultats pourvu que les ovins y soient « préservés du froid et de la pluie, qu'ils ne sup- « portent pas de fatigues sérieuses et qu'ils reçoivent une nourriture abondante. Dans le « pays « du mouton » la méthode d'amélioration par sélection est la plus rationnelle pour le moment » (1).

Il ne faut pas oublier que les ovins du sud algérien, animaux rustiques et bons marcheurs, doivent pouvoir, dans des pâturages souvent maigres et parfois privés d'eau, parcourir des étapes de 30 ou 40 km. tout en cherchant leur nourriture. La race « arabe », qui domine actuellement en Algérie, a fait ses preuves ; il faut la conserver et l'améliorer par la sélection car on risquerait par le croisement d'atténuer ses qualités.

M. TROUETTE, est de cet avis : « La seule méthode « zootechnique à suivre et à répandre parmi les « pasteurs, car elle ne modifie en rien leurs habitudes, c'est la sélection raisonnée, permanente, « étroite, méthodique » (2).

Les « techniciens » sont aujourd'hui à peu près d'accord à cet égard, surtout depuis que sont connus les résultats obtenus au cours de ces dernières années par la station d'élevage ovin de Tadmit. Cette station a été créée en 1918 sur le domaine d'un ancien pénitencier agricole, elle est située dans la région des Hauts-Plateaux, dans la zone

(1) *L'élevage en Algérie*, 1914 (déjà cité), page 204 : Rapport de M. RODET sur l'élevage des ovins.

(2) Rapport de M. TROUETTE présenté à la Commission de l'élevage, 1931.

présaharienne, à 1.000 m. d'altitude. L'installation est aussi réduite que possible (1), car le troupeau de la station, qui comptait au début 600 têtes et en 1928, 5.000 têtes, est constamment au pâturage et mène absolument l'existence des troupeaux transhumants. Dans son programme figurait notamment « l'amélioration des races locales par sélection ». Des résultats tout à fait probants ont été obtenus à cet égard : amélioration de la conformation — augmentation du volume corporel — accroissement du poids et de la finesse des toisons — majoration du taux des naissances et diminution de celui des décès. Ces résultats démontrent sans conteste, la supériorité de la sélection pour améliorer le troupeau ovin du sud algérien, sans infusion d'un sang étranger.

La station de Tadmit a expérimenté également les procédés de greffe animale du professeur Voronoff ; les premiers résultats paraissent concluants ; s'ils se confirment, cette méthode permettra d'obtenir une amélioration plus rapide encore de la race locale.

Enfin la station s'efforce de fournir aux éleveurs le plus grand nombre de géniteurs de valeur et son action se fait déjà sentir sur les troupeaux qui nomadisent dans la région.

On est donc dans la bonne voie. Il suffit de poursuivre énergiquement et inlassablement les efforts déjà réalisés. Sans doute il y a encore beaucoup à faire, il convient notamment maintenant d'édu-

(1) Il en était du moins ainsi en 1931, car depuis quelque temps on a construit de nombreux bâtiments, ce qui à mon avis ne présentait peut-être pas une utilité incontestable, étant donnés les buts assignés à cet établissement.

quer l'indigène, car pour appliquer utilement la sélection, il faut non seulement « rechercher et choisir les meilleurs géniteurs, mais encore empêcher les mauvais de se reproduire et ne conserver pour la reproduction que les seuls éléments d'une génération dont les qualités et la conformation marquent un progrès sur la moyenne des générations précédentes ». Il faudra apprendre au pasteur à faire ce choix et à pratiquer proprement la castration sur les mauvais béliers. Et tout cela ne peut être l'ouvrage d'un seul jour.

Mais c'est déjà bien d'avoir choisi la voie à suivre. Il est seulement regrettable que la station de Tadmit ne puisse agir que dans une région limitée. Les régions moutonnières de Biskra, des Ouled Djellal, de Géryville, de Méchéria échappent à son action. Aussi la commission de l'élevage, dans sa séance du 21 novembre 1931, a-t-elle émis le vœu « que soit créée dans les départements d'Oran et de Constantine une station d'élevage pépinière de géniteurs sélectionnés et centre de démonstration comme celle qui existe dans le département d'Alger à Tadmit ».

Ces créations seraient incontestablement de la plus grande utilité.

*
**

II. — *La lutte contre les maladies parasitaires*

Les maladies qui atteignent le cheptel ovin du Sud algérien sont assez nombreuses : gale, cestodes (ténias), anémies vermineuses (distomatose, bronchite et pneumonie vermineuses, strongylose gastro-entérique) etc., etc... Les trois principales

d'entre elles, celles qui font le plus de ravages, sont la clavelée, la gale et les strongyloses.

La clavelée, bien qu'atteignant le cheptel algérien d'une façon assez bénigne, fut cependant la première maladie contre laquelle on engagea une lutte sérieuse, car les moutons algériens, exportés en France, étaient accusés de transmettre cette affection aux moutons français, chez lesquels elle présentait tout de suite un caractère beaucoup plus grave et l'exportation des ovins algériens risquait ainsi d'être entravée dans la Métropole.

La lutte contre la clavée est aisée et efficace grâce à la découverte du séro-vaccin de MM. BIDRÉ et BOQUET. La vaccination, qui n'entraîne aucun accident, est effectuée gratuitement par les soins de l'Administration. Elle est constatée par l'apposition d'une marque d'identité à l'oreille droite de l'animal et donne lieu à la délivrance d'un certificat indispensable pour l'introduction dans la Métropole. La vaccination de tous les ovins dirigés vers la Métropole est exigée par l'arrêté du 25 février 1914 ; le décret du 29 avril 1913 permet, en outre, d'ordonner la vaccination obligatoire dans une région où la maladie a été constatée. Des vétérinaires vaccinateurs installés à Biskra, Djelfa et Géryville, parviennent à vacciner tous les animaux destinés à l'exportation.

La gale est plus fréquente que la clavelée. Cette maladie parasitaire se traduit par du prurit, de la dépilation et de la maigreur, mais n'entraîne pas la mort de l'animal. Elle cause, néanmoins, un préjudice considérable à l'éleveur par la perte de laine et l'amaigrissement qu'elle détermine. Les bains antipsoriques, pratiqués après la tonte, donnent, pour le traitement de la gale, d'excellents résultats : on plonge la bête dans le bain tiède et

on la frictionne ensuite énergiquement. L'Administration a fait construire dans les postes du Sud, en des endroits convenablement choisis, des baignoires à natation en maçonnerie permettant de soigner un grand nombre de moutons par jour. L'indigène, qui s'est rendu compte de l'efficacité de ces bains, accepte volontiers maintenant d'appliquer le traitement à ses animaux.

Les strongyloses, qui font peu de victimes durant les bonnes années, provoquent, durant les périodes de disette et de froid, de véritables hécatombes. M. SEURAT signale (1) qu'en 1910 l'épizootie qui a sévi dans les cercles de Bou-Saâda, Djelfa, Chelala, Boghari et Laghouat, a entraîné une mortalité de plus de 50 %. La maladie est déterminée par la présence de petits vers filiformes habitant les bronches, l'estomac et l'intestin du mouton. Il existe bien des traitements pour guérir de la strongylose (lavements de thymol, injections intra-trachéales de créosote ou d'iode...), mais leur application, assez difficile et coûteuse, nécessiterait, si on devait soigner des troupeaux entiers, l'intervention d'un personnel spécialisé vraiment trop nombreux.

On peut cependant dire, sans exagération, que l'Administration algérienne a déjà fait, dans la lutte contre les épizooties et les maladies contagieuses du mouton, des efforts remarquables. C'est d'ailleurs l'avis des personnalités compétentes qui se sont intéressées à la question. M. RODET, membre de la Commission pastorale réunie en 1914, déclarait, dans un de ses rapports : « L'immuni-

(1) SEURAT : *Le mouton des Hauts-Plateaux de la province d'Alger et ses maladies parasitaires*. Alger, Imprimerie Agricole F. Montégut, 12, rue Charras, 1918.

« sation des ovins par les méthodes appliquées
« actuellement donne de bons résultats. Il n'y a
« donc pas lieu, avant que d'autres procédés aient
« fait leurs preuves, de modifier ce qui se pratique
« actuellement » (1).

Et la Commission précitée adopta, sur cette question, des conclusions identiques : « Les membres de la Commission sont unanimes à déclarer
« que les procédés employés à ce jour par l'Administration donnent satisfaction » (2).

Il y a lieu toutefois de signaler que la Commission de l'Élevage, réunie en 1931, a émis, dans sa séance du 21 novembre 1931, un vœu (3) « tendant
« à ce que tous les troupeaux, atteints de gale ou
« de clavelée, subissent le traitement curatif et que
« les administrateurs et chefs d'annexes engagent
« leurs administrés à utiliser le traitement préventif » et un autre vœu « tendant à ce que l'entrée des marchés soit rigoureusement interdite
« aux moutons atteints de gale ou de maladie
« contagieuse et que soit exigée, comme cela se fait
« en Australie, la production d'un certificat de vaccination ».

Le Gouverneur Général de l'Algérie a répondu à ces vœux, dont la portée pratique serait de rendre la vaccination anti-claveleuse et le traitement anti-galeux obligatoire, en prescrivant « d'organiser, à partir du 15 septembre 1932, des expériences ».

(1) *L'élevage en Algérie* (déjà cité), page 214. Rapport de M. RODET.

(2) *L'élevage en Algérie*, page 86.

(3) Archives de la Commission de l'élevage et des points d'eau, 1931.

« ces de lutte contre la clavelée, la gale et les strongyloses du monton ».

« Ces expériences, précise l'instruction adressée à ce sujet au Préfet d'Alger, seront limitées à la région moutonnaire des Territoires nord-algérois, communes mixtes de Chellala, de Boghari et d'Aïn-Boucif. Elles devront porter sur un ensemble de 50.000 bêtes, qui demeureront un an au moins en surveillance ».

.....

« A l'expiration d'un délai de huit à dix mois, après la fin des opérations, les troupeaux traités seront représentés à l'autorité administrative et aux vétérinaires opérateurs qui apprécieront les résultats obtenus, objectivement et par comparaison avec les troupeaux voisins non traités. La nature des constatations déterminera s'il y a ou non lieu d'étendre la méthode » (1).

*
**

III. — *La question des abris*

Nous avons vu, en examinant les conditions d'existence des ovins dans le Sud, que le cheptel transhumant vit en Algérie toute l'année à l'air libre, sans abri. « Dans aucune circonstance, écrit BEUNIS, le troupeau n'est abrité complètement, on cherche seulement à le garantir du vent et des animaux féroces par des haies de branches épineuses. Dans le Sahara, à défaut de ces dernières, on fait des ronds d'alfa au milieu desquels on place les bêtes ovines pour les préserver en

(1) Archives de la Direction des Services Economiques.

« partie du vent qui est assez froid à certaines
« époques de l'année. A l'exception des agneaux
« que l'on met à part sous la tente pendant 15 à
« 20 jours après leur naissance, tous les animaux
« d'un troupeau vivent ensemble et n'ont point
« d'autres abris que ceux que nous venons d'indi-
« quer » (1). Le mouton transhumant s'est adapté
à cette rude existence et a acquis peu à peu une
rusticité et une résistance remarquables. Aussi la
question des abris présente-t-elle, en Algérie, une
importance secondaire.

Sans doute, il arrive parfois que le froid occasionne dans le cheptel du Sud des dégâts sérieux, il en est ainsi surtout après les périodes de sécheresse et de disette : les troupeaux, souffrant de l'insuffisance de nourriture, de la pénurie d'eau, sont en état de moindre résistance ; si, par surplus, l'hiver est rigoureux, le manque d'abris vient s'ajouter aux autres causes pour accentuer la décimation du troupeau. Aussi l'Administration et les Commissions pastorales se sont-elles, à plusieurs reprises, préoccupées de la question. Les expériences tentées n'ont toutefois donné que des résultats assez décourageants. En 1904, M. le Gouverneur Général JONNART, avait prescrit l'établissement d'abris dans certaines régions du Pays du mouton ; des hangars-abris furent construits, notamment au nord du Chott Chergui, dans le poste du Kreider et l'annexe d'El-Aricha. Les indigènes refusèrent d'abord, en général, d'y conduire leurs moutons. Puis au début de 1905, des chutes de neige s'étant produites, certains d'entre eux se décidèrent à y amener leurs troupeaux. La terre étant restée recouverte de neige pendant environ 13 jours, les

(1) *Le Pays du Mouton*, 1893 (déjà cité), page 71.

animaux eurent à souffrir non seulement de la faim, mais surtout et bien plus de l'amoncellement de leurs déjections. Peu d'années après, il ne restait plus aucune trace des 2.055 abris qui avaient été édifiés. « Cet exemple, conclut le Général LEVÉ, « nous a semblé comporter la condamnation des « abris ». (1).

M. BEDOUEZ, membre de la Commission Pastorale de 1914, cite un autre exemple : il a fait construire 700 abris qui ont rendu des services durant le premier hiver, mais l'année suivante, les 700 abris avaient disparu, l'indigène les ayant détruits, pour se servir des matériaux (2).

Il faut reconnaître que ces expériences n'ont pas donné de résultats favorables ; suffiraient-elles à condamner absolument et définitivement la construction d'abris pour les moutons ? Je ne le pense pas. Si, dans le premier cas, on avait pris soin de procéder au nettoyage des abris tous les deux ou trois jours, si, dans le second cas, on avait assuré l'entretien et la garde — difficile, je le veux bien, mais pas impossible à réaliser — des bâtiments, les résultats auraient été quelque peu différents. Il y a peut-être eu, en ces circonstances, un certain manque d'organisation, et il faut bien se persuader que, pour la mise en valeur du pays du mouton, on ne parviendra à rien sans organisation méthodique.

Il est, par contre, une autre raison, la seule véritable à mon avis, qui empêchera de multiplier, dans le Sud algérien, les abris couverts pour les

(1) *L'élevage en Algérie* (déjà cité). V. Rapport du Général LEVÉ, page 195.

(2) *L'élevage en Algérie* (déjà cité), page 322.

troupeaux, c'est le coût trop élevé de ces constructions. Le Capitaine BIGEARD, dans un rapport de 1904, a indiqué les dimensions des abris à construire pour un effectif de 100.000 moutons (1) : « un abri de 10 mètres de longueur sur 3 mètres de largeur peut couvrir en moyenne 60 moutons. Il en résulte qu'une longueur totale de 16 kil. 600 d'abris serait nécessaire pour préserver ces 100.000 moutons ». M. TROUETTE, à son tour, dans un rapport présenté au Congrès du Mouton, tenu à Paris en 1929, a démontré que pour abriter 225.000 moutons, il fallait couvrir 45 hectares de constructions (2).

Ces simples chiffres suffisent à établir l'impossibilité absolue d'édifier, dans le vaste « Pays du Mouton », des abris en nombre suffisant pour assurer, durant tout l'hiver, la protection, contre le froid et les intempéries, du cheptel ovin. C'est que l'on ne doit pas oublier que ce cheptel doit constamment marcher à la recherche de sa nourriture et que les pâturages seront vite épuisés à proximité de l'abri, qui deviendra ainsi rapidement sans utilité. C'est ce qu'expose M. TROUETTE (3) : « La lutte contre le froid, écrit-il, se heurte à des difficultés insurmontables, car l'abri est le corollaire de la sédentarité. Or, le nomadisme ou le semi-nomadisme est imposé à la majorité des troupeaux de l'Algérie par le milieu. Il faudrait, pour abriter les troupeaux, ou que ceux-ci reviennent tous les

(1) Rapport du Capitaine BIGEARD, du 14 avril 1904. *L'évolution du nomadisme en Algérie*, par BERNARD et LACROIX, Paris 1906 (déjà cité), page 331. Annexe VII.

(2) *Congrès du Mouton* : Paris 1929 (déjà cité), page 383.

(3) Rapport de M. TROUETTE à la Commission de l'élevage et des points d'eau, 1931, page 3.

« soirs d'hiver au lieu où l'abri est édifié, et ce
« n'est possible que s'ils trouvent à proximité une
« production fourragère pour s'alimenter, ou que
« les abris soient suffisamment multipliés pour que,
« en cas de mauvais temps, les troupeaux puissent
« s'y réfugier sans avoir de trop longues distances
« à parcourir ». Les seules régions où l'abri cou-
vert soit possible sont donc celles où les troupeaux
peuvent trouver toute l'année, dans un rayon assez
restreint, la nourriture et l'eau indispensables à
leur subsistance ; nous savons qu'elles sont bien
rares en Algérie, on peut citer dans ce cas la région
d'Aflou : « Les troupeaux ne souffrent pas dans
« l'annexe d'Aflou de la rareté de l'eau non plus
« que du manque de nourriture. Le plus souvent
« la mortalité qui sévit sur eux est causée par le
« froid qui est très rigoureux, en hiver, dans cette
« région montagnaise. La création d'abris pour le
« bétail représente danc ici un besoin très réel,
« auquel il importe de donner satisfaction dans
« la mesure du possible. Pour la construction de
« vastes hangars réunissant les conditions de soli-
« dité indispensables, on trouverait d'ailleurs les
« bois nécessaires sur place et en tous cas dans les
« massifs forestiers qui recouvrent de grandes sur-
« faces dans la partie est de l'annexe » (1). Il est
donc possible d'envisager la construction, dans
cette région particulière, d'un certain nombre
d'abris couverts en des points convenablement choi-
sis, mais c'est un cas très exceptionnel en Algérie,
où la majorité du cheptel ovin devra continuer à
vivre à l'air libre et à nomadiser, comme il le fait,
depuis des temps immémoriaux, à travers les
immenses steppes du Pays du Mouton.

(1) *Le Pays du Mouton*, 1893 (déjà cité), page 271.

Il ne faut d'ailleurs pas exagérer les inconvénients de cet état de choses. Sans doute le froid décime parfois le troupeau algérien, mais surtout parce qu'il s'abat sur des animaux déjà sérieusement handicapés par le manque prolongé d'eau et de nourriture ; si les moutons du Sud étaient constamment bien alimentés et bien abreuvés, il est certain que leur résistance au froid augmenterait. Il est d'ailleurs plus d'une région où l'élevage du mouton se fait à l'air libre, sous des climats au moins aussi rigoureux que celui de l'Algérie du Sud.

M. Charles VEZIN, directeur des Services Agricoles du Département de la Manche, déclare dans un rapport présenté au Congrès du Mouton de Paris de décembre 1929 :

« Le mouton est un des animaux les plus résistants aux différences de température. On le rend contre depuis l'équateur jusqu'aux climats tempérés froids... Cette résistance est due, pour la plus grande part, à l'épaisse toison qui diminue les échanges de chaleur avec l'extérieur. Par contre, on a dit souvent que le mouton ne supportait pas ou supportait mal l'effet de la pluie sur cette vaste éponge que la laine constitue. L'élevage en plein air dans la pluvieuse Normandie est là pour démentir cette affirmation » (1).

Déjà en 1768, DAUBENTON présentait à l'Académie des Sciences un mémoire dans lequel ce savant décrivait une expérience d'élevage en plein air : « 12 bêtes passèrent tout l'hiver de 1767 sans abri, en Bourgogne, près de Montbard, résistant parfaitement aux pluies, aux neiges et aux froids de

(1) *Le Congrès du Mouton*, Paris 1929 (déjà cité), p. 126.

« — 18° centigrades. L'agnelage se fit sans diffi-
« culté et les agneaux furent très vigoureux ». DAUBENTON recommença l'expérience en 1768 et obtint des résultats aussi favorables : « sur 115
« bêtes, une seule mourut ; des agneaux naquirent
« en plein air dès le 15 janvier pendant les pluies
« froides et parmi la neige ». M. FORTIN a fait les expériences suivantes : « Il y a trois ans, dit-il,
« que je me suis installé. J'avais douze brebis,
« six de race du pays et six Southdown ; j'ai
« eu la première année un jeune béliet né
« au mois de février, qui est resté dehors jus-
« qu'au mois de mai. Il a passé l'hiver dernier
« dehors et il y a eu des températures de — 19°,
« — 20°, en Seine-et-Marne. A l'étable, j'ai eu des
« maladies ; j'ai perdu 50 % des animaux. J'ai
« sorti mes animaux le troisième jour du mois de
« décembre, l'hiver dernier, et il ne m'est pas crevé
« un seul de mes animaux. Ils sont sortis par des
« températures de — 15°, — 16°. Il y a même une
« brebis qui a mis bas dehors et le petit s'est bien
« porté » (1).

M. Jules BLIER cite le cas du troupeau du détroit de Magellan, qui compte 8 millions de têtes de moutons et qui est constitué par des animaux vivant toute l'année à l'air libre, le cas des brebis du sud de l'Argentine, qui passent l'hiver austral en plein air, par des températures de — 18° ; enfin le cas du troupeau de M. BOSSIÈRES, qui vit toute l'année, abandonné à l'état de nature, dans des îles désertes, les Kerguelen, en plein Océan austral (2). M. VELU déclare qu'au Maroc la question de la

(1) *Le Congrès du Mouton*, Paris 1929 (déjà cité), p. 134.

(2) *Le Congrès du Mouton*, Paris 1929 (déjà cité) pages 136-137.

bergerie s'est posée et que les éleveurs marocains ont été obligés de constater que chaque fois que les naissances avaient lieu en bergerie et que les jeunes y étaient conservés, la mortalité était plus importante qu'avec la naissance en plein air (1). M. REILLE SOULT cite le cas de son troupeau qui « depuis quatre ans vit dehors toute l'année, à près « de mille mètres d'altitude, quelle que soit la température » (2). M. Charles VEZIN a vu « des « agneaux nés dans le département de la Manche, « en pleine neige, à l'abri des haies, qui constituent d'excellents abris ».

De ces témoignages émanant de personnalités compétentes et qu'on pourrait multiplier à l'infini, il est bien permis de conclure que l'abri couvert n'est nullement indispensable à l'élevage du mouton en général, et dans le Sud algérien en particulier. Il y a lieu, en effet, de noter tout d'abord que, dans la plupart des plaines présahariennes, la température reste en général assez élevée même en hiver. D'autre part, sur les Hauts-Plateaux, si le froid est vif, il est surtout insupportable parce que fréquemment accompagné de vents violents et pénétrants : la toison de laine qui met parfaitement le mouton à l'abri du froid et de l'humidité, lorsque l'atmosphère est calme, le protège moins efficacement contre le vent associé au froid ou à la pluie. Ce qu'il faut donc, c'est surtout protéger le cheptel contre le vent glacial qui souffle sur les steppes algériennes. C'est l'opinion de M. ROLLAND, Rapporteur de la Commission de l'Élevage de 1931 : « A « mon avis, il suffirait d'abriter nos ovins derrière

(1) *Le Congrès du Mouton*, Paris 1929 (déjà cité), p. 140.

(2) *Le Congrès du Mouton*, Paris 1929 (déjà cité) p. 141.

« des murs les protégeant des vents, surtout ceux
« du nord, nord-ouest, et ouest. Tous ceux qui ont
« subi des tempêtes dans la steppe ont pu se ren-
« dre compte combien un pan de mur, un rocher
« bien orienté est un protecteur appréciable » (1).
Et ladite Commission adoptant les conclusions de
son rapporteur déclare dans sa séance du 21 novem-
bre 1931 : « Quant aux abris, il seraient extrême-
« ment simplifiés, de simples murs en pierres
« sèches ou terre suivant les ressources que pour-
« raient fournir les régions. Ils permettraient à
« certains moments aux troupeaux d'être protégés
« contre le vent. Ces abris auraient une forme
« adaptée à la direction du vent et seraient édi-
« fiés sur les chemins de transhumance et, de pré-
« férence, près des points d'eau et des pâtura-
« ges ». (2).

La construction des murs-abris paraît, en effet, la solution la meilleure à envisager. Les murs devraient avoir environ 1 m. 50 de hauteur et être faits avec les matières premières se trouvant dans le pays, pierres sèches, torchis (terre, tuf et alfa), etc..., car le prix de revient doit en être minime. On pourrait leur donner des formes diverses: croix gammée, angles obtus ou droits, constructions en H et en E, et les orienter de façon à couper les vents dominants de l'hiver.

Avant d'en terminer avec la question des abris, il convient de signaler que, dès maintenant, les éleveurs indigènes prennent avec eux sous la

(1) Archives de la Commission d'élevage et des points d'eau, 1931.

(2) Archives de la Commission d'élevage et des points d'eau, 1931.

tente, jusqu'à leur 15^e ou 20^e jour, les jeunes agneaux qui viennent de naître. On pourrait peut-être s'inspirer de cet exemple pour abriter, au moins en partie, le troupeau. Le grand avantage de cette solution réside dans le fait que, cet abri étant mobile, pourra suivre le troupeau dans ses pérégrinations à travers le bled. M. DESTAING, administrateur à Sidi-Aïssa, soutient cette façon de voir dans un rapport de juillet 1931 : « L'abri mobile existe déjà, c'est la tente du berger, ce qu'il faut souhaiter, c'est son amélioration ».

Il est évident que si l'on pouvait procurer à l'indigène de vastes « tentes » simples, mais rustiques et surtout peu coûteuses, pour la protection des sujets les moins résistants de son troupeau, la « question des abris » serait en grande partie résolue. Ce procédé est d'ailleurs déjà utilisé dans certaines régions d'élevage : ainsi M. ROBERT, délégué financier, envoyé en mission par le Gouvernement général en Californie, en 1932, a noté « qu'en traversant les montagnes rocheuses à assez haute altitude, il a aperçu un troupeau de moutons abrité contre le froid et contre la pluie par des bâches soutenues par des piquets (1).

*
**

IV. — *La question de l'eau*

« Les bêtes à laine de l'Algérie, écrit BERNIS, supportent facilement la privation partielle de boisson. Il y a des indigènes qui croient qu'elles

(1) Rapport de M. ROBERT, 1932. (Archives de la Direction des Services Economiques).

« peuvent rester des mois entiers sans boire. Tout
« porte à penser qu'il y a exagération. Cette
« croyance doit sans doute tirer son origine de la
« manière d'être générale de ces animaux au prin-
« temps. A cette époque, ils n'ont pas besoin d'être
« conduits aux abreuvoirs, car ils trouvent leur
« boisson dans les mares ou ruisseaux qu'ils ren-
« contrent sur leur passage, et surtout dans la
« grande quantité d'eau de végétation que con-
« tiennent alors les herbes » (1).

Il est exact que, durant la période hivernale, le berger n'a pas à se préoccuper de l'abreuvement. Les moutons, broutant à ce moment les herbes vertes, peuvent demeurer plusieurs semaines sans boire. Mais, quand les chaleurs surviennent et que les herbes ont perdu leur eau de végétation, il faut bien abreuver le troupeau. Les animaux trouvent encore, pendant un certain temps, de l'eau dans les bas-fonds ou dans les « r'dirs » où elle s'est accumulée, puis, la sécheresse persistant, l'indigène doit extraire des puits malheureusement trop rares, le précieux liquide nécessaire à l'existence de ses moutons. Puis, un à un, les points d'eau tarissent ; les troupeaux se concentrent autour des puits qui subsistent, mais ils risquent alors, s'ils ont de quoi s'abreuver, d'être privés de nourriture, car le problème de l'eau, en ce pays, se complique, nous le verrons, de celui de l'alimentation. M. DESTAING, administrateur de la C. M. de Sidi-Aïssa, a fort bien décrit, dans un rapport de février 1931, la situation dans laquelle se trouve alors placé le cheptel ovin :

« A dater de juin, il n'existe plus une seule

(1) *Le Pays du Mouton*, 1893 (déjà cité), page 7.

« plante verte dans toute la région du Sud ; nos
« pâturages sont uniquement constitués par des
« herbages secs. Jusqu'alors les ovins pouvaient
« errer partout à travers le bled, les rares « r'dirs »
« étant suffisants pour abreuver les troupeaux deux
« ou trois fois par mois. Mais une alimentation
« uniquement composée de matières sèches, exige
« un abreuvement plus fréquent ; on déserte alors
« les pâturages trop éloignés des points d'eau ;
« chaque mois, chaque semaine, le cercle se res-
« treint autour des sources et des puits perma-
« nents ; sur cette circonférence qui ne mesure
« bientôt plus que quelques milliers d'hectares, les
« troupeaux affluent de toutes parts ; en peu de
« temps les pâturages sont épuisés, tandis qu'ail-
« leurs de vastes espaces encore pourvus d'herbes
« ne sont plus accessibles aux nomades, faute
« d'eau ».

« En année normale, dès les premières pluies
« d'automne, un mouvement inverse se produit, à
« nouveau les troupeaux pourront s'égailler à tra-
« vers la campagne.

« Mais si la sécheresse persiste, c'est la débâcle ;
« ou bien les animaux resteront sur place : ils
« périront faute d'une nourriture suffisante ; ou
« bien les bergers s'éloigneront à nouveau du point
« d'eau, quitte à y revenir tous les trois ou quatre
« jours pour l'abreuvement : la privation d'eau, la
« fatigue, causeront des pertes élevées et, placés
« dans de telles conditions de moindre résistance,
« les jeunes agneaux et les brebis suitées seront
« terrassés par le froid et la maladie ».

« Des pâturages sans points d'eau, des points
« d'eau sans pâturages », voilà le mal auquel il
convient de remédier.

La solution paraît des plus simples, dira-t-on : il suffit de « multiplier les points d'eau en régions « désertiques afin de rendre tous les pâturages « existants accessibles aux troupeaux, à n'importe « quelle époque de l'année ».

En effet, le jour où tout le « pays du mouton » serait doté de points d'eau permanents en nombre suffisant et répartis judicieusement, en tenant compte des conditions d'existence imposées au troupeau, le problème de l'élevage ovin serait bien près d'être résolu en Algérie.

La question des points d'eau a toujours préoccupé l'Administration et de nombreux programmes d'ensemble ont été préparés mais jamais leur réalisation n'a été poursuivie avec toute la persévérance nécessaire et la suite dans les idées indispensable pour triompher des difficultés innombrables que, doit inévitablement rencontrer la mise en valeur de régions aussi inhospitalières que le « pays du mouton ». En particulier, les crédits affectés à cette œuvre — soit par le budget métropolitain de 1830 à 1900, soit par le budget de la Colonie depuis 1900, — ont toujours été nettement insuffisants. M. JAILLET, délégué financier, le faisait très justement remarquer dans un rapport présenté au Congrès de l'Eau, en janvier 1928, sur « l'Abreuvement des moutons dans le Sud algérien » (1) :

« Le budget métropolitain de 1830 à 1900 a eu « tant de besoins à satisfaire même en Algérie, que « cette question si importante pour les éleveurs

(1) *Congrès de l'eau*, Alger, 9-17 janvier 1928. Rapports présentés et vœux adoptés réunis en 1 volume édité par l'Imprimerie administrative et commerciale E. Pfister, 9, rue Trollier, Alger.

« algériens devait paraître si minuscule, vue de
« Paris, qu'elle n'a jamais attiré sérieusement l'at-
« tention de nos dirigeants..... ». Qu'a fait, par
« ailleurs, le budget de la Colonie depuis 1900, date
« de sa création ? Bien peu de chose.

« Jusqu'en 1917, seul, le budget ordinaire contri-
« buait aux dépenses d'aménagement et de création
« des points d'eau. En 1925, un crédit de 300.000
« francs était inscrit à l'art. 4 du Chap. 13 de la
« Section VII, dans les termes suivants : « Aména-
« gement des eaux pour les troupeaux des indigè-
« nes, tels que captage des sources et construction
« d'abreuvoirs à leurs emplacements, création de
« r'dirs sur les Hauts-Plateaux, irrigation des indi-
« gènes ».

« Sur le budget établi pour l'exercice de 1928, ce
« crédit a été porté à 500.000 francs ».

Il faut convenir qu'avec des moyens financiers aussi minimes, il était bien difficile de doter les immensités des steppes algériennes d'un réseau suffisant de points d'eau. Les emprunts que l'Algérie vient d'être autorisée à contracter vont heureusement lui permettre de consacrer des sommes plus importantes à ce programme d'aménagement du « Pays du Mouton », d'autant plus que des progrès considérables ont été réalisés dans nos connaissances de la géohydrologie et de la climatologie de ce pays, ainsi que des procédés techniques de l'hydraulique agricole dans les zones désertiques.

Les ressources en eau de l'Algérie du Sud peuvent être classées de la façon suivante :

1° Les eaux superficielles. Ce sont, d'une part, les eaux qui s'accumulent après les pluies dans les bas-fonds où elles séjournent pendant un temps qui, selon la perméabilité plus ou moins grande du sol ou la température plus ou moins élevée, peut varier de quelques jours à quelques semaines ; ce sont, d'autre part, les cours d'eau, tous, nous le savons, à régime torrentiel, coulant à pleins bords après les précipitations, pour demeurer ensuite de longs mois sans un filet d'eau.

2° Les eaux subsuperficielles, qui sont des « sorties de nappes phréatiques directement subordonnées, pour le lit des cours d'eau, aux crues de ceux-ci et à la composition physique des lits en « profondeur » (1). Ce sont, en somme, des cours d'eau souterrains soumis, comme les oueds de la surface, à des variations assez sensibles quoique moins accentuées.

3° Les eaux géologiques, les unes peu profondes, d'autres plus profondes, ces dernières en général artésiennes, c'est-à-dire jaillissant par pression, lorsqu'on perce les couches de terrains qui les séparent de la surface du sol.

Pour l'utilisation de ces ressources en eau on se sert de divers procédés qui varient suivant les régions :

Le puits artésien est certainement le point d'eau le plus avantageux pour l'élevage ; il donne en effet,

(1) *L'élevage en Algérie*, 1914. Rapport de M. FLAMAND, page 258.

en abondance, de l'eau jaillissante qui ne peut être contaminée. Malheureusement les eaux artésiennes sont assez rares : on en trouve surtout dans les oasis du Sahara, où elles sont utilisées presque exclusivement pour l'irrigation des palmeraies ; on rencontre aussi quelques puits artésiens dans la région des chotts, qui servent à l'alimentation des indigènes et des troupeaux.

Les sources constituent aussi d'excellents points d'abreuvement, car elles fournissent, en général, une eau de très bonne qualité. Elles n'existent malheureusement pas partout et sont très inégalement réparties. Dans certaines régions, dont le sol est composé de terrains poreux telles que celles de Chellala et d'Aïn-Oussera, par exemple, on trouve des sources dont le débit abondant ne peut pas s'expliquer par la hauteur, très faible, des pluies annuelles. Le docteur ALQUIER, dans un rapport présenté au Congrès de l'Eau (1), en 1928, soutient que ces sources sont alimentées par un autre facteur que la pluie, dont la part dans leur débit est minime, peut-être nulle : « Il existe, explique le Docteur ALQUIER, durant les heures chaudes de la journée, une notable différence de température entre la surface de ces terrains poreux et la profondeur ; il en résulte une condensation à une certaine profondeur et la roche poreuse absorbe ainsi l'humidité de l'air pour la rendre sous forme de sources dont le débit n'est pas diminué par la sécheresse persistante ». Les expériences faites prouvent même que, dans cette région le débit des sources augmente durant les années chaudes et sèches ; cette constatation se comprend car la condensation est, en effet, plus intense, lorsque la température est plus élevée.

(1) *Congrès de l'eau*, 1928 (déjà cité).

Lorsque l'eau ne jaillit pas ou ne sourd pas d'elle-même à la surface du sol, il faut aller la chercher dans le sol : les nomades utilisent alors le puits de faible profondeur. Les moyens de puisage des indigènes sont en effet très rudimentaires : un récipient quelconque au bout d'une corde ; dans ces conditions, si l'eau est à une profondeur de plus de 20 à 25 mètres, le puits est pratiquement inutilisable pour l'abreuvement du bétail. Un sérieux effort est évidemment à faire du côté des instruments de puisage.

Dans certaines régions du pays du mouton, où il n'existe ni sources, ni nappes souterraines, il est nécessaire de mettre en réserve, pour la saison sèche, une partie des eaux de ruissellement. En quelques endroits, on a construit, dans ce but, des citernes, mais la citerne a l'inconvénient de coûter très cher. Les pasteurs indigènes utilisent généralement les « r'dirs » ou mares temporaires qui se forment, dans les dépressions, après les pluies. A signaler aussi les « r'dirs » d'oueds, c'est-à-dire les creux qui, dans le lit des oueds, retiennent un peu d'eau pendant un certain temps après la crue. On a beaucoup critiqué les r'dirs : les moutons y pénètrent pour y boire, ils souillent l'eau de leurs déjections, ce qui favorise la propagation des maladies contagieuses. On sera cependant bien obligé, pendant longtemps encore, d'utiliser les r'dirs dans les régions privées d'eau, mais il est possible, nous le verrons, de prendre certaines précautions, d'apporter certaines améliorations susceptibles, sinon de supprimer, du moins d'atténuer les inconvénients signalés.

Le nombre des points d'eau actuels est nettement insuffisant : pour utiliser rationnellement les par-

cours, il faudrait disposer d'un réseau de points d'eau, distants de 25 km. environ les uns des autres et pouvant assurer une consommation journalière de cinq litres d'eau par tête aux animaux qui viennent s'y abreuver.

Il serait indispensable aussi que les itinéraires de transhumance soient jalonnés de points d'abreuvement judicieusement répartis et d'un débit suffisant pour pouvoir faire face aux besoins des caravanes de passage. Ces conditions sont bien loin d'être remplies aujourd'hui : les troupeaux doivent souvent parcourir des distances considérables pour atteindre les points d'eau trop rares et les moutons demeurent parfois, même en été, plusieurs jours sans boire. Il faut donc multiplier les points d'eau mais auparavant il serait bon d'améliorer ceux qui existent.

Les améliorations à apporter aux points d'eau existants.

La première amélioration à apporter réside dans l'aménagement des abords du point d'eau et notamment dans l'installation d'abreuvoirs. L'abreuvement des troupeaux se fait, la plupart du temps, dans des conditions déplorables : le pasteur donne à boire à ses bêtes dans des récipients peu commodes, qui laissent échapper une partie de l'eau, les animaux piétinent dans la boue en attendant leur tour et beaucoup repartent sans avoir pu se désaltérer. Il y a perte de temps et gaspillage d'eau. Il est évident que chaque point d'eau, quel qu'il soit, doit être muni d'un abreuvoir : le Congrès de l'Eau (1), l'Aca-

(1) *Congrès de l'eau*, 1928 (déjà cité). Rapport MOULIAS.

démie d'Agriculture de France (1), la Commission de l'Elevage de 1931 (2), ont préconisé la généralisation de cette mesure que l'Administration s'efforce de réaliser dans la limite de ses moyens

Une autre question qui présente une importance capitale est celle du puisage de l'eau : les indigènes tirent l'eau des puits avec des cordes et des peaux de boucs ; le puisage est dans ces conditions extrêmement long et il est rare que le berger parvienne à abreuver tout son troupeau. Il est indispensable de munir chaque puits de systèmes élévatoires ; dispositif à balancier (semblable à la Khet-tara utilisée pour l'irrigation dans les oasis sahariennes) pour les puits de faible et moyenne profondeur ; éoliennes, aéromoteurs ou norias pour les puits les plus profonds.

D'autres améliorations sont possibles :

M. MATHIEU, Président de la Commission de l'Elevage me disait qu'en établissant la liste des points d'eau existant en 1931, il avait constaté que de nombreux puits portés à l'inventaire dressé en 1893, sur l'ordre du Gouverneur Général CAMBON, étaient aujourd'hui détruits, écroulés, comblés en partie, faute d'entretien. Il faut d'abord rétablir ces points d'eau, curer, approfondir, maçonner ces puits. L'amélioration des rûirs n'est pas impossible non plus à réaliser : en les entourant de haies de branchages, on empêchera les animaux d'y pénétrer et on écartera ainsi les risques de contamina-

(1) Voir article du journal *Le Matin*, n° du 5 janvier 31 : Notre troupeau ovin des Hauts-Plateaux Algériens en voie de disparition.

(2) Commission de l'élevage et des points d'eau, séance du 15 juin 1931.

tion ; l'aménagement d'un puisard à proximité du rdir permettra d'utiliser l'eau sans la gaspiller, enfin des barrages bien disposés en augmenteront sensiblement la retenue.

M. FLAMAND, d'autre part, dans une étude présentée à la Commission pastorale de 1914 sur les conditions du développement de l'industrie pastorale de l'Algérie du Sud (1), s'est efforcé de démontrer qu'il était possible, en facilitant, par des travaux assez simples, l'absorption de l'eau pluviale par le sol, d'augmenter sensiblement le débit des puits et des sources.

« On doit considérer qu'en général, écrit-il, un tiers ou un quart seulement des précipitations atmosphériques pénètrent assez profondément le sol pour rentrer dans la circulation générale et ressortir sous forme de sources et de ruissellement et constituer des réserves d'eau que l'homme peut utiliser ». Et M. FLAMAND préconise, pour remédier à cet état de choses : « l'établissement de multiples barrages de montagnes qui contribueraient à augmenter le débit des sources et à en faire naître. Ces ouvrages pourraient ne pas être très coûteux si l'on utilise la main-d'œuvre indigène et les procédés indigènes légèrement améliorés sous la conduite de simple contremaîtres européens ».

Le docteur BENDANOU (2), vétérinaire détaché aux Territoires du Sud, recommande aussi de « barrer par endroits les flancs des montagnes de tranchées horizontales, parallèles, superposées ; les

(1) *L'élevage en Algérie*, 1914 (déjà cité), page 249.

(2) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

« nappes torrentielles qui viendraient déferler, se
« trouveraient alors brisées dans leur élan, les
« tranchées s'empliraient, assurant une plus pro-
« fonde imbibition des terres ». « M. PIEDALLU (1),
« Directeur adjoint du Service Botanique, cite le
« cas de « la ferme Dufourg aux environs de Bis-
« kra, qui est un exemple de ce que l'on peut tirer
« des eaux torrentielles ». On a établi « de petites
« levées de terre ou de pierres qui empêchent les
« eaux de pluies de prendre de la vitesse et de
« raviner le sol » ; de « petites tranchées suivant
« les courbes de niveau qui obligent l'eau à s'en-
« foncer dans le sol et à l'humecter ».

En Tunisie, un concours d'hydraulique agricole est institué chaque année « pour l'attribution de
« primes aux agriculteurs ayant effectué sur leur
« propriété, des travaux d'hydraulique agricole
« d'intérêt privé » et plusieurs concurrents ont
présenté des réalisations forts intéressantes.

M. CHARMETANG, au Mornag, a une propriété de 210 hectares où le ruissellement était énorme.
« Pour atténuer les dégâts causés par les eaux,
« M. CHARMETANG a exécuté une série de petits tra-
« vaux destinés à ralentir leur vitesse d'écoule-
« ment et à provoquer l'infiltration d'une partie de
« ces eaux dans le sol. Ces travaux consistent en
« barrages de pierre sèche, barrages en terre, fos-
« sés de dérivation, trous d'absorption dans la mon-
« tagne, plantations de pins d'Alep. Tous ces petits
« travaux peu coûteux, faciles à faire, ont été exé-
« cutés à temps perdu par le personnel de la
« ferme ».

M. DUMONT, au Khanguet el Hadjadj, désirait

(1) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

« retenir sur son domaine la totalité des précipitations pluviales. La solution adoptée consiste à arrêter toutes les eaux de ruissellement et à en provoquer l'infiltration. Ce double résultat est atteint à l'aide de fossés de niveau sur les pentes des montagnes et de petits barrages de retenue en travers des thalwegs.

« Les eaux ainsi retenues s'infiltrèrent dans le sol et vont alimenter les nappes souterraines, dont le débit a été ainsi augmenté. D'autre part, grâce à ces petits travaux faits à moment perdus par le personnel de l'exploitation, M. DUMONT a réalisé la suppression complète des ravinelements » (1)

On pourrait citer de nombreux cas identiques. Peut-être pourrait-on s'inspirer de ce qui a été fait en Tunisie et s'efforcer d'encourager aussi en Algérie l'exécution de ces petits travaux faciles à réaliser, qui paraissent peu de choses mais qui sont pourtant susceptibles, s'ils étaient multipliés à l'infini dans les vastes steppes du Pays du Mouton, d'en transformer l'aride physionomie ! On aurait, je crois, intérêt à suivre, à cet égard, l'exemple des Romains qui savaient ne pas laisser perdre les eaux de pluies ; ils multipliaient pour cela les barrages dans les ravins, même les plus petits, en commençant presque à la naissance de ces ravins, créaient des séries de bassins, de plus en plus grands, où l'eau non seulement s'arrêtait mais aussi se décantait du sable et de la boue qu'elle charriait, multipliaient les aqueducs pour conduire

(1) Brochure Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Régence de Tunis, Protectorat français, Service de l'Agriculture. Travaux d'hydraulique agricole d'intérêt privé concernant l'utilisation des eaux de ruissellement en Tunisie, Tunis 1928.

l'eau de ces bassins aux endroits où elle était utile pour l'agriculture, la propreté (thermes) ou l'abreuvement des animaux (1).

Nous avons fait plus grand que les Romains, c'est certain, en construisant des barrages gigantesques qui captent des masses d'eau considérables, mais qui, ne l'oublions pas, s'ensablent vite et exigent au bout d'un temps relativement court des dragages très coûteux. Il serait sage, je crois, de revenir à la méthode romaine des petits barrages et des bassins réservoirs successifs d'arrêt et de décantation des eaux de pluies.

*
**

La création de nouveaux points d'eau.

Les aménagements que nous venons d'indiquer ne suffiraient cependant pas à eux seuls à résoudre d'une façon suffisante le problème de l'eau dans le Pays du Mouton. De trop vastes espaces privés d'eau demeurent encore inutilisables pour le parcours des troupeaux et tous les moyens doivent être employés pour les doter de points d'eau en nombre suffisant. C'est ce qu'a pensé la Commission de l'élevage et de l'eau instituée en 1931 en établissant un programme des travaux d'aménagement et de création de points d'eau sur les Hauts-Plateaux et dans le Sud. Ce programme, approuvé par le Gouverneur Général, comporte un ordre d'urgence et plusieurs projets sont déjà en cours d'exécution, notamment dans les communes mixtes

(1) DIDIER : *L'Algérie et le développement de la civilisation*. Editions Jeanne d'Arc, 6, boulevard Marceau (Oran).

d'Oum-el-Bouaghi, de Frenda, de Saïda, des Eulmas, d'Aïn-el-Ksar (1). La Commission, envisage divers procédés pour cette mise en valeur de l'Algérie du Sud : forages de puits, construction de petits barrages sur les oueds, construction de réservoirs, captage de sources, recherches d'eaux souterraines, etc... Les projets de captage de sources envisagés sont particulièrement intéressants : on peut mentionner le projet de captage des eaux de l'Aïn-Skrouna (400 litres-seconde) (2) grâce auxquelles on espère pouvoir alimenter d'une façon satisfaisante la zone située au nord des chotts ; des études sont faites aussi pour connaître le débit des sources d'El-Ousseukh (3), qui pourraient être utilisées pour l'alimentation en eau des régions voisines ; le Chef de la Colonie a aussi prescrit la mise à l'étude, en première urgence, d'un projet d'assainissement des marais de Taguin avec captage des sources qui viennent s'y perdre actuellement ; une partie de ces eaux pourra alimenter par des canalisations une série d'abreuvoirs construits dans les régions de pâturages dépourvues de points d'eau en bordure de l'Oued Touil (4) ou sur le plateau de Meggane, à la limite des deux communes de Chellala et du Djebel Nador. Les Romains n'hésitaient pas, nous l'avons signalé, lorsqu'ils manquaient d'eau dans une région, à aller la chercher

(1) *Commission de l'élevage et des points d'eau. Procès-verbal de la séance du 9 juin 1932.*

(2) La source de l'Aïn-Skrouna se trouve à proximité du chott Ech-Chergui.

(3) Les sources d'El-Ousseukh se trouvent dans le département d'Oran, à l'est du chott Ech-Chergui.

(4) L'Oued Touil, qui prend sa source dans le Djebel-Amour, se réunit à Chakbounia, au Sud de Boghari, avec le Nahr-Ouassel, pour former le Chéliff.

là où elle se trouvait, pour la conduire où elle était utile ; il est à souhaiter que nous sachions nous montrer à cet égard les dignes continuateurs des premiers civilisateurs de cette terre.

Une mention spéciale doit aussi être faite de la recherche des eaux souterraines ; le Gouvernement Général a passé plusieurs contrats dans ce but : un premier contrat avec M. MIGOT, Secrétaire général du Syndicat des sourciers à Alger pour la prospection des régions de pâturages sans eau de la commune mixte d'Aïn-Boucif, un deuxième contrat avec M. l'Abbé LAMBERT, pour la prospection des régions de pâturages sans eau situées dans la commune mixte de Chellala, à la limite des communes mixtes de Boghari, d'Aïn-Boucif et de Djelfa, un troisième contrat avec la société de prospection géophysique en vue de l'exploration hydrologique des régions de pâturages sans eau de la commune mixte de Chellala comprises entre les collines de Chellala et le Djebel Nador (1), enfin un quatrième contrat avec le docteur MOINEAU pour la prospection, par les procédés radio-tellurgiques de la région des Dayas comprise entre l'Oued-Djedi, la limite administrative du territoire de Ghardaïa, le méridien d'El-Kheneg et le parallèle de Settafa.

Les premiers résultats connus de ces enquêtes qui étaient faites, à titre d'essai, paraissent encourageants. L'Abbé LAMBERT notamment a découvert dans la région comprise entre Chellala et Aïn-Oussera, un certain nombre de points d'eau qui assureront l'alimentation de toute cette zone. Le docteur MOINEAU, dans un rapport en date du 16 juil-

(1) Archives de la Commission de l'élevage, 1931. (P. V. de la séance du 9 juin 1932).

let 1932, qu'il adresse au Gouverneur Général, écrit :
« Ce bled désertique, où il n'y a pas un village, pas
« un point d'eau foré, pas un puits dans un rayon
« de près de 150 kilomètres, est une région émi-
« nemment aquifère, pourvue de nombreuses
« dayas, d'une richesse inouïe en eau et offrant
« des pâturages de toute beauté » (1). Et de fait,
le docteur MOINEAU a réussi à déterminer plus de
40 points d'eau dans l'annexe de Laghouat, près
de 20 dans l'annexe de Ghardaïa, plus de 60 dans
l'annexe de Djelfa ; et il estime à 90 % ses proba-
bilités de réussite. Si ces résultats se confirment —
et les succès obtenus par le docteur MOINEAU dans
les autres pays où il a précédemment opéré per-
mettent de l'espérer — ce peut être la prospérité
pour toute une région actuellement bien déshéritée.

L'Administration algérienne s'efforce donc, par
tous les moyens dont elle dispose, d'équiper conve-
nablement le Pays du Mouton. Le Gouverneur
Général CARDE, désireux d'accélérer cet équipe-
ment, a décidé notamment de prendre à la charge
de la Colonie, tous les frais d'amélioration ou de
création des points d'eau (2). Il le fallait car l'Ad-
ministration doit donner l'exemple, mais il est évi-
dent que, si les éleveurs comprenaient leur devoir
et voulaient contribuer, en se groupant au besoin,
à l'effort entrepris, l'Algérie des steppes serait plus
rapidement dotée d'un réseau suffisant de points
d'eau, et ne reverrait plus les cataclysmes qui péri-
odiquement viennent décimer son cheptel ovin.



(1) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

(2) Commission de l'élevage et des points d'eau. PV. de
la séance du 21 novembre 1931.

L'entretien et le gardiennage des points d'eau.

Il ne suffit pas d'améliorer les points d'eau existants, d'en créer de nouveaux, il faut aussi — et c'est important — songer à leur entretien et à leur gardiennage. Un puits non curé, une source non gardée, un rdir non entretenu deviennent vite inutilisables dans le bled du sud ; chaque berger qui passe commet quelque dégât et ne songe pas à le réparer, car il n'utilisera plus le point d'eau jusqu'à l'année suivante ; dans ces conditions, les appareils élévatoires sont vite détériorés, les puits ou les rdirs vite comblés, les sources souvent contaminées. Dans le sud algérien, toute installation sans gardien est vouée à une disparition rapide. Pour l'instant, l'entretien des points d'eau est à la charge des communes et des douars, mais leurs moyens sont évidemment limités, et il serait bon que les éleveurs d'une région déterminée forment entre eux des associations qui se chargeraient d'organiser le gardiennage et l'entretien des points d'eau qu'ils utilisent.

*
**

Avant d'en terminer avec le problème de l'eau, je dois signaler une initiative du Gouvernement Général de l'Algérie, qui ne s'est pas contenté d'envisager l'avenir mais qui a songé aussi au présent. Les améliorations préconisées par la Commission de l'Élevage et notamment la création d'un réseau suffisant de points d'eau demanderont forcément un certain délai ; mais en attendant, les troupeaux restent exposés au manque d'eau. Aussi le Gouverneur Général a-t-il prescrit, par une circulaire de juin 1931, l'établissement dans chaque circonscrip-

tion d'un programme de création de points d'eau artificiels, alimentés par des camions-citernes qu'on ira remplir aux points d'eau dont la permanence est certaine et l'abondance suffisante. On a prévu, le lieu de concentration des troupeaux, l'aménagement des abreuvoirs, on a déterminé le volume d'eau à transporter, les ressources locales en camions-citernes, tonnes d'arrosage, véhicules utilisables, etc... Une expérience tentée à l'automne 1930 sur le territoire de Ghardaïa a permis, par des transports d'eau avec des camions-automobiles, de faire pâturer les herbes desséchées de la région des dayas et a démontré l'excellence d'un dispositif qui, s'il est toujours prêt à fonctionner, peut, en cas de crise, sauver des milliers d'ovins. Le docteur BENDANOU, vétérinaire des Territoires du Sud, dans une note rédigée en avril 1932, décrit ainsi le nouveau procédé mis en œuvre.

« Il y a, depuis la crise de 1929-30 un nouvel
« élément de lutte, fort simple heureusement dans
« son exécution et qui, s'il ne présente pas à lui
« seul un remède définitif, n'en est pas moins
« appelé à rendre d'immenses services, en cas de
« sécheresse trop prolongée ; c'est le ravitaillement
« en eau des troupeaux dans leurs pâturages
« mêmes. Ce procédé qui a fait ses preuves devra
« être prêt à chaque instant à être appliqué. Son
« fonctionnement, sa mise en train, son déclanche-
« ment, si l'on veut, seront d'autant plus efficaces
« qu'à l'avance on aura fixé les points d'eau où
« les camions-citernes iront faire leur plein, qu'on
« aura déterminé les pistes qui permettront une
« circulation facile et rapide des véhicules, qu'on
« aura fixé dans les parcours, les centres de con-
« centration des troupeaux à abreuver et que, dans
« les points d'eau qui assureront le ravitaillement

« hydrique, on aura par avance réuni le matériel nécessaire : réservoirs-citernes, camions-autos, pompes, etc... Tout devra être arrêté, prévu, dans les moindres détails, absolument comme s'il s'agissait de combattre un incendie, avec cette particularité que les lieux du sinistre sont connus et fixés à l'avance » (1).

Là encore les éleveurs auraient intérêt à suivre l'exemple qui leur a été donné.

*
**

.. V. — *La question de l'alimentation*

La question de l'alimentation présente, pour l'industrie pastorale, une importance presque égale à celle de la question de l'eau : il est vain, en effet, de songer à accroître l'effectif ovin en Algérie, ou à améliorer les qualités de la race, si l'on ne parvient d'abord à écarter définitivement le péril qui, durant les années trop sèches, menace le cheptel en raison du manque de nourriture. C'est l'avis des nombreux techniciens qui ont exprimé leur opinion à ce sujet.

« Tout le monde sait, disaient déjà Messieurs CAUSSE et BOUGUIL, membres de la Commission pastorale de 1914, que l'industrie de l'élevage est étroitement fonction de la nature et de l'abondance de la production fourragère (2).

(1) Note du Dr. BENDANOU, vétérinaire des Territoires du Sud, avril 1932. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

(2) *L'élevage en Algérie*, 1914 (déjà cité), pages 12 et 18.

« L'amélioration du bétail, disait encore M. CLOUET DES PERRUCHES, membre de cette même Commission, « se trouve étroitement liée à l'amélioration de l'alimentation des animaux » (1).

La même opinion fut soutenue au Congrès du Mouton de 1929 par M. MASSÉ : « En Afrique du Nord, le problème est à la fois un problème sanitaire et un problème d'alimentation des animaux » (2) et par M. VELU : « La question de l'élevage du mouton au Maroc se ramène actuellement à l'étude d'un facteur primordial, unique, l'Alimentation qui, seul, pour le moment du moins, devrait retenir toute l'attention » (3).

« M. ABADIE, auteur d'un ouvrage remarquable sur la Politique du Mouton dans les Hauts-Pays algériens » (4), souligne l'importance capitale de l'alimentation végétale dans le succès de tout élevage ».

Le Pays du Mouton est malheureusement peu favorisé sous le rapport de la production fourragère et le climat dont nous avons noté les extrêmes variations et la sécheresse parfois prolongée, est nettement défavorable à une végétation abondante. MM. BERNARD et LACROIX dans leur ouvrage : « L'évolution du nomadisme » ont décrit l'aspect tout à fait particulier des pâturages de la steppe

(1) *L'élevage en Algérie*, 1914 (déjà cité), page 58.

(2) *Congrès du Mouton*, 1929 (déjà cité). Rapport de M. Alfred MASSÉ, ancien ministre, page 25.

(3) *Congrès du Mouton*, 1929 (déjà cité). Rapport de M. VELU, page 324.

(4) ABADIE : *La Politique du Mouton dans les Hauts-Pays algériens*. Editions Heintz frères, 17, boulevard Maïakoff, Oran, 1930.

moutonnaire, qui n'ont rien de comparable avec les gras pâturages de la France métropolitaine.

« Il y a d'abord les herbes spontanées annuelles, « fines et nourrissantes, qui sont surtout des graminées fourragères et des labiées. Ces herbes « poussent en quelques jours en temps de pluie « à condition qu'il ne fasse pas froid, elles restent « vertes pendant un mois environ. Puis, ce que les « bestiaux n'ont pas consommé sèche sur pied, « c'est ce qu'on appelle « El-Haichar », c'est encore « une bonne nourriture. Enfin, il ne reste plus que « les herbes vivaces et les plantes plus ou moins « ligneuses (el-hateb des indigènes) dans lesquelles la pluie fait monter la sève, ce sont les différentes espèces d'atriplex qui viennent sur les « plateaux, les armoises, les thyms » (1).

Et encore convient-il de rappeler que de vastes étendues de ces maigres pâturages demeurent inutilisées et inutilisables, car elles ne comportent aucun point d'eau où pourraient venir s'abreuver les moutons qui s'aventureraient dans leurs immensités.

M. TROUETTE indique que « l'absence de points « d'eau rend inutilisables des régions très étendues et pourvues cependant d'excellents pâturages » (2).

Je relève, d'autre part, dans l'ouvrage : « Le « Pays du Mouton », les précisions suivantes : « Le cercle de Boghar renferme d'immenses step-« pes qui sont des terres de parcours de premier

(1) BERNARD et LACROIX : *L'évolution du nomadisme en Algérie*, 1906 (déjà cité), page 168.

(2) *L'élevage en Algérie*, EPEG (déjà cité, note de M. TROUETTE, p. 271.

« choix pour les moutons et qui pourraient nourrir
« un million de ces animaux si l'on y trouvait de
« l'eau » (1). Dans le cercle de Bou-Saâda, « les
« pâturages ne feraient presque jamais défaut s'il
« devenait possible d'utiliser ceux éloignés des
« points d'eau » (2). Dans le cercle d'Aïn-Sefra
« en l'absence des quantités d'eau qui seraient
nécessaires, on ne peut augmenter l'étendue des
pâturages réellement utilisables en tout temps » (3).
Dans l'annexe de Mecheria « la création de rdir, sur un certain
« nombre de points bien choisis
« aurait pour conséquence de rendre accessibles
« aux troupeaux pendant plusieurs mois de l'année
« au moins, d'immenses surfaces que, dans les
« conditions actuelles, ils visitent rarement, bien
« qu'elles soient couvertes de plantes fourra-
« gères » (4). La même situation est signalée à
El-Aricha (5) et Barika (6) et à Biskra.

Plus récemment, le Docteur MOINEAU indique, dans un rapport du 16 juillet 1932, que nous avons déjà signalé à propos de la question de l'eau que
« la région des dayas de l'annexe de Djelfa, où
« il n'y a pas un village, pas un point d'eau, pas
« un puits dans un rayon de près de 150 km.,
« offre des pâturages de toute beauté » (7).

Cette situation, qui au cours des années de sécheresse, rend fort précaires les conditions d'existence du cheptel ovien dans le Sud algérien s'est encore,

(1) *Le Pays du Mouton*, 1893 (déjà cité), page 24.

(2) *Le Pays du Mouton*, page 71.

(3) *Le Pays du Mouton*, page 312.

(4) *Le Pays du Mouton*, page 329.

(5) *Le Pays du Mouton*, page 360.

(6) *Le Pays du Mouton*, page 382.

(7) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

nous l'avons déjà indiqué, aggravée depuis la conquête, par suite de l'extension de la colonisation dans les zones primitivement réservées au parcours des troupeaux. La colonisation officielle ou privée s'est emparée des meilleures terres du Pays du Mouton, de celles en lisière du Tell où les nomades pouvaient encore espérer trouver, même pendant les années les plus sèches, quelque végétation pour la nourriture de leurs animaux, quelques points d'eau non taris pour leur abreuvement. De nombreux auteurs ont signalé le danger de cette situation.

MM. BERNARD et LACROIX (1) écrivent : « Les
« indigènes dépossédés des meilleures terres, par
« les progrès de la colonisation, se mettent à cul-
« tiver des terres de qualité inférieure qu'ils lais-
« saient autrefois aux nomades. En défrichant pour
« ensemençer et en augmentant incessamment
« leurs cultures depuis l'occupation française, ils
« ont fait disparaître en bien des points la végé-
« tation vivace et modifié peu à peu, mais d'une
« manière sensible, les pâturages du pays. La cons-
« titution de la propriété individuelle dans le sud
« du Tell a diminué les anciens parcours d'été
« des nomades. Au surplus, l'extension des cul-
« tures rend de plus en plus pénible la surveil-
« lance des troupeaux, obligés de pacager souvent
« dans des contrées entrecoupées de labours faits
« irrégulièrement ».

M. VELU (2) parle « des confins des terres de cul-
« ture, où bien souvent l'espace gagné par la char-

(1) BERNARD et LACROIX : *L'évolution du nomadisme en Algérie* (déjà cité), page 52.

(2) *Congrès du Mouton*, 1929 (déjà cité), page 327.

« rue diminue le domaine pastoral, sans aucun
« profit pour la collectivité, au contraire ; où l'on
« voit l'indigène grimper avec son bœuf et son
« araire à l'assaut des crêtes qu'il dénude et dont
« il fait une proie facile pour le ruissellement et
« l'érosion, tout en contribuant à l'assèchement des
« sources, aux ravages de l'inondation, au suicide
« national... »

Le Capitaine LEHURAUX (1) écrit : « La colonisa-
« tion a fait des progrès considérables dans les
« régions de transhumance de sorte que l'antago-
« nisme entre le pasteur et le laboureur qui, en
« 1906, se présentait sous une forme anodine, a
« pris peu à peu une tournure plus sérieuse, met-
« tant aux prises deux branches importantes de
« l'activité économique de la Colonie : l'agricul-
« ture et l'élevage... »

M. TROUETTE (2) dit : « les progrès de la colo-
« nisation officielle ou privée, la constitution de la
« propriété indigène, la mise en valeur de terres
« autrefois incultes, l'interdiction de pâturer dans
« les forêts, ont restreint les terrains de parcours
« dont disposait l'élevage et par voie de consé-
« quence diminué le nombre des ovins dans le
« Sud ».

Tous les officiers chargés de la surveillance de
l'achaba ont tour à tour signalé dans leurs rap-
ports (3) les inconvénients que présentait, pour le

(1) Capitaine LEHURAUX : *Le nomadisme et la coloni-
sation dans les Hauts-Plateaux de l'Algérie*. Editions du
Comité de l'Afrique Française, 21, rue Cassette, Paris 1931,
page 8.

(2) Voir : Capitaine LEHURAUX : *Le nomadisme et la
colonisation* (déjà cité), page 240, note de M. TROUETTE.

(3) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

développement de l'élevage, cette extension peut-être excessive des cultures vers le sud. En 1905, le lieutenant MAITRAT indique, que, dans le Sersou, les sahariens n'auront plus à compter bientôt que sur les communaux ; en 1912, le lieutenant GAUDÉ signale que les colons ont occupé, dans la région de l'oued Soussalem, tous les points d'eau et les terres environnantes ; en 1915, l'officier interprète BENHAZERA déclare que « les pâturages ont disparu dans tout le Sersou et que les nomades « doivent se contenter des chaumes que les colons « leur louent ». En 1922, le capitaine GUYON constate que les anciens centres comme Tiaret, n'acceptent plus du tout les nomades. « Un avenir « assez proche nous promet, dit-il, un ostracisme « absolu des colons à l'égard des nomades, pour « lesquels la venue dans le Tell en été est pour- « tant une question de vie ou de mort ». En 1926, le lieutenant COZETTE attire l'attention de l'Administration sur la diminution constante des pâturages. Même son de cloche dans le département de Constantine : le capitaine RONGIERAS, en 1923, signale que « les difficultés proviennent surtout de « l'extension de la zone des cultures » ; le lieutenant AUGUSTIN, en 1926 et 1927, demande « que l'on « réserve des zones de pâturages aux nomades en « échange des terrains de parcours dont profitent « en hiver les Telliens au Sahara ; le lieutenant « ARRIVET, en 1928, « craint que les nomades finissent par ne plus pouvoir nourrir leurs troupeaux, « si le développement de la propriété individuelle « s'accroît » ; le lieutenant DUCRETET, en 1930 et le capitaine ESTEBE, en 1931, insistent à nouveau sur « l'insuffisance de pâturages pour recevoir « les transhumants » (1).

(1) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

Il serait vain de se dissimuler que la situation est grave, et qu'elle ne peut, si l'on n'y porte remède, que s'aggraver encore : l'extension constante de la culture au détriment des terrains de parcours a en effet, comme corollaire obligatoire, le surpeuplement des pâturages qui subsistent ; les plantes consommées au fur et à mesure de leur végétation, et ne pouvant constituer de réserves finissent par disparaître, à commencer par les meilleures espèces, les plus goûtées par les moutons. Le résultat fatal d'un tel état de choses, c'est la destruction plus ou moins lente mais certaine des pâturages ; le revêtement végétal empêche en effet le ruissellement et l'érosion ; lorsqu'il devient rare ou disparaît, le ruissellement est accéléré, l'érosion se fait plus intense ; on constate une diminution de l'efficacité des eaux de pluies qui, cessant d'être retenues, se précipitent dans les oueds ; le sol privé d'humidité, devient stérile, les points d'eau ne sont plus alimentés et tarissent l'un après l'autre. Et le terrain de parcours se transforme insensiblement en désert. C'est le sort qui attend les steppes du Pays du Mouton, si l'on n'y prend garde.



Heureusement, à ces maux, il est des remèdes :

La première des choses à faire, c'est de rendre accessibles aux troupeaux les pâturages qui, en raison du manque d'eau, demeurent inutilisés une partie de l'année.

Nous avons vu, en examinant la question de l'eau, que l'Administration se proposait d'exécuter un programme de création de points d'eau établi par

la Commission de l'Elevage et dont la réalisation permettra précisément l'utilisation de vastes zones de parcours aujourd'hui délaissées. Je ne reviendrais pas sur ce point. Qu'il me suffise de signaler que le Général LÉVÉ en 1914 estimait que « la surface des terres de parcours pourrait être au moins doublée si on veut donner à l'élevage du mouton dans le sud les aménagements en eau qui lui font défaut » (1).



Il convient aussi de rendre à leur destination immémoriale, — l'élevage — une partie des terrains aujourd'hui consacrés, en lisière du Tell, à la culture des céréales et qui ne fournissent plus que des rendements insuffisamment rémunérateurs. La colonisation s'est emparée de terres impropres à la culture des céréales et qui doivent normalement faire partie du domaine pastoral, auquel jusque-là elles avaient appartenu. « On s'est obstiné à vouloir faire une terre à céréales d'un sol dont le climat a fait une terre à moutons » (2). Les résultats ont été désastreux ; « des paysans venus de France se sont mis résolument à la mise en valeur et à l'exploitation de ces régions, ils y ont dépensé vainement leurs économies et leurs efforts, ils ont usé leur vie, les uns sont partis, ruinés et déçus, certains sont morts à la tâche, d'autres leur ont succédé, ils n'ont pas mieux réussi ». Ils ne pouvaient pas réussir, car c'est une erreur que de vouloir faire produire à une terre des récoltes qu'elle ne peut pas porter.

(1) *L'élevage en Algérie*, 1914 (déjà cité), page 79.

(2) M. ABADIE : *La Politique du Mouton dans les Hauts-Pays algériens* (déjà cité), page 35.

Sans doute, durant les premières années, les rendements furent acceptables, car le sol était vierge, mais, rapidement privé de tout élément fertilisant, il cessa de produire. Les céréales ne donnent des rendements convenables que là où il tombe annuellement plus de 400 m/m d'eau ; or, on a installé des colons sur des terres, trop souvent de médiocre qualité, qui ne reçoivent qu'exceptionnellement cette quantité d'eau. Et puis, dans ces régions déshéritées il faut aussi compter avec les gelées tardives, le sirocco destructeur, les saute-relles dévastatrices.

Les mauvaises années succédèrent donc aux mauvaises années, avec cependant parfois une récolte passable tous les 6 ou 7 ans. Comment, dans ces conditions, les colons auraient-ils pu se tirer d'affaire ? On admet que le rendement normal et rémunérateur d'une terre à céréales doit être de 12 à 15 pour un ; or, dans certaines régions du Sersou, le rendement dépasse rarement le 7 ou le 8, dans la zone colonisée au sud de Sétif, le rendement n'a jamais, depuis 30 ans, dépassé le 4 1/2. Dans certains centres, il n'y a jamais eu, depuis dix ans, la moindre récolte, malgré les efforts surhumains des colons. Les centres de Levasseur, créé en 1911, et de Rouget de l'Isle, ouvert en 1919, n'ont pas eu une bonne récolte depuis 1921 ; un notable de l'un de ces centres écrit : « Après 1921, commence la période de « la grande misère, les récoltes nulles succèdent « aux récoltes déficitaires. En 1931, particulière- « ment, pas un colon des deux centres ne peut avoir « la satisfaction d'écraser dans ses mains, un seul « épi de blé ou d'orge » (1).

(1) Extrait d'une lettre de l'adjoint spécial de Levasseur. (Archives de la Direction des Services Economiques).

« Les colons de Levasseur et de Rouget de l'Isle, « qui sont tous arrivés avec des capitaux importants, outre qu'ils n'ont retiré aucun profit de « leur travail, ont enfoui dans ce sol ingrat tout « leur avoir, et sont complètement ruinés et plient « sous le poids des dettes ». Les colons du village de Recheiga (1), créé depuis 8 ans, n'ont pas encore eu une seule bonne récolte. « La région de Chellala « est aussi déshéritée et ceux qui y exploitent des « terres ont bien du mal à s'y maintenir ; les récoltes n'y sont presque jamais moyennes ; nombreux sont les colons de la Commune mixte « de Chellala qui demandent des secours et des « prêts » (2).

Le Capitaine THÉVENIN, chargé de la surveillance de l'achaba en 1923, signalait (3) le danger de l'extension de la colonisation officielle dans « des « régions inclementes où les colons engloutissaient « toutes leurs économies dans l'espoir de la bienheureuse année d'abondance, qui se fait souvent « attendre 5 ou 6 ans » et montrait l'erreur du projet de création d'un centre de colonisation à El-Ousseukh. Le centre d'El-Ousseukh a été créé, malgré cet avertissement et aujourd'hui on envisage le « recasement » dans des régions plus fertiles des colons qui s'y étaient installés et qui s'y sont ruinés.

Cet état de choses est d'autant plus fâcheux que ces terres que l'on a distraites, à tort, du domaine pastoral, pour créer des centres de colonisation qui

(1) Village du Sersou.

(2) Extrait d'un rapport du Préfet d'Alger du 27 avril 1932. (Archives de la Direction des Services Economiques).

(3) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

ne peuvent vivre, font cruellement défaut à l'industrie de l'élevage. On a, selon l'expression de MM. BERNARD et LACROIX « condamné à périr plusieurs « centaines de milliers de moutons pour récolter « quelques hectolitres de blé ».

« Il est simple d'indiquer le remède à une telle situation : rendre à l'élevage les terres dont il a besoin et qu'une expérience parfois douloureuse a démontrées impropres à la culture. Sa réalisation est plus difficile, car il faudrait pour cela trouver, dans le Tell cultivable, des zones où pourraient être installés les colons à « recaser » ; le Gouverneur Général CARDE s'est attaché à cette tâche, dès son arrivée en Algérie, et poursuit l'acquisition au compte de la Colonie, de plusieurs grands domaines qui pourront être répartis entre les colons des Hauts-Plateaux, qu'il y a intérêt à déplacer. Huit concessionnaires du centre de Sebdou ont déjà été transportés aux Abdelys. On a prévu aussi le recasement, dans des régions plus riches, de certains colons des centres d'El-Ousseukh, de Levasseur et de Rouget de l'Isle.

Une commission fonctionne d'ailleurs au Gouvernement Général pour établir la liste des centres en voie de dépérissement, étudier la situation de chacun d'eux et formuler son avis sur les moyens de porter remède à cette situation.

Il serait bon aussi que les colons qui demeurent sur place comprennent enfin qu'il est de leur intérêt d'abandonner, au moins partiellement, la culture céréalière qui, dans ces régions, ne peut leur donner que des déboires et se consacrent un peu à l'élevage. L'exemple de la République Argentine doit leur montrer la voie à suivre. « Il y a quelques « lustres, elle voyait son sol s'épuiser. Elle avait

« longtemps produit du blé sans faire ou tenter la
« moindre restitution des éléments de fécondité que
« chaque récolte mobilisait. Les rendements se sta-
« bilisaient à 8 pour 1, les grains dégénéraient,
« devenaient petits, durs, cassants, leur composi-
« tion chimique changeait, la meunerie payait
« moins cher des blés ayant une moindre valeur
« industrielle. L'avenir était sombre. Devant cette
« menace, les terres fatiguées furent laissées en
« friche, sur le sol épuisé par les céréales poussè-
« rent abondamment des légumineuses, des chico-
« racées. Pour faire consommer ces fourrages, on
« éleva des animaux et la fortune revint » (1).

Il en serait certainement de même pour nombre de régions de l'Algérie où la culture céréalière est déficitaire.

*
**

Protection et restauration des pâturages.

Ne serait-il pas possible aussi de protéger et d'améliorer les pâturages du « Pays du Mouton » ? On a souvent signalé le danger du déboisement, on a souvent déploré le recul incessant de la forêt, même depuis l'occupation française. S'est-on suffisamment préoccupé de la disparition progressive des pâturages ? Le danger est pourtant du même ordre, je dirai même qu'il est plus grave, puisqu'il s'agit d'une phase plus avancée d'un même processus. « La forêt fait place à la brousse, la brousse à « la végétation herbacée, la végétation herbacée au

(1) TROUETTE, Article de *La Dépêche Algérienne* du 24 mai 1932. *La question ovine en Algérie.*

« sol nu, qui finit par être lui-même arraché et qui
« devient la proie du vent et des agents atmosphé-
« riques » (1).

L'administration algérienne s'est rendu compte de cette situation, en ce qui concerne les peuplements d'alfa, menacés de dégradation rapide et que l'on s'efforce de protéger : chaque année, le Gouverneur Général détermine par arrêté, les zones alfa-tières exploitables et celles qui doivent être respectées dans l'intérêt de la conservation du peuplement et fixe, pour les premières, les quantités maxima d'alfa vert pouvant être extraites. Cette protection s'est révélée efficace et doit être continuée.

Il est temps aussi de songer à protéger sérieusement les pâturages, si l'on veut éviter leur très rapide épuisement. « La vaine pâture telle qu'elle
« est pratiquée, dans toute l'Algérie du Sud, per-
« met aux animaux de consommer, au fur et à
« mesure de leur végétation, les feuilles des plantes
« les plus savoureuses avant même qu'elles aient
« pu développer leur système racinaire et cons-
« tituer leurs réserves » (2). Les meilleures plantes disparaissent peu à peu et il ne subsiste bientôt que les espèces les plus grossières peu goûtées du bétail. La production fourragère diminue, dans ces conditions, d'année en année et on aboutit au surpeuplement des pâturages qui conduit lui-même à la destruction insensible mais inéluctable des parcours.

« L'unique remède à cette situation est la sup-

(1) BERNARD et LACROIX, 1906. *L'évolution du nomadisme en Algérie* (déjà cité), page 43.

(2) *Congrès du Mouton*, page 328 : VELU : *L'alimentation au Maroc*.

« pression de la vaine pâture. Il faut laisser à
« l'herbe jeune le temps de former ses racines qui
« lui permettront de se développer et de fixer le
« sol, il faut permettre à l'herbe adulte de pro-
« duire des graines, qui lui permettront de se rese-
« mer, et cela n'est possible que par l'abandon tem-
« poraire, régulier des parcours, par la rotation des
« pâturages, laquelle n'est réalisable que par la
« clôture ou la création de zones de mise en
« défens » (VELU). La clôture est utilisée dans
tous les pays d'élevage soumis à la domination bri-
tannique et elle y a donné de merveilleux résultats;
il n'est pas interdit d'espérer qu'un jour ou l'autre,
des éleveurs européens s'intéresseront enfin à l'éle-
vage du mouton en Afrique du Nord et lui appli-
queront les méthodes d'utilisation rationnelle des
pâturages qui ont fait leurs preuves en Australie
ou en Afrique australe ; l'exemple est contagieux
et les indigènes ne refuseront plus alors de se con-
former, si on leur en montre les avantages, dans
leur propre pays, à cette nouvelle modalité d'utili-
sation du sol. La création de « zones de mises en
défens » c'est-à-dire la division des terrains de par-
cours en parcelles numérotées et délimitées, rigou-
reusement interdites au bétail, à tour de rôle, pen-
dant le temps nécessaire à leur restauration, n'est
pas non plus impossible à réaliser en Algérie. On
pourrait notamment, pour débiter dans cette voie,
mettre en défens des pâturages se trouvant dans des
terrains domaniaux ou communaux. « Il est cer-
« tain, dit M. ROLLAND (1), que les pâturages ainsi
« traités, se reconstitueraient rapidement ; je con-
« nais un domaine de 10.000 hectares dans le Pays
« du Mouton, où les pâturages ayant été gardés,

(1) ROLLAND : Rapport présenté à la Commission de
l'élevage, 1931.

« se sont couverts d'une végétation abondante et « excellente ». Je me rends parfaitement compte des difficultés qu'on rencontrera le jour où l'on se décidera vraiment à mettre ces mesures en pratique, mais il faut bien se dire qu'elles seules sont susceptibles de sauver le « Pays du Mouton » et d'empêcher sa transformation certaine et à plus brève échéance qu'on ne le pense, en un vaste désert.

Lorsque les pâturages actuels seront ainsi, grâce à la rotation, protégés, il ne sera pas impossible de songer à leur amélioration et même à leur extension.

« De simples hersages, en pulvérisant les couches « superficielles, suffisent souvent à obtenir à cet « égard de remarquables résultats. Au Pays du « Mouton, le sol dur, tassé, se laisse difficilement « pénétrer par l'eau de pluie. Le soleil a le temps, « dans ces conditions, de prélever sa large part, « aidé en cela par les vents et la siccité atmosphé-
« rique ; d'autre part, la compacité du terrain per-
« met aux phénomènes capillaires de s'exercer
« avec activité et de déterminer, des profondeurs
« vers la surface, un mouvement ascensionnel
« d'humidité au détriment des réserves souterrai-
« nes » (1).

En maintenant le sol constamment meuble, par de simples grattages superficiels, on peut diminuer ces inconvénients, car, d'une part, on favorisera ainsi l'infiltration des eaux, d'autre part, on atténuera considérablement les phénomènes de capillarité. Le terrain, emmagasinant ainsi une plus

(1) BENDANOU : Note d'avril 1932. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

grande quantité d'humidité, produira une végétation herbacée plus abondante. M. ROLLAND, dans son rapport présenté le 7 juin 1932, à la Commission de l'Elevage (1), écrit : « En ce qui concerne l'amélioration des pâturages, il faudrait dans nombre de peuplements de « chiech », d'armoïse blanche, par exemple, faire passer des herbes écrouteuses qui, traînées par des tracteurs, briseraient la croûte du sol et permettraient aux eaux de pluies de mieux pénétrer et de favoriser ainsi le développement de la végétation des pâturages. Des essais répétés nous ont fourni d'heureux résultats ».

M. le Docteur BENDANOU, vétérinaire à la Direction des Territoires du Sud, a publié, sur cette question plusieurs notes très documentées (2). « Se fait-on, dit-il, une idée de la quantité considérable de graines qui, emportées par le vent, poursuivent sans but leur course vagabonde, vont choir dans les ravins, d'où les eaux torrentielles les entraîneront irrémédiablement vers la mer ? Les reliefs du sol et les obstacles divers que les graines rencontrent sur leur chemin (cailloux, mottes, rhizomes, crevasses, remblais, dépressions) n'en arrêtent qu'une partie, le reste est perdu pour la végétation ». M. le Docteur BENDANOU, pense que l'on peut, à cet égard, domestiquer l'action du vent, actuellement néfaste : « en ameublissant les surfaces des parcours, on offrira aux graines la surface tourmentée nécessaire où elles viendront choir, acquiescer la fixité, germer et essaimer ».

Il est certain que l'intervention de l'homme peut

(1) Archives de la Commission de l'élevage et des points d'eau.

(2) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

efficacement s'exercer à cet égard ; dans certaines régions de la Tunisie, on a créé de véritables pépinières de plantes du pays pour recueillir les graines à maturation et les semer dans des terrains préalablement préparés. Un effort peut être fait en ce sens en Algérie ; les procédés préconisés par le Docteur BENDANOU permettront, en collectant sur des espaces restreints un nombre considérable de graines, de densifier les herbages déjà existants. Une fois que l'on aura obtenu en un point donné une surface herbeuse, assez dense, « on pourra « créer autour de cette surface, une zone concentrique plus ou moins étendue dont le sol, primitivement lisse et tassé, sera remué superficiellement et transformé en surface ameublie et tourmentée où les graines viendront choir et germer ». Nous avons, dans le Sud algérien, une flore admirablement adaptée aux conditions du milieu steppien ; il faut conserver cette flore et la développer. Les méthodes ci-dessus indiquées peuvent permettre, si elles sont mises en pratique avec persévérance, d'obtenir une amélioration très sensible et une extension des pâturages du Pays du Mouton. Sans doute n'arrivera-t-on pas à des résultats décisifs et formidables dès la première année ; il faudra du temps, beaucoup de temps, de la patience, de la ténacité. Mais l'enjeu en vaut la peine car c'est du succès d'une telle tentative de conservation et de restauration des pâturages que dépendent toute l'industrie pastorale algérienne et toute la vie du Sud algérien.

M. MATHIEU, Président de la Commission de l'Élevage et des Points d'Eau, pense qu'il faut sans tarder s'engager dans cette voie et, à la date du 22 juin 1932, écrit au Chef de la Colonie : « La Commission demande la mise en pratique, dans les

« communes de Chellala, de Bou-Saâda, d'Aïn-
« Boucif et de Sidi-Aïssa, de procédés mécaniques,
« tels que les hersages superficiels qui ont apporté
« dans la région de Saïda des améliorations appré-
« ciables dans certains pâturages où ils ont été
« employés. Elle signale que le chieh est une plante
« providentielle dont la culture devrait être pro-
« pagée et elle estime, avec M. le Conservateur des
« Forêts, qu'en faisant du dry farming bien conçu
« dans les peuplements de chieh, on pourrait amé-
« liorer cette végétation ».

On a préconisé aussi l'acclimatation, dans les Territoires du Sud, de plantes étrangères. Aucun moyen ne doit évidemment être négligé pour résoudre le problème de l'alimentation du cheptel ovin, et l'on doit notamment suivre avec intérêt les essais tentés au Maroc en vue de l'introduction de nouvelles espèces végétales, telles que les Napier Grass et les Rhodes Grass. Il ne faudrait pas cependant que ces expériences concernant des variétés étrangères viennent ralentir les efforts que l'on doit déployer pour le développement de la flore locale, car cette flore a le grand avantage d'être déjà adaptée au pays tandis que l'implantation de nouvelles espèces ne pourra se faire qu'au prix d'adaptations coûteuses sinon aléatoires.

*
**

Constitution de Réserves Fourragères.

Il pourra se faire que, malgré la rotation des pâturages, malgré les efforts faits en vue de leur amélioration et de leur extension, ces pâturages soient, à la suite d'un hiver trop rigoureux ou d'un

été trop sec, insuffisants pour nourrir la totalité du cheptel ovin de l'Algérie du Sud. Il sera prudent, en prévision d'une telle éventualité de constituer, en des points judicieusement choisis des réserves fourragères, où les troupeaux pourront venir se ravitailler. Pour constituer de semblables réserves, on aura recours aux cultures fourragères, irriguées ou non.

Nous avons signalé que de nombreux colons se livrent, en lisière du Tell, à la culture des céréales, dans des régions où les rendements sont insuffisamment rémunérateurs ; de même, dans le pays du mouton, les indigènes font, chaque année, plus ou moins de cultures céréalières pour obtenir du blé ou de l'orge. Ces cultures ne donnent tous les cinq ou six ans qu'une récolte généralement médiocre, du 4 pour 1 en blé, du 6 ou 7 pour 1 en orge ; pendant les autres années, les récoltes en grains sont nulles, ce qui explique d'ailleurs que les emblavures dans le Sud subissent d'énormes variations.

Malgré ces rendements toujours faibles, et le plus souvent nuls, colons et indigènes continuent cependant à cultiver des céréales pour en obtenir du grain. Pourquoi n'abandonneraient-ils pas les cultures céréalières pour les cultures fourragères ? Les cultures céréalières ont généralement assez d'eau pour arriver à un développement herbacé convenable ; presque tous les ans, en mars ou avril, les champs ainsi cultivés, présentent une magnifique végétation herbacée. Ce n'est que plus tard, au moment où l'épi doit se former que la sécheresse persistante vient généralement anéantir une récolte qui se présentait d'abord sous un aspect favorable. Dès lors, au lieu de s'acharner à obtenir des grains qui ne parviennent que rarement à maturité, pour-

quoi ne pas récolter les céréales en vert, et faire des fourrages qui, mis en réserves, constitueront une excellente alimentation pour sauvegarder l'existence de la plupart des troupeaux durant les périodes de sécheresse ? M. ABADIE est entièrement de cet avis (1) : « Il existe, écrit-il, à la limite
« septentrionale du Pays du Mouton, de vastes
« étendues de terrains chimiquement et organique-
« ment aptes à la culture, mais où les récoltes de
« céréales ne viennent généralement pas en raison
« des variations extrêmes de température (gelée
« ou sirocco) qui se manifestent au printemps ;
« seules, la formation et la maturation des grains
« ne s'achèvent pas.

« Il y a là, de la part de la nature, une indica-
« tion dont il faut tenir compte : où la céréale
« n'arrive pas à terme, le fourrage cultivé, qui
« forme un stade de son évolution, peut fort bien
« venir ; l'expérience en a été faite par endroits
« et a été concluante.

« La culture de plusieurs espèces pourra être
« tentée mais celle du fourrage d'avoine (mêlé,
« si la pratique l'indique, avec des vesces ou du
« seigle) est une de celles qui donnera les meilleurs
« résultats ».

M. Julien GAUTHIER, Ingénieur agronome, cité par ABADIE, indique que « la végétation de l'avoine est
« presque toujours bonne jusqu'au moment où elle
« met l'épi ; c'est à partir de ce moment que sur-
« viennent les accidents d'échaudage qui compro-
« mettent si souvent son rendement de grain,
« aussi y a-t-il avantage à la couper verte, le grain

(1) M. ABADIE : *La Politique du Mouton dans les Hauts-Pays algériens* (déjà cité), page 149.

« à peine formé et à la transformer en fourrage
« sec ».

La Commission de l'Elevage a adopté à cet égard
un vœu proposé par M. TROUETTE et ainsi conçu :

« L'expérience désastreuse des cultures céréali-
« fères au-delà de la lisière nord des Hauts-Pla-
« teaux doit nous faire conclure que la colonisa-
« tion française céréalicole ou viticole a atteint la
« limite de ses possibilités.

« La colonisation de l'Algérie doit cependant se
« poursuivre vers le Sud, mais en substituant, là où
« c'est possible, le pasteur au céréalicole et notam-
« ment la culture fourragère au blé.

« Nous devons démontrer pour cela à l'indigène
« l'avantage pour lui de faire des fourrages, dont
« la récolte sera plus régulière que celle du blé, la
« production ou la conservation d'un mouton étant
« l'équivalent d'un quintal de blé.

« Pour cela, des moniteurs dépendant du Service
« de l'Elevage pourront, comme collaborateurs, de
« l'autorité locale, être installés dans ce pays pour
« l'enseignement et la direction à donner pour une
« pratique plus rationnelle de l'Elevage et de la
« Culture fourragère (1).

Ces avis autorisés suffisent à démontrer que la
production de fourrages, à titre de nourriture com-
plétive éventuelle est parfaitement possible dans le
Pays du Mouton. Et les surfaces susceptibles d'être
consacrées à ces cultures fourragères sont suffisam-
ment vastes pour que l'on puisse espérer, grâce aux
réserves qui seront ainsi constituées, mettre la pres-

(1) *Commission de l'élevage et des points d'eau*. PV. de
la séance du 17 février 1932.

que totalité du cheptel ovin à l'abri de la disette ou de l'insuffisance nutritive.

Ces fourrages, une fois séchés, seront en effet conservés soit en meules recouvertes de tuf ou de terre mélangée d'alfa (1), soit par un procédé d'ensilage (2).

Je sais que des objections ont été faites contre la constitution de réserves fouragères ; on a dit, notamment : « Mais ces fourrages mis en réserve « risquent d'être perdus et de se pourrir, si la « disette ne se produit pas ». A cela, je répondrai, d'abord qu'il est quelque peu paradoxal de redouter une surabondance d'alimentation dans un pays où c'est bien plutôt l'insuffisance de nourriture qui a toujours été et qui est encore à craindre ; il faut remarquer d'autre part qu'il n'est pas impossible de conserver des fourrages durant plusieurs années : l'atmosphère de l'Algérie du Sud est toujours sèche, même en hiver, donc très favorable à une conservation prolongée ; enfin, on pourra toujours, si on le veut, renouveler les réserves chaque année, en faisant régulièrement consommer, même si aucune disette ne se produit, celles de l'année précédente ; cette façon de faire aura même le grand avantage de « permettre la répartition de l'engraissement « sur toute l'année, de façon à ne pas encombrer « et alourdir le marché français par des arrivages « simultanés trop considérables »(3).

(1) ROLLAND : *Rapport présenté à la Commission de l'élevage*.

(2) ABADIE : *La Politique du Mouton dans les Hauts-Pays algériens* (déjà cité), page 150.

(3) TROUETTE : *L'élevage algérien*, Alger 1914, F. Montégut, éditeur, 12, rue Chartras, Alger, page 13.

Les réserves alimentaires seront surtout produites, comme nous venons de le voir, sur des terrains non irrigués qui constituent l'immense majorité dans le Sud algérien, mais si les terres irriguées constituent l'exception, on ne doit cependant pas négliger de les utiliser, pour la production de cultures fourragères à grand rendement (luzerne, betteraves, bersim, etc...). Déjà des expériences ont été tentées dans certaines régions ; l'administrateur de Sidi-Aïssa notamment signale que, dans sa commune mixte, « un barrage vient d'être construit, « qui, malgré quelques imperfections, assure l'irrigation rationnelle de 1.300 hectares, et il envisage que d'ici 5 ou 6 ans, les éleveurs de la région « disposeront de plus de 25.000 hectares de très « bons pâturages irrigués ». Pour l'instant, « l'indigène se borne, dit-il, à cultiver comme dans le « passé uniquement des céréales, mais tout m'autorise à croire qu'avant peu l'éleveur consacrera « une partie de ses terres irrigables à la production de fourrages artificiels » (1).

La station de Tamdit possède une dizaine d'hectares de luzernières irriguées. La zone des chotts oranais et notamment la région comprise au nord du chott Chergui, entre le Kreider et l'Aïn-Skrouna, paraît offrir des possibilités très étendues d'irrigation ; certains puits pourraient donner, soit par jaillissement naturel, soit par pompage, des débits de l'ordre de 30 à 60 litres par seconde et par puits, ce qui permettrait l'irrigation de 30 à 60 hectares de luzernes et la création de plusieurs stations dans le genre de celle de Tadmit.

(1) Rapport de l'Administrateur de Sidi-Aïssa du 9 février 1931.

L'Administration envisage également la création, à proximité de certains points d'eau à gros débit, à Aouinet-el-H'Mir, par exemple, dans le territoire de Ghardaïa, de centres de cultures fourragères irriguées ; l'étude de ces projets nécessitera cependant un délai assez long, car avant d'engager des dépenses d'un ordre élevé, il est nécessaire de déterminer la valeur du débit et la qualité de l'eau, la nature des parcours qui en dépendent, l'étendue des terres à livrer à la culture irriguée, le degré de salure du sol et de l'eau, la nature juridique des terres à mettre en culture, etc... Certains techniciens ont également émis l'idée que la Colonie aurait peut-être avantage à développer les cultures fourragères dans les régions qui vont être desservies par les grands barrages-réservoirs en cours de construction en Algérie ; la question pourra être envisagée, il me semble pourtant a priori que ces cultures ne sont pas suffisamment rémunératrices pour amortir rapidement le capital très important investi dans des ouvrages de cette nature.

En tous cas, tous les moyens réalisables doivent être mis en œuvre pour augmenter — ce qui est, à mon avis, possible — la production fourragère de ce pays, car on ne saurait trop le répéter, l'amélioration de notre élevage ovin est fonction de l'alimentation des animaux.

*
**

Avant d'en terminer avec le problème de l'alimentation, je dois signaler quelques suggestions faites par certaines personnalités compétentes et qui me paraissent de nature à améliorer au moins partiellement la situation.

M. TROUETTE préconise (1) l'utilisation, pour la nourriture des ovins, de l'alfa qui occupe d'immenses étendues. Les feuilles de cette plante sont généralement dédaignées par les moutons, car elles sont coriaces, et dures à la mastication, mais si on prend soin de les broyer préalablement, elles fournissent une nourriture suffisante et bien acceptée par les animaux, ainsi que l'a démontré une expérience tentée à l'Institut agricole de Maison-Carrée. Des machines à broyer existent en Amérique et en Suisse ; comme les peuplements de cette plante sont répandus dans tout le Pays du Mouton, que sa récolte et son traitement entraîneraient peu de frais, il paraît possible d'installer, en certains points convenablement choisis, des usines de broyage qui, en cas de disette mettraient à la disposition du troupeau une nourriture assimilable, peu coûteuse et abondante.

M. PIEDALLU (2), Directeur adjoint du service botanique d'Algérie, pense que l'on pourrait utiliser, pour la nourriture des ovins, des sarments de vigne préalablement broyés et mélangés avec de la mélasse au moment de l'usage.

Les cactacées et notamment l'*Opuntia inermis* (Figuier de Barbarie inermis) peuvent aussi être d'un grand secours dans l'alimentation du bétail. Très résistante à la sécheresse, cette plante est très appréciée des moutons et ses feuilles épaisses ou raquettes sont en même temps une réserve aqueuse et alimentaire très appréciable. En la cultivant au bord des routes, dans des terrains inutilisés, pier-

(1) *Congrès du Mouton* (déjà cité), page 382.

(2) PIEDALLU : Note rédigée en 1932. (Archives de la Direction des Territoires du Sud).

reux, on pourrait constituer d'immenses réserves sans avoir besoin de magasins pour les conserver. Le Maroc a déjà fait des plantations très étendues de ce végétal ; en Tunisie, de nombreux propriétaires possèdent des champs de cactus de plusieurs hectares qui leur procurent des bénéfices appréciables, soit qu'ils vendent les plantes coupées, soit qu'ils louent tout ou partie de leur terrain comme pâturages, dans certains cas, une prime est même allouée pour encourager le développement de cette plante. En Algérie, il en existe plusieurs plantations, notamment dans la région de Jemmapes et aux environs de Ténès ; une plantation de grande étendue de cactus inerme est en voie de constitution en vue de l'alimentation du bétail, sur un terrain domanial de 750 hectares du douar M'Karta, dans la commune mixte des Maâdid. Malgré sa croissance relativement lente, cette plante est particulièrement précieuse et sa culture doit être développée ; à signaler que le chiendent se multiplie rapidement parmi les cactus, ce qui vient encore augmenter la réserve de nourriture.

Certains éleveurs demandent enfin que l'accès de certaines forêts soit ouvert aux troupeaux. Il s'agit là d'une question épineuse, car il est absolument nécessaire de sauvegarder les boisements et même de les développer et il est à craindre que, si l'on y laisse pénétrer les bergers et leurs ovins, les arbres n'aient à en souffrir grandement. L'article 71 de la loi du 21 février 1930 permet, à titre exceptionnel l'ouverture des forêts au pacage des animaux. M. ROLLAND, pense (1) que l'on pourrait généraliser cette mesure et autoriser l'introduction des

(1) ROLLAND : Rapport présenté à la Commission de l'élevage.

moutons dans certains peuplements où, à son avis, ils ne font pas de mal. Il déclare avoir vu notamment chez M. JAILLET à Saïda, des peuplements de pins qui, ouverts aux ovins, étaient plus beaux que d'autres peuplements voisins mis en défends.

M. DE BEAUCCOUDREY, directeur adjoint des forêts qui a représenté l'Algérie à la Conférence internationale du liège réunie à Lisbonne du 17 au 22 octobre 1932, signale dans son rapport de mission (1) que les Portugais et les Espagnols ont, pour l'exploitation, des conceptions totalement différentes des nôtres.

« Les forêts de chêne vert et de chêne-liège se
« présentent dit-il, sous l'aspect d'immenses ver-
« gers. Partout où la nature du sol le permet, on
« pratique un labour ou une culture des céréales
« tous les 6 ou 9 ans, une taille appropriée des
« arbres permet d'obtenir régulièrement des glan-
« dées très abondantes qui font vivre de nombreux
« troupeaux de porcs et de moutons. Malgré le
« pâturage, la régénération est parfaitement assu-
« rée, la culture et le débroussaillage ont l'avan-
« tage de supprimer complètement les incendies
« et contrairement à une opinion qui a trait en
« Algérie, ces pratiques paraissent influencer favo-
« rablement la qualité du liège, tout en permet-
« tant d'obtenir des rendements à l'hectare quatre
« ou cinq fois supérieurs à ceux que nous avons
« ici ».

La Direction des Forêts a décidé de mettre à l'étude ces méthodes sur certains points de la Colo-

(1) Archives de la Direction des forêts.

nie. Il est évident que si le résultat est favorable, ce peut être une véritable révolution dans l'aménagement des forêts algériennes et l'élevage pourra gagner, dans cette transformation des méthodes jusqu'ici en vigueur, une formidable réserve de nourriture.



Cliché Ofalac.

Moutons au pâturage dans la région de Laghouat



Cliché Ofalac.

Troupeau au point d'eau d'El-Ghor (région de Bedeau)
(On remarquera le mauvais état d'entretien du point d'eau)

DEUXIÈME PARTIE

La Coopération en Algérie Les possibilités de son application à l'élevage du mouton

AVANT-PROPOS

A la lumière des indications données dans la première partie de cette étude, n'est-il pas permis de conclure que le problème de l'élevage ovin en Algérie n'est pas insoluble et qu'avec de la méthode, de la patience et de la persévérance, on doit arriver à trouver les formules qui, mises en application, donneront à l'industrie pastorale, la sécurité qui lui est indispensable pour se développer normalement dans l'Algérie du Sud ? Des résultats très satisfaisants ont déjà été obtenus, nous l'avons vu, dans l'amélioration de la race, grâce à la sélection, ainsi que dans la lutte menée contre les maladies parasitaires du mouton. Je crois avoir démontré que la question des abris, comme celle de l'eau et de l'alimentation comportent elles aussi des solutions qui, convenablement appliquées, permettront, j'en suis certain, de mettre notre cheptel ovin à l'abri des catastrophes qui l'atteignent périodiquement.

Il faut évidemment, pour cela, réaliser une organisation méthodique, suivant un plan d'ensemble nettement tracé et ne pas agir au petit bonheur, selon la fantaisie du moment, comme on l'a trop fait jusqu'ici. Il faut bien se convaincre que toutes les questions qui intéressent l'élevage ovin sont absolument solidaires les unes des autres et qu'il est par exemple, tout à fait inutile de s'efforcer d'améliorer la race ou d'entreprendre la lutte contre les maladies contagieuses si, en même temps, on ne

s'inquiète d'assurer, en toute saison, aux animaux la boisson et la nourriture en quantité suffisante ; de même la création de points d'eau ne se comprend que si, auprès de chacun d'eux, les troupeaux sont certains de trouver les pâturages ou, en cas de sécheresse prolongée, les réserves fourragères indispensables à leur subsistance.

D'excellents esprits ont effectivement pensé que toutes les questions qui intéressent l'élevage ovin devaient être intimement liées et ont préconisé la création dans tout le pays du mouton d'un réseau plus ou moins dense de « centres moutonniers ». « Un centre moutonnier, indique M. MATHIEU, est « une sorte de grande ferme modèle située, autant « que possible, sur la route de transhumance, ou- « verte à tous les transhumants et où les troupeaux « pourront s'abreuver, se nourrir et recevoir des « soins vétérinaires ». Chacun de ces centres que les uns dénomment aussi « ports moutonniers » (1), d'autres « stations moutonnières et d'approvisionnement » (2), d'autres encore « centres de cultures pastorales et d'élevage » (3), comporterait d'abord un point d'eau, d'un débit suffisant et pourvu de tous les aménagements nécessaires : abreuvoirs, systèmes de puisage et de pompage, etc... ; auprès du point d'eau, on trouverait des installations pour les bains antiparasitaires, pour la clavelisation et les traitements prophylactiques ainsi que des locaux pour la tonte et des magasins pour la laine. Le centre s'occuperait aussi de la production de fourrages et de la constitution sur

(1) Général DUJONCHAY : Lettre à la Commission de l'élevage du 28 avril 1932. Dr. BENDANOU, note d'avril 1932.

(2) Dr. ALQUIER, note du 10 avril 1932.

(3) ROLLAND : Rapport à la Commission de l'élevage.

place, pour y être consommées, en cas de sécheresse prolongée et d'épuisement des pâturages, de réserves alimentaires pour les ovins. Le centre se chargerait aussi de l'entretien des points d'eau situés dans sa sphère d'action et pourrait s'efforcer d'instaurer dans les régions voisines une politique de rotation et d'amélioration des pâturages.

M. le Général DUJONCHAY cite le cas de l'Australie qui, « lorsque cette formule y fut mise en application, vit décupler son cheptel ovin ». Il ne faut pas, je crois, s'attendre en Algérie à des résultats aussi brillants, car les conditions sont quelque peu différentes, mais ne parviendrait-on qu'à doubler ou tripler l'effectif du troupeau — ce qui n'est pas impossible — qu'il conviendrait déjà de se féliciter !

Cette formule exigera malheureusement un effort financier très important ; le général DUJONCHAY et le docteur ALQUIER estiment que, pour l'installation convenable d'un centre moutonnier, il faut prévoir une dépense d'environ un million de francs. La Colonie ne refusera certainement pas de faire l'essai de cette formule et M. MATHIEU, président de la Commission de l'Elevage, envisage l'institution, aux frais du Gouvernement Général, de quatre centres moutonniers (un dans chaque département et un dans les Territoires du Sud) à Taguin, Biskra, Saïda et près de Laghouat.

Mais ne serait-il pas opportun que les éleveurs intéressés, suivant l'exemple de la Colonie, dont l'action comme les ressources financières sont forcément limitées, se décident à contribuer aux dépenses de mise en valeur du Pays du Mouton ? On peut dire sans exagérer que tout où à peu près tout ce qui a été créé, dans l'Algérie du Sud, depuis

l'occupation française est l'œuvre de l'Administration ; l'initiative privée, qui, pourtant, a si magnifiquement réussi dans le Tell, s'est presque entièrement désintéressée de ces vastes régions steppiennes.

En ce qui concerne notamment l'élevage du mouton, n'est-ce pas l'Administration qui a mis à l'essai les divers procédés d'amélioration de la race, qui a démontré la supériorité dans le sud algérien de la sélection sur le croisement, qui a fondé la station de Tadmit pour fournir aux éleveurs de bons géniteurs ? N'est-ce pas elle qui a entrepris, souvent contre la volonté des éleveurs indigènes, la lutte contre les maladies parasitaires ? N'est-ce pas encore elle qui crée et entretient les points d'eau ? Loin de moi la pensée de vouloir regretter l'effort ainsi accompli et qui, en maintes circonstances, a été utile. L'Administration a bien fait de donner l'exemple — c'était d'ailleurs son devoir — mais encore faudrait-il que cet exemple, pour ne pas rester vain, soit enfin suivi. Il faudrait en finir avec cette mystique qui consiste à demander chaque jour à l'Etat-Providence de nouveaux services pour lesquels il n'est d'ailleurs pas fait et à lui reprocher en même temps — avec juste raison, il faut le reconnaître — d'accabler le contribuable sous des charges fiscales sans cesse accrues !

« A l'heure même où l'Etat est obligé d'intervenir
« sur des terrains nouveaux, disait plus éloquem-
« ment un de nos hommes d'Etat, il cherche
« à tatons la définition de sa fonction. Il voit,
« chaque jour, s'opposer davantage son volume
« et son pouvoir. Plus augmente sa mission légale
« et plus diminue son autorité effective. Plus on
« exige de lui et moins on le sert. Or, l'Etat démo-

« cratique doit être un Etat fort, s'il entend défen-
« dre, comme il le doit, ces deux représentants de
« l'intérêt général, qui s'appellent le contribuable
« et le consommateur. A devenir un Etat-Provi-
« dence, un guichet ouvert aux sollicitations et aux
« menaces des intérêts particuliers artificieusement
« groupés, l'Etat perd son caractère et sa raison
« d'être ».

« Il faut, en d'autres termes, ramener l'Etat à
« ses tâches essentielles qui sont celles dépassant
« les facultés d'action du citoyen ou des citoyens
« associés et groupés : défense nationale, grands
« transports, police, justice, instruction publique
« générale, etc... » (1).

Pour en revenir — c'est le cas de le dire — à nos moutons, qui ne voit que le Gouvernement Général, s'il doit, par tous les moyens en son pouvoir, favoriser cet élevage, poursuivre par exemple, comme il l'a fait jusqu'ici les recherches nécessaires pour démontrer à l'éleveur quelles sont les meilleures méthodes d'amélioration de la race ou de protection contre les maladies parasitaires, ou faire procéder à une étude détaillée par les techniciens compétents, du sous-sol algérien et de ses richesses en eau, pour être en mesure d'indiquer à l'éleveur où celui-ci peut espérer trouver le précieux liquide, qui ne voit, dis-je, qu'il sortirait par contre fâcheusement de son rôle, s'il s'avisait de se transformer lui-même en éleveur ? Or, n'est-ce pas un peu ce qu'il fait, lorsqu'il pratique, entièrement à ses frais, la vaccination des moutons ou lorsqu'il construit pour eux des abris ; lorsque, seul, sans aucune contribution des particuliers, il crée et

(1) *Excelsior*, n° du 25 juillet 1932.

entretient des points d'eau ? N'est-ce pas ce qu'il ferait encore, s'il se mettait, ainsi que certains le lui demandent, à constituer des réserves fourragères pour la nourriture des troupeaux en cas de disette ou à couvrir le pays d'un réseau de centres moutonniers ?

Tout cela, c'est surtout la tâche de l'éleveur qui peut, certes, dans les moments difficiles, demander à l'Etat un appui raisonnable qu'on ne lui refusera pas, mais qui doit d'abord, surtout et avant tout compter sur lui-même et sur son effort personnel.

On va me dire, je le devine, que les conditions d'existence du cheptel ovin dans les vastes étendues du sud sont telles qu'elles rendraient inefficace l'action de l'éleveur isolé. Je suis d'accord ; il est bien certain que le berger qui suit son troupeau, dans ses incessantes pérégrinations à travers la steppe, ne va pas songer à aménager le puits où il ne fait que passer, à améliorer les pâturages que broutent ses moutons, ou à constituer pour eux — d'ailleurs en quel point le ferait-il, puisqu'il ne sait pas où il sera le lendemain ? — des réserves fourragères.

Mais ce que l'éleveur isolé ne peut faire, pourquoi les éleveurs d'une même région, en se groupant, ne parviendraient-ils pas à le réaliser ? On a suffisamment vanté les vertus et les avantages de l'association pour que je puisse me dispenser d'insister à ce sujet. Il suffit d'ailleurs de jeter les yeux sur le Tell algérien pour se rendre compte des véritables miracles que la coopération y a produits. Les mêmes miracles ne pourraient-ils pas se rééditer dans le Pays du Mouton ? Des groupements, des syndicats, des coopératives d'éleveurs —

le nom importe peu — ne pourraient-ils pas, moyennant un léger sacrifice demandé à chaque associé, multiplier les points d'eau, améliorer les pâturages, produire des fourrages, constituer des réserves alimentaires, équiper les itinéraires de transhumance par la création de centres moutonniers, où les troupeaux seraient certains de trouver, en toute saison, les soins, l'eau, la nourriture, qui leur font trop souvent défaut, contribuer en un mot à résoudre ce problème de l'élevage ovin, posé depuis trop longtemps en Algérie et dont la solution n'a pas encore été trouvée parce qu'elle n'a été jusqu'ici recherchée que par l'Etat — dont ce n'est pas le rôle — ou par l'individu isolé — dont elle dépasse les trop faibles possibilités ? Seuls, à mon avis, le groupement, l'association, la coopération permettront d'obtenir dans le domaine de l'élevage des résultats intéressants, semblables à ceux auxquels est parvenue, grâce à ces procédés, l'agriculture algérienne.

Dans le premier chapitre de cette deuxième partie, je me propose précisément d'indiquer les résultats obtenus en Algérie par la coopération agricole sous ses diverses formes ; dans un second chapitre, j'examinerai les diverses tentatives faites en vue de l'utilisation de la formule coopérative dans le domaine pastoral ; enfin dans un troisième chapitre, je m'efforcerai modestement de conclure et de déterminer le rôle que peuvent jouer l'association et la coopération dans la mise en valeur et l'équipement du Pays du Mouton.

CHAPITRE PREMIER

La Coopération Agricole en Algérie

SECTION I. — *Les différentes formes de la coopération agricole*

La coopération peut se définir : le moyen, pour un certain nombre de personnes qui s'associent, de réaliser des économies par une entreprise commune ou de satisfaire plus économiquement, grâce à cette association, leurs besoins (1).

Le mouvement coopératif a pris, au cours de ces dernières décades, aussi bien dans l'agriculture métropolitaine que dans l'agriculture algérienne, un remarquable essor, qui s'est manifesté par la création de multiples syndicats agricoles, de caisses de crédit agricole mutuel, de caisses d'assurances mutuelles, enfin de sociétés coopératives agricoles proprement dites. C'est que la coopération agricole embrasse des formes très diverses d'associations,

(1) Rapport général de M. CRAMOIS : *VI^e Congrès de la Mutualité* : compte rendu général. Fédération de la mutualité coloniale et des Pays de Protectorat, 14, rue Oudinot, Paris, 1931.

que l'éminent professeur Charles GIDE répartit en trois groupes caractérisés (1).

Le premier type que l'on rencontre est le « syndicat agricole », qui est, en principe, une association groupant, sans distinction de classes, tous ceux, propriétaires, fermiers ou métayers que rapprochent les mêmes intérêts d'ordre professionnel. Je dis en principe, car si les syndicats agricoles, qui doivent leur existence à la loi du 21 mars 1884, n'ont bien été, à l'origine, que des associations militantes, des ligues ayant pour but la défense des intérêts des agriculteurs, ils ont peu à peu débordé de leur cadre et servent aujourd'hui, en outre, d'intermédiaires désintéressés entre les cultivateurs et les fournisseurs de gros pour l'achat des engrais, des semences, des machines agricoles. La loi du 12 mars 1920 est intervenue à cet égard pour rendre légal ce qui n'avait été jusque là qu'une tolérance et pour permettre aux syndicats — qui sont ainsi devenus légalement de véritables coopératives d'achat — de céder à leurs membres tous produits ou instruments utiles à l'agriculture. Administrés gratuitement, n'ayant pas de capital social à rémunérer, pouvant se procurer à un taux modéré, auprès du crédit agricole mutuel les ressources qui leur sont nécessaires, les syndicats agricoles ont pleinement réussi et ont rendu de grands services aux populations rurales. Aussi en compte-on en France plus de 12.000 réunissant 1.500.000 membres (1).

(1) Ch. GIDE : *Les Associations Coopératives Agricoles. Cours sur la coopération au Collège de France*, décembre 1924, mars 1925. Association pour l'enseignement de la coopération, 85, rue Charlot, Paris.

(1) VI^e Congrès de la Mutualité (déjà cité), page 109.

La Société coopérative agricole, qui est, pour M. GIDE, la seconde forme de coopération agricole, se propose de satisfaire les besoins similaires de ses associés par une entreprise commune. Le caractère essentiel des sociétés coopératives c'est d'être des associations de personnes et non des sociétés de capitaux.

Les sociétés de capitaux tendent surtout à réaliser un profit ; leur capital est constitué par des actions et les actionnaires cherchent uniquement un dividende aussi élevé que possible ou une plus-value de leurs titres. Les sociétés coopératives, au contraire, ne se proposent pas, comme but essentiel, de réaliser des bénéfices, mais de rendre à leurs membres les services qu'ils en attendent et pour l'obtention desquels ils se sont précisément associés. Leur capital est constitué par des parts, transmissibles seulement par voie de cession et avec l'agrément de la société ; les parts ne reçoivent qu'un intérêt limité — c'est le capital, dit M. Charles GIDE, qui est un salarié — et parfois même aucune rémunération.

Les « besoins à satisfaire » sont multiples en agriculture, et à cette diversité des besoins, correspond une semblable diversité dans le but que poursuivent les sociétés coopératives agricoles ; aussi distingue-t-on des coopératives d'achat, des coopératives de vente, des coopératives de production, des coopératives de crédit.

Les coopératives d'achat ne se sont guère développées en dehors des syndicats, puisque, nous l'avons signalé, ces derniers organismes sont arrivés, par simple tolérance d'abord, puis légalement depuis la loi de 1920, à se transformer pour une partie au moins de leurs attributions, en véritables coopératives d'achat.

Les coopératives de vente présentent pour le producteur des avantages évidents : l'association connaît mieux que le producteur isolé les marchés favorables et les moments les plus opportuns pour la vente ; elle peut organiser dans de meilleures conditions et à meilleur marché les transports des produits, elle supprime les intermédiaires, enfin, en offrant une garantie morale supérieure à celle que peut offrir un individu isolé, elle permet au produit qu'elle traite d'être plus apprécié de la clientèle et de trouver ainsi des débouchés toujours plus étendus. Aussi les coopératives de vente ont-elle pris, dans les pays étrangers, un très grand développement et notamment au Danemark pour la vente des œufs et du beurre, en Angleterre pour la vente du lait, des légumes et des fruits, au Canada pour la vente de la laine, aux Etats-Unis pour la vente du coton, en Allemagne et aux Etats-Unis pour la vente des blés.

La France est, certainement, de tous les pays celui où les sociétés de vente sont les moins nombreuses ; cela tient au caractère quelque peu individualiste du paysan français qui préfère aller discuter au marché le prix de vente de ses produits — néanmoins on trouve chez nous quelques coopératives de vente du lait en Lorraine, dans l'Aisne, dans les Charentes, quelques sociétés pour la vente des fleurs dans les départements méridionaux, quelques rares coopératives pour la vente des vins, deux ou trois coopératives de vente des blés dans l'Yonne et en Alsace.

Les coopératives de production ou de transformation des produits agricoles ont, par contre, obtenu un réel succès. Il en existait en 1925 en

France 3.800, réunissant environ 300.000 sociétaires (1).

Les coopératives pour la transformation du lait sont dans tous les pays de beaucoup les plus nombreuses. Des « fruitières », pour la fabrication du fromage existent dans les montagnes de la Savoie et du Jura, depuis le XVI^m^e siècle ; les laiteries coopératives pour la fabrication du beurre se sont propagées formidablement en Suisse, en Italie, au Danemark, ainsi qu'en France depuis 1880, surtout dans la région des Charentes et en Lorraine.

Des coopératives de vinification existent en Allemagne, dans les vallées de l'Ahr et de la Moselle, depuis 1869 ; en France, elles datent de 1910 et de la grave crise de mévente qui sévissait à ce moment sur les vins.

Il faut citer aussi les coopératives pour la fabrication de la farine et du pain ; on n'en trouve guère que dans les Charentes, terre d'élection de la coopération.

On doit mentionner encore l'existence en Allemagne et en Hollande de quelques coopératives pour la production du bétail, en Italie de coopératives pour l'élevage des lapins, en France de coopératives pour l'extraction de l'huile, et aussi des coopératives de distillation pour le marc de raisin, dans le Midi, pour la betterave, dans le Nord, des coopératives pour la transformation des fleurs en parfums dans la région de Grasse, etc...

Nous ne dirons que quelques mots des associa-

(1) Ch. GIDE : *Les Associations coopératives agricoles* (déjà cité), page 113.

tions de crédit — qui sont plutôt des mutualités que des coopératives — pour signaler le formidable développement pris par ces organismes dont l'origine remonte, en France à la loi du 5 Novembre 1894. Ce texte autorisait la constitution entre les membres des syndicats professionnels agricoles prévus par la loi de 1884 de sociétés de crédit agricole, pour faciliter ou garantir les opérations effectuées par les sociétaires. Ces sociétés ne pouvaient faire que des prêts à court terme et uniquement avec leurs ressources propres. Ce n'est qu'en 1899 qu'une avance de 40 millions, versée par la Banque de France au Trésor, en échange de son privilège d'émission, fut attribuée aux Caisses régionales de Crédit agricole qui purent ainsi intensifier leur action. La charte actuelle du crédit agricole est la loi du 5 Août 1920. Il existe une Caisse nationale, organisme central répartissant les avances de la Banque, des Caisses régionales et des Caisses locales, et le Crédit agricole peut faire des prêts à court terme (maximum 1 an, taux 4 à 5 %), des prêts à moyen terme (maximum 10 ans, taux 4 à 5 %), des prêts individuels à long terme (maximum 60.000 francs et 25 ans, taux 3 %) et des prêts collectifs à long terme (25 ans, taux 3 %).

En 1930, il existait en France 5.897 caisses locales groupant 433.317 sociétaires et 100 caisses régionales ; le total des prêts consentis par le Crédit agricole mutuel depuis sa création atteint 7 milliards de francs.

Il existe enfin un troisième type d'association : c'est l'association d'assurance mutuelle agricole, qui a pour objet de protéger ses membres contre les risques de toute nature : incendie, grêle, gelée, sirocco, epizooties, qui peuvent menacer la pro-

duction agricole, ou plutôt de les indemniser, lorsque cette production est anéantie ou même seulement diminuée par l'un des fléaux ci-dessus énumérés. L'assurance mutuelle est, en réalité, une forme d'entreprise et, à ce titre, pourrait parfaitement être considérée comme une association coopérative. On la classe cependant généralement à part, car elle est plutôt du domaine de la mutualité que de celui de la coopération proprement dite.

SECTION II. — *Le mouvement coopératif agricole en Algérie*

Le mouvement coopératif agricole a pris, depuis 30 ans, en Algérie, une formidable ampleur. Ce sont les caisses de crédit agricole mutuel qui sont à la base de ce développement. L'origine légale de ces caisses remonte à la loi du 5 Novembre 1894, commune à la Métropole et à l'Algérie. Cette loi ne donnait cependant à la nouvelle institution aucune dotation. Ce n'est que depuis 1901 que le crédit agricole algérien se vit attribuer des avances gratuites sur les versements imposés à la Banque de l'Algérie, en contre-partie de son privilège d'émission. Dès lors, les différentes formes de coopération et de mutualité agricole, crédit mutuel, sociétés coopératives, assurances mutuelles, syndicats, se soutenant les unes les autres, prirent un développement inespéré.

Les caisses de crédit agricole furent les institutions centrales de ce mouvement d'ensemble : dès 1914, il existait 41 caisses régionales groupant 269 caisses locales. Puis, grâce à l'appui du crédit mutuel, on assista à la naissance des premières sociétés coopératives ; en 1914, on comptait déjà,

en Algérie, 28 sociétés coopératives agricoles dont 16 caves coopératives, 3 coopératives cotonnières, 9 sociétés de matériel agricole. Les assurances mutuelles suivirent un développement parallèle, s'attaquant d'abord au risque grêle (1906), puis entreprenant l'assurance contre la mortalité du bétail (1910) et l'assurance incendie (1911). Les syndicats eux-mêmes ont bénéficié de l'extension du crédit mutuel.

Depuis la fin de la guerre, cet essor de la mutualité et de la coopération agricoles s'est affirmé. Il existe actuellement en Algérie, 30 caisses régionales de crédit agricole ; l'ensemble des prêts à court terme qu'elles avaient consentis atteignait, en 1929, la somme de 398 millions, sur lesquels les avances de la Colonie représentaient une somme de 25 millions, soit $1/16$ environ. On peut donc dire que le fonctionnement des caisses régionales algériennes repose en grande partie sur leurs dépôts et sur les facilités de réescompte qu'elles trouvent en banque. On a abordé, depuis 1929, le crédit à moyen terme (1 à 6 ans) et le crédit à long terme (10 ans et au-delà), mais il fallait, pour cela, résoudre la question des ressources ; le problème a été résolu par l'entrée en fonctionnement d'une Caisse foncière agricole dont le but est de fournir aux Caisses régionales, avec le concours de la Colonie, les fonds nécessaires aux prêts à long terme et à moyen terme. Cette caisse a reçu de la Colonie une première avance, à titre gratuit, de 18 millions ; il lui appartiendra ensuite de se procurer par des moyens appropriés, tels que l'emprunt, les ressources complémentaires dont elle aura besoin. L'Algérie est donc, actuellement, dotée d'une organisation complète et puissante de crédit agricole mutuel, qui doit lui permettre de donner aux diffé-

rentes branches de sa production l'impulsion nécessaire.

Il est bon de noter que l'on s'efforce de plus en plus de faire bénéficier les Indigènes des avantages du crédit agricole et que certaines caisses régionales font de nombreuses affaires avec eux.

Les caisses d'assurances mutuelles agricoles ont suivi un développement parallèle à celui des organismes de crédit agricole. Il existe à Alger, une Caisse centrale d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles, dont l'action s'étend non seulement sur l'Algérie mais aussi sur la Tunisie et le Maroc et à laquelle sont rattachées 34 caisses régionales qui assurent les quatre grands risques agricoles : incendie, grêle, mortalité du bétail, accidents du travail. Les cotisations ont atteint, en 1929, le chiffre de 19.000.000 de francs et la situation de la Caisse est des plus satisfaisantes.

Les syndicats agricoles ont suivi la même évolution qu'en France et sont peu à peu sortis de la fonction normale que leur assignait la loi du 21 Mars 1884, à savoir l'étude et la défense des intérêts généraux de la profession ; la loi du 12 Mars 1920 qui autorise les syndicats à effectuer des opérations d'achats en commun pour le compte de leurs membres, a été déclarée applicable à l'Algérie. Il existait, en 1930, 186 syndicats agricoles dans la Colonie, réunissant 22.575 sociétaires européens et 13.086 sociétaires indigènes. Deux fédérations syndicales, qui sont essentiellement des groupements professionnels d'étude et de défense : la Fédération des syndicats agricoles de l'Oranie, et l'Union des syndicats agricoles du département

d'Alger, groupent respectivement les syndicats des deux départements d'Oran et d'Alger. En outre, il existe à Alger une coopérative algérienne d'achats agricoles qui réunit les commandes d'une cinquantaine de syndicats des trois départements. Ses achats ont représenté en 1929 une valeur de 16 millions de francs. Elle a créé deux filiales qui méritent d'être signalées : la coopérative de sélection des pommes de terre d'Helbors et la coopérative des consommateurs de gadoues de la ville d'Alger.

Les coopératives de vente ne peuvent, en Algérie, faire l'objet d'une catégorie spéciale, car la plupart des coopératives de production et de transformation sont aussi des coopératives de vente telles les vinicoops et les tabacoops qui se chargent de l'écoulement des produits qu'elles ont traités. Il existe cependant quelques sociétés qui s'occupent uniquement de la vente mais elles sont peu nombreuses ; on peut citer quelques rares coopératives de vente de fruits, de vin, d'essence de géranium. En 1923, les principaux producteurs d'oranges et de mandarines de la région de Boufarik ont fondé, pour la vente de leurs produits, la coopérative des agrumes de la Mitidja. Après des débuts brillants, cette société a subi les effets, qu'il faut espérer passagers, de la crise de mévente.

Les coopératives de production ou de transformation des produits agricoles ont trouvé en Algérie une véritable terre d'élection. Il existait en 1930, 279 sociétés coopératives agricoles ayant obtenu l'aide financière de la Colonie (6 autres sociétés constituées sans avoir sollicité cette aide, présentent néanmoins un caractère coopératif). Les sociétés peuvent, suivant leur nature, se classer ainsi :

Caves coopératives :	
127	groupant 2.783 sociétaires
Docks à céréales :	
21	groupant 1.657 sociétaires
Tabacoops :	
3	groupant 9.125 sociétaires
Sociétés de matériel agricole :	
101	groupant 1.669 sociétaires
Sociétés diverses :	
27	groupant 1.490 sociétaires
279	au Total.

Les caves coopératives représentent le type le plus ancien de coopératives agricoles en Algérie. Elles rendent des services indiscutés et, entre autres, celui de permettre une bien meilleure vinification. Avant l'institution de ces organismes, la plupart des petits viticulteurs produisaient des vins défectueux ; aujourd'hui le commerce est le premier à reconnaître la bonne qualité générale des vins des caves coopératives et il les recherche. Un chiffre suffira à indiquer le développement incessant de la coopération en ce domaine : les 127 caves coopératives algériennes peuvent loger 1.627.000 hectos de vin. Signalons que les caves algériennes s'occupent de la vente des vins au commerce de gros, mais n'ont encore jamais abordé le problème de la vente directe aux consommateurs.

Les docks à céréales ont pour but essentiel de procurer à leurs adhérents un logement sûr pour leurs grains et des facilités de warrantage ; mais ces organismes se sont encore fort peu occupés d'organiser la vente collective des grains.

Trois tabacoops ont été créées en Algérie dans les régions où se pratique la culture du tabac : plaine de Bône, basse Kabylie, plaine de la Mitidja. Ces sociétés possèdent d'immenses entrepôts : ainsi celui d'Hippone peut recevoir dix millions de kilos de tabacs. Les tabacs des sociétaires reçus par la Société sont d'abord triés et classés, puis desséchés par fermentation, opération délicate qui demande à être surveillée de très près et que ne pourrait assurer aussi parfaitement un producteur isolé. Une fois secs, les tabacs sont mis en balles, toujours par catégories. Les tabacoops s'occupent aussi de la vente en commun des tabacs, en vue d'obtenir le prix maximum ; les planteurs n'ont d'ailleurs pas à attendre que la vente soit réalisée pour percevoir le prix de leur récolte ; ils sont payés au moment même de la livraison, à un taux fixé par experts ; à la fin de l'exercice, si les ventes ont été avantageuses, ils reçoivent, en outre, une ristourne. L'acheteur principal des tabacs algériens est la Régie française, mais les tabacoops se sont efforcées de conquérir le marché étranger et envoient leurs produits dans toute l'Europe ainsi qu'en Amérique et au Japon.

La Tabacoop de Bône ou Société coopérative des planteurs de tabac de Bône, poursuit, en outre, l'amélioration de la qualité des tabacs produits par les planteurs. Le Gouvernement Général de l'Algérie lui a, par décision du 6 juin 1923, confié la gestion de la station expérimentale de Barral ; la colonie a supporté les dépenses de premier établissement et a accordé des subventions durant les premières années ; depuis 1925, la moitié des bénéfices réalisés par la station sont versés à la Colonie — et il en sera ainsi jusqu'à complet remboursement des subventions qu'elle a consenties — l'au-

tre moitié est affectée, sous le contrôle de l'Administration et suivant un programme à établir au début de chaque campagne, au perfectionnement de la station et au développement de l'expérimentation concernant les cultures de la région intéressée. Des résultats très importants ont été obtenus, et les planteurs ont tendance à employer maintenant les semences sélectionnées obtenues par la Station. Le Gouvernement Général projette, dans ces conditions, la création, dans la région des Issers, d'une station semblable, qui serait confiée à la Société coopérative des planteurs de tabacs de la Kabylie ou Tabacoop Kabyle.

La culture du tabac a pris en Algérie, grâce à ces Tabacoops, une importance grandissante : la superficie cultivée en tabac dépasse 30.000 hectares et la production est d'environ 300.000 quintaux. Il est intéressant de signaler que, dans les trois tabacoops, les planteurs indigènes sont de beaucoup plus nombreux que les planteurs d'origine européenne.

Les coopératives de matériel agricole rendent de grands services aux petits cultivateurs qui, isolés, ne pourraient se procurer les appareils nécessaires à la mise en valeur rationnelle de leurs terres. On trouve en Algérie des coopératives de battages et des coopératives de bottelage, des coopératives de compression d'air pour les sulfatages, innovation récente dans la Mitidja, des coopératives de motoculture pour l'utilisation des tracteurs en commun, des coopératives de défoncement et des coopératives de labourage électrique.

Parmi les sociétés que l'on a groupées sous la rubrique « diverses », on peut citer des coopéra-

tives oléicoles, quelques coopératives cotonnières, quelques coopératives moutonnières créées dans la région des Hauts-Plateaux et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, une coopérative de sélection de pommes de terre de semences, fondée par un groupe de syndicats agricoles et possédant, à Helbors, dans le Finistère, une propriété où a été organisée, selon les méthodes scientifiques les plus modernes, la production et la sélection des semences de pommes de terre. Il faut signaler aussi les coopératives de colonisation qui se proposent d'acheter de grands domaines pour les répartir entre de petits ou moyens colons. Enfin, il y a lieu de citer la coopérative de main-d'œuvre de Chaïba, qui a pour but de recruter pour ses membres la main-d'œuvre flottante nécessaire à leurs travaux.

*
**

Les Associations syndicales. — Une autre forme d'association qu'il y a lieu de mentionner ici, c'est l'association syndicale prévue par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 et réglementée par les décrets des 21 décembre 1926 et 18 décembre 1927. Ce dernier texte définit l'association syndicale « la collectivité des propriétaires réunis « dans les conditions déterminées par la loi pour « exécuter et entretenir à frais communs les travaux qu'elle énumère », le syndicat étant, en la circonstance, « la réunion des personnes désignées « pour administrer l'association ». Ces divers textes indiquent les travaux pouvant faire l'objet d'une association syndicale. Ce sont, notamment, les travaux de défense contre la mer, les torrents et les rivières, contre les incendies dans les forêts, les travaux de curage, d'approfondissement, de redresse-

ment et de régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ou flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation, les travaux de dessèchement des marais... etc... Il existe trois classes d'associations syndicales, les associations syndicales libres qui se forment sans l'intervention de l'Administration, par le consentement unanime des propriétaires intéressés ; les associations syndicales autorisées, qui sont créées en vertu d'un arrêté du Préfet, et après une enquête administrative, par le consentement de la majorité des propriétaires intéressés, et enfin les associations syndicales forcées que l'Administration organise entre plusieurs propriétaires pour contribuer, contre leur gré, à l'exécution de certains travaux intéressant la sécurité et la salubrité publiques. Ce n'est pas le lieu de s'étendre ici sur les différences qui séparent ces diverses classes d'associations syndicales ; qu'il me suffise d'indiquer que l'association syndicale libre n'est qu'une société privée ayant la personnalité morale, tandis que les associations autorisées ou forcées constituent des établissements d'utilité publique, ce qui leur permet, entre autres avantages, de recouvrer leurs taxes et cotisations, comme les contributions directes, en vertu de rôles dressés par le syndicat et rendus exécutoires par le préfet, de procéder à des expropriations, de soumettre les travaux qu'elles entreprennent aux règles édictées pour les travaux publics, etc..., etc.

Cette forme d'association agricole a été parfois utilisée dans les régions sahariennes ; c'est ainsi que, par acte passé à Laghouat en 1919, une « association syndicale libre dite de l'Oued Mzi » a été formée entre les propriétaires des jardins de l'oasis de Laghouat et des terres de labour des dayas de la banlieue de ce centre pour assurer « d'abord

« l'irrigation des jardins de l'oasis, qui ont la priorité sur les eaux disponibles de l'Oued Mzi, « ensuite l'irrigation des dayas au moyen des eaux « en supplément » (art. 2 statuts).

L'Association doit assurer l'entretien et le fonctionnement des seguias et des canaux qui répartissent l'eau dans l'oasis et les dayas, ainsi que la distribution des eaux et la perception des taxes.

L'Association syndicale de l'Oued Mzi a été constituée sous le régime des lois de 1865 et 1888, qui réglementent en Algérie, comme en France, la constitution des associations syndicales. Une particularité doit cependant être signalée : alors que la loi de 1865 indique que les syndics doivent être élus par l'assemblée générale et le président élu par les syndics, les statuts de l'Association syndicale de l'Oued Mzi précisent, d'une part, dans leur article 7, que, sur les dix membres dont se compose le Syndicat, cinq sont désignés par le Commandant militaire, et, d'autre part, dans son article 10, que la présidence sera exercée par le Chef d'annexe de Laghouat. C'est qu'on n'a pas voulu « donner, dans le fonctionnement de ces associations, une part prépondérante à l'élection, alors « que le régime administratif des territoires du « sud est, dans son essence, exclusif de toute consultation électorale » (1). Il eut été en effet inopportun de laisser désigner tous les syndics de l'Association par une Assemblée d'indigènes en majorité illettrés et n'ayant aucune expérience des désignations par voie de scrutin. Mais il n'en est pas moins vrai qu'en agissant ainsi, on a très certaine-

(1) Capitaine MOULIAS : *L'organisation hydraulique des oasis sahariennes*, Alger, 1927. Jules Carboneil, imprimeur-éditeur, page 68.

ment violé les dispositions de la législation en vigueur et il serait nécessaire d'édicter une réglementation spéciale, en vue de la constitution de « syndicats hydrauliques en région saharienne ».

Je dois, d'ailleurs, ajouter que les indigènes du Sahara n'avaient pas attendu la législation française pour instaurer un mode de répartition des eaux dans les oasis. Dans la plupart des régions, les indigènes ont fait choix d'une unité de temps pour la mesure du droit à l'eau ; ils ont également déterminé la durée de rotation, le tour d'eau, c'est-à-dire l'intervalle au bout duquel l'eau revient aux mêmes jardins (1). On voit donc que les Européens n'ont rien inventé en la circonstance, puisque les modes de partage traditionnel des eaux employés avant notre arrivée par les indigènes permettaient l'utilisation en « association » des puits ou des sources alimentant les oasis.



Certains administrateurs de communes mixtes ont utilisé également l' « Association syndicale » pour la production de céréales ou de fourrages en terre irriguée. C'est le cas de M. DESTAING, administrateur à Sidi-Aïssa, qui, en 1930, a réussi à former entre un certain nombre de cultivateurs indigènes, une association qui a pu construire un barrage, assurant l'irrigation rationnelle — j'ai pu m'en rendre compte personnellement en parcourant la région — d'une vaste superficie de 1.300 hectares. Plusieurs ouvrages semblables étaient en projet à ce moment et l'administration de la com-

(1) MOULIAS : *L'organisation hydraulique des oasis sahariennes*, Alger 1927 (déjà cité), page 51.

mune mixte était saisie de huit demandes de constitution d'associations syndicales, M. DESTAING m'a confié qu'il espérait pouvoir créer, d'ici une période d'environ cinq ans, 22 associations de ce genre qui permettront l'irrigation de plus de 25.000 hectares. Les indigènes se sont bornés jusqu'ici à cultiver des céréales, mais « tout m'autorise à croire », écrivait M. DESTAING, dans un rapport de février 1931, « qu'avant peu ils consacreront une partie de leurs « terres irrigables à la production de fourrages artificiels ». Ce sera évidemment leur intérêt, car les céréales ne fournissent que rarement dans cette région des rendements suffisants ; la culture des fourrages, au contraire, peut y donner des résultats très satisfaisants. Le bachagha AHMED, de Sidi-Aïssa, donne d'ailleurs l'exemple à ses administrés en constituant chaque année des réserves fourragères, qu'il conserve en meules, pour les faire consommer par ses troupeaux durant les périodes de sécheresse.

*
**

Les Sociétés indigènes de Prévoyance et les Djemaat el Fellaha

On ne saurait parler du mouvement coopératif agricole en Algérie, sans mentionner deux institutions de création relativement récente, mais qui ont déjà donné des résultats, je veux nommer, d'une part, les sociétés indigènes de prévoyance et, d'autre part, les djemaat el fellaha ou sociétés coopératives de culture.

Les sociétés indigènes de prévoyance, établies par la loi du 14 avril 1893, ont pour but : 1° de venir en aide par des secours temporaires aux

indigènes cultivateurs pauvres atteints par les maladies ou les accidents ; 2° de permettre aux indigènes, par des prêts annuels, ou plutôt des prêts de campagne, en nature ou en argent, de maintenir et de développer leurs cultures, d'améliorer leur outillage et leurs troupeaux. ; 3° de contracter des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents. D'après la loi du 14 avril 1893, il ne peut exister qu'une société par commune ; chaque société est administrée par un conseil formé de membres indigènes et dont le président est nommé par le Préfet sur une liste de trois membres présentés par le Conseil Municipal ou la Commission Municipale ; les statuts de la société doivent être approuvés par arrêté du Gouverneur Général pris en Conseil de Gouvernement. La société jouit de la personnalité civile, elle peut ester en justice, posséder des objets mobiliers, recevoir des dons des particuliers ou des subventions de l'Etat, du département, des communes et des sociétés agricoles et de bienfaisance, contracter des emprunts exclusivement auprès d'autres sociétés de prévoyance, placer ses fonds libres à la Caisse des dépôts et consignations.

Les sociétés indigènes de prévoyance ainsi régies ont, certes, rendu des services ; elles ont constitué, notamment, une véritable assurance contre la famine. La dernière statistique publiée mentionne l'existence de 214 sociétés groupant 595.085 sociétaires et possédant un actif global de 76 millions de francs. Les cotisations se montent annuellement à plus de 4 millions de francs. Les prêts s'élevaient à plus de 38 millions, le montant des secours alloués atteignait 575.000 francs. Par contre, 46 sociétés seulement sur 214 ont effectué des opé-

rations en nature et 6 seulement ont assuré leurs adhérents contre les calamités agricoles.

L'expérience a révélé cependant que la loi du 14 avril 1893 présentait de nombreuses et importantes lacunes et que, d'autre part, les circonstances exigeaient une adaptation de ces organismes aux temps nouveaux qui sont, évidemment bien différents de l'époque à laquelle intervint ladite loi. Aussi, l'Administration algérienne a-t-elle été amenée à envisager la refonte complète de la loi du 14 avril 1893 et a-t-elle déposé un projet de loi qui vient d'être présenté au Parlement. Les événements de ces dernières années avaient surtout démontré la nécessité de coordonner l'action des sociétés indigènes de prévoyance et de leur donner les moyens financiers et matériels pour leur permettre d'accomplir, dans les meilleures conditions, la mission qui leur a été dévolue par le législateur (1). Aussi la principale innovation du projet de loi déposé consiste-t-elle à rendre les Sociétés de prévoyance solidaires les unes des autres « par
« la création d'un fonds commun, analogue à la
« Caisse centrale des sociétés indigènes de pré-
« voyance du Maroc, et qui serait alimenté pen-
« dant les bonnes années par la participation
« de toutes les sociétés et, au besoin, par celle
« du budget de l'Etat, de la Colonie, des départe-
« ments, des communes et des douars et ap-
« porterait, en période de crise, à ces orga-
« nismes, une aide efficace ». Il est intéressant de signaler ici que l'article 1^{er} du projet de loi prévoit d'une manière formelle l'admission des

(1) Exposé des motifs du projet de loi ayant pour objet de refondre la loi du 14 avril 1893 sur les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels en Algérie, page 11.

éleveurs au sein des sociétés indigènes de prévoyance et que, d'autre part, le nouvel article 2 permet à ces établissements de contracter également des assurances collectives contre la mortalité des bestiaux. Le projet précise aussi que la nouvelle loi sera applicable aux territoires du Sud ; il élargit même « les attributions des sociétés indigènes « de prévoyance qui fonctionnent dans ces terri-
« toires et leur confère, en plus des facultés qui
« seront reconnues aux sociétés de l'Algérie du
« Nord, celles de participer à des travaux hydrau-
« liques d'aménagement agricole et d'irrigation,
« tels que les forages de puits artésiens » (art. 24).

Les Djemaat el Fellaha sont des sociétés coopératives de culture, dont le but est de « permettre
« à leurs membres de pratiquer une culture per-
« fectionnée et plus rémunératrice que leur cul-
« ture actuelle, en leur procurant l'outillage, les
« animaux, semences, engrais et toutes autres
« avances nécessaires et en contrôlant l'emploi de
« ces avances et les procédés de culture » (art. 2 des statuts-types). C'est M. le Gouverneur Général LUTAUD qui fonda, en 1917, sur la proposition de M. ROLLAND, alors Inspecteur de l'Enseignement agricole dans les écoles indigènes, la première société de ce type.

Les associés ne possèdent pas d'actions et ne reçoivent aucun dividende. Le fonds social est constitué par les capitaux que la Société peut se procurer par voie d'emprunt (en général auprès des sociétés de prévoyance), ou par les libéralités et subventions qu'elle recevra, ou par le fonds de réserve (art. 3 des statuts). Les avances sont, en général, faites aux sociétaires en nature (animaux, engrais, semences, aliments).

La direction de chaque djemaat el fellaha appartient à un Conseil d'Administration présidé par l'Administrateur de la Commune Mixte ; un chef de culture a la conduite de l'entreprise et les membres de la société sont tenus d'effectuer leur cultures selon les méthodes modernes et de suivre les directives qui leur sont données par le chef de culture. Les récoltes obtenues par chaque sociétaire, avec le concours et sous le contrôle de la Société, sont partagées en deux parts, fixées par ce Conseil d'administration, en tenant compte des usages locaux, l'une revenant au sociétaire, l'autre à la Société. La part revenant à la Société est affectée au paiement des frais généraux et de l'intérêt des avances, à l'amortissement des avances ainsi qu'à la constitution d'un fonds de réserve.

Cinq Djemaat el Fellaha furent constituées. La Djemaat el Fellaha des Eulmas a obtenu de très bons résultats dans la culture de communaux loués au douar Sabor et plusieurs de ses sociétaires ont non seulement remboursé le prix du cheptel qui leur avait été avancé, mais encore ont réalisé un petit capital. Les Djemaat el Fellaha de Tablat et de Zemmora ont prospéré, celles de Rhira et d'Oum el Bouaghi ont eu des débuts moins brillants et végètent.

Ces tentatives ne manquent cependant pas d'intérêt et seraient à multiplier, car on n'assurera l'existence normale de la population indigène de l'Algérie, dont le nombre s'accroît sans cesse, qu'en perfectionnant ses méthodes de culture et ses procédés de travail.

CHAPITRE II

Les tentatives d'application de la formule coopérative à l'Élevage

Au cours du chapitre précédent, nous avons pu constater que, si le mouvement coopératif a pris, dans l'agriculture algérienne, un développement rapide et considérable, il n'en a pas été de même dans le domaine de l'élevage, où le groupement ne s'est manifesté que par la création de quelques syndicats, au rôle assez restreint, ou de quelques coopératives, qui n'ont d'ailleurs pas donné, il faut le reconnaître et le déplorer, les résultats qu'on pouvait espérer. Toute expérience est néanmoins utile, car même de son échec, on peut tirer des enseignements qui sont précieux, puisqu'ils permettent d'éviter le recommencement de tentatives stériles et d'erreurs déjà commises. C'est pourquoi il me semble opportun d'examiner, dans le présent chapitre, les divers essais qui ont été faits en Algérie pour appliquer la coopération à l'élevage. Certains de ces essais, tels celui des « ovi-coops », se sont terminés par des échecs, dont je veux au moins essayer de discerner les causes. D'autres, parmi lesquels on peut citer celui tenté par l'Union Ovine, en vue d'instituer des « coopé-

ratives indigènes d'élevage à gestion européenne », sont encore de date trop récente pour qu'il soit possible de porter un jugement définitif sur leurs chances de réussite ; on pourra toutefois indiquer la formule qui, dans chaque cas, a été mise en œuvre. Je dirai aussi, en débutant, quelques mots, des syndicats d'élevage, dont l'action, jusqu'ici très effacée, du moins en ce qui concerne l'élevage du mouton, pourra cependant se révéler utile le jour où les éleveurs se rendront compte qu'ils peuvent et qu'ils doivent obtenir de l'association les services qu'ils étaient trop portés, jusqu'à présent, à attendre seulement de l'Etat-Providence.

SECTION I. — *Les Syndicats d'Elevage*

Les syndicats d'élevage sont des groupements constitués, sous l'empire de la loi du 21 Mars 1884, modifiée par la loi du 12 Mars 1920, et ayant principalement pour but l'amélioration des animaux domestiques. Les membres du syndicat possèdent au moins une part sociale et paient annuellement une cotisation dont le montant est fixé par les statuts. Les ressources du syndicat comprennent : le montant des parts sociales, le produit des cotisations, les subventions de la Colonie, du département et des communes, l'intérêt des fonds disponibles, le prix des saillies, etc. Le syndicat est administré par une commission élue par l'Assemblée générale des membres actifs. Cette commission choisit dans son sein un bureau syndical qui comprend : un président, un ou plusieurs vice-présidents, un trésorier et un secrétaire, ainsi qu'un conseiller technique (vétérinaire sanitaire). Toutes ces fonctions sont gratuites.

D'une manière générale, les syndicats existant en

Algérie bornent leur action à l'introduction de géniteurs de races perfectionnées en vue du croisement avec les races locales et principalement d'étalons des espèces chevaline, asine, bovine, choisis de préférence dans les races bretonne, pour la première, catalane pour la deuxième, Schwitz et Tarentaise pour la troisième, qui ont donné les meilleurs résultats pour l'ensemble de la Colonie.

Quelques-uns de ces syndicats ne bornent pas là leur action et s'appliquent également à sélectionner les races locales : c'est ce qui se fait à Guelma, à Kroubs, pour l'espèce bovine et dans le département d'Oran pour l'espèce porcine. Le syndicat obtient pour cela, de ses membres, l'engagement de conserver et d'entretenir un certain nombre d'animaux reproducteurs, mâles ou femelles, et de ne livrer ces animaux à la reproduction qu'après examen et autorisation du bureau syndical.

Le Syndicat tient en outre des registres d'origine des animaux issus de ces reproducteurs introduits ou choisis. Le Syndicat de Sétif, par exemple, vient de créer un « Herd-Book » qu'il a dénommé « Herd-Book de la race brune de Sétif ».

Des résultats encourageants ont déjà été obtenus surtout pour les races chevaline, mulassière, et bovine : « C'est ainsi que le croisement breton-
« barbe fournit un excellent cheval de culture, qui
« tend de plus en plus, chez les européens, à rem-
« placer le cheval barbe, trop faible pour les tra-
« vaux de labour ou les charrois imposés à l'agri-
« culture perfectionnée. C'est ainsi également que
« le baudet catalan donne des mulets plus puissants
« que le mulet indigène, incapable de répondre
« aux besoins culturels ; les croisements des vaches

« indigènes avec des taureaux d'origine européenne fournissent aussi des produits considérablement améliorés à tous les points de vue, tout en possédant la rusticité que n'ont pas les races pures qu'exigent le climat algérien, ainsi que les ressources alimentaires limitées (1).

Il existe actuellement en Algérie 57 syndicats d'élevage (23 dans le département d'Alger, 18 dans le département d'Oran, 16 dans le département de Constantine). Fort peu d'entre eux s'occupent de l'élevage ovin. A signaler cependant « le Syndicat intercommunal d'élevage de Batna », qui groupe trois cents des principaux éleveurs, tant européens qu'indigènes de l'arrondissement et qui a rendu et rend toujours de signalés services à l'élevage du mouton de la région (importation de géniteurs sélectionnés — lutte contre les épizooties — régularisation des cours des marchés, etc....) (2). Il serait bon que cet exemple fût suivi, car l'action des syndicats d'élevage pourrait utilement s'exercer en vue du perfectionnement de la race ovine, poursuivi presque uniquement jusqu'à présent par le Gouvernement Général, à la station de Tadmit.

SECTION II. — *Les Ovicooops*

Les « ovicooops » sont des coopératives d'élevage du mouton dont l'essai a été tenté depuis 1926 dans la région du Sersou et de Tiaret. A cette époque, plusieurs centres de cette région se trouvaient dans

(1) Renseignements fournis par le service de l'Elevage. (Archives de la Direction des Services Economiques).

(2) Lettre n° 2645 du 16 juin 1932 de l'Administrateur de Mac-Mahon. (Archives de la Direction des Affaires Indigènes).

une situation fort critique, par suite des résultats tout à fait décevants obtenus dans la culture des céréales. Les colons des centres de Recheiga et de Zenakra, notamment, s'étaient rendu compte, peu de temps après leur installation en 1924 et 1925, que la culture céréalière ne pouvait leur donner que des déboires et que l'élevage du mouton était leur seule chance de salut. Mais, complètement démunis de capitaux, ils ne pouvaient envisager l'achat de moutons en nombre suffisant pour pratiquer un élevage intéressant. C'est alors que M. MOATTI, Président de la Caisse régionale d'Affreville, proposa à l'Administration, pour essayer de sauver les deux centres menacés de ruine, de constituer dans chacun d'eux une coopérative moutonnaire ou « ovicoop » à qui seraient consenties les avances nécessaires pour l'acquisition d'un troupeau coopératif.

Les premières campagnes 1927, 1928 et 1929 donnèrent d'excellents résultats au point de vue financier ; les deux coopératives réalisèrent même de sérieux bénéfices. Aussi cinq centres : Victor-Hugo, Zilène, Bourbaki, Médrissa et Aïn-Kermès imitèrent l'exemple de Recheiga et Zenakra en constituant à leur tour en 1928-29 des ovicoops. Malheureusement survint la grave crise moutonnaire qui a marqué l'année 1930 ; les pluies ont manqué, les pâturages se sont desséchés rapidement et durant l'hiver 1930-1931, plus de la moitié du cheptel ovin des Hauts-Plateaux a péri soit par manque de nourriture, soit à la suite de maladies qui sont la suite inévitable de la sous-alimentation. Le troupeau des ovicoops a subi, de ce fait, comme d'ailleurs ceux de tous les autres éleveurs, de sérieuses pertes. D'autre part, la crise économique mondiale a provoqué une baisse rapide et

sensible des cours des moutons et des laines ; des pertes nouvelles sont ainsi venues s'ajouter à celles déjà subies par les ovicoops par suite de la disette et des maladies. La situation de ces coopératives était, dans ces conditions, devenue très précaire et à la suite d'une enquête menée par M. BONNET, Inspecteur du Crédit agricole, on dut décider de procéder à la liquidation de certaines d'entre elles ; des sept ovicoops créées avec l'aide de la Colonie et des Caisses régionales de Crédit agricole, il ne subsiste actuellement que celles de Médrissa et Aïn-Khermès, dont la situation sans être désespérée, est d'ailleurs quelque peu difficile.

On peut donc dire que l'expérience d'élevage coopératif tenté, depuis 1926, dans la région du Sersou et de Tiaret, par la création d'ovicoops, n'a pas donné les résultats espérés.

Il n'est pas sans intérêt, en étudiant comment devaient fonctionner ces sociétés, comment elles ont fonctionné en réalité, de rechercher les causes de cet échec.

Nous avons déjà indiqué que les sociétaires étaient tous d'anciens colons ruinés par des tentatives infructueuses de cultures céréalières ; or, d'après l'article 6 des statuts, chaque sociétaire devait « s'engager à souscrire une ou plusieurs « parts de capital de 100 francs complètement libérées pour lesquelles il recevait un intérêt fixé « chaque année par l'Assemblée générale sans « que celui-ci puisse en aucun cas dépasser 5 % ».

La souscription de chaque associé devait être néanmoins assez importante, car d'une part le nombre des membres était assez restreint (12 pour l'ovicoop de Recheiga par exemple, 13 pour l'ovicoop de Zenakra) et d'autre part, le Gouverne-

ment Général ne consentait à fournir, sous forme d'avances, que la moitié du prix d'achat du troupeau, l'autre moitié devait être fournie par le capital social. La difficulté fut tournée pour les centres de Recheiga, de Zenakra et de Zilène, grâce à l'intervention de la Caisse régionale d'Affreville, qui prêta aux intéressés les fonds nécessaires sur effets constamment renouvelés et qui n'ont d'ailleurs jamais été réglés. Les avances de la colonie à ces mêmes sociétés leur furent de même versées par l'intermédiaire de la Caisse régionale d'Affreville, qui s'engageait à en effectuer le remboursement au Gouvernement Général avant le 10 juillet 1927, même si, pour des causes quelconques, elle n'en était pas elle-même remboursée par les Coopératives. La caisse régionale, dont la responsabilité était ainsi engagée, devait prendre, vis-à-vis des sociétés, toutes mesures efficaces de surveillance et de contrôle.

En 1928, les avances annuelles furent transformées en avances amortissables en trois ans, mais il était spécifié qu'en outre de ces amortissements, les coopératives seraient tenues de constituer de larges réserves.

Les ovicoops de Médrissa (11 sociétaires) et et d'Aïn-Kermès (7 sociétaires) furent constitués de la même façon, grâce à l'aide de la caisse régionale de Crédit agricole de Tiaret.

Chaque société devait être gérée par un Conseil d'Administration, composé de 5 membres au moins, nommés par l'Assemblée générale et choisissait à son tour dans son sein un bureau comprenant un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire, toutes fonctions gratuitement exercées (art. 15 des statuts). Le Conseil était chargé de la

direction générale de la société et avait, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus. Il pouvait notamment passer tous les baux ou locations, faire exécuter tous travaux utiles, procéder à tous achats de matériel ainsi qu'à tous paiements et encaissements, nommer et révoquer les employés utilisés par la société (art. 16). C'est l'assemblée générale qui était chargée de décider chaque année la distribution ou l'emploi des bénéfices de la société et de déterminer les chiffres des réserves à constituer (art. 23).

L'objet de ces ovicoops devait être « d'organiser « l'élevage et le pâturage en commun des moutons appartenant exclusivement aux sociétaires « et toutes opérations se rapportant à ce but » (art. 3 des statuts). M. MOATIL, qui peut être considéré comme le père de ces institutions, avait pris soin de préciser cet objet : les ovicoops devaient d'abord permettre l'achat et la constitution de troupeaux coopératifs, mais elles devaient aussi être, en même temps, un instrument de régénération des méthodes d'élevage du mouton ; des géniteurs sélectionnés seraient demandés à la station expérimentale de Tadmit, les coopératives pratiqueraient la sélection systématique des animaux, les bains antigaleux, les meilleures méthodes de castration et de tonte ; le problème des réserves alimentaires serait résolu en utilisant notamment les ressources d'eau de la nappe souterraine de Recheiga, qui permettraient d'obtenir de la luzerne, du sorgho, du maïs, etc... Ce plan d'ensemble était évidemment très séduisant, nous allons voir comment il fut appliqué.

Je prends comme exemple l'une de ces ovicoops : les achats de moutons furent effectués en juin et juillet 1927 et les animaux formèrent un troupeau

collectif, que, pour la facilité de la conduite, on dut répartir en lots de deux cents têtes chacun, confiés à des bergers indigènes (1). L'examen des comptes démontre que, durant la première année, l'effectif du troupeau augmenta de 1.043 unités ; et que les bénéfices nets furent très satisfaisants ; la moitié seulement de ces bénéfices fut portée aux réserves, l'autre moitié distribuée aux sociétaires. Durant cette période, une surveillance très efficace des ventes, des mortalités et des naissances a pu être exercée, ainsi qu'un contrôle très serré de la comptabilité. Dès la deuxième année, le troupeau devient individuel, ce qui rend tout contrôle sérieux désormais impossible ; la comptabilité, notamment, présente des lacunes, on peut cependant affirmer que, durant cette deuxième période, les bénéfices nets ont été encore plus importants, mais il restent entièrement aux mains des sociétaires ; aucun versement n'est fait aux réserves ; la société ne s'occupe, d'autre part, pas du tout, durant ces années favorables, de régénérer les méthodes d'élevage, de multiplier les points d'eau, d'améliorer les pâturages, ou seulement de constituer des réserves fourragères à utiliser en cas de disette. Par contre, l'effectif qui s'était déjà naturellement accru durant cette période, est encore augmenté par l'achat de 945 nouvelles têtes de bétail ; voilà principalement où est l'erreur funeste : non seulement aucune précaution n'est

(1) XVIII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricole, Alger 31 mars - 3 avril 1930. Rapport de M. MOATTI, ingénieur agricole, président de la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel d'Affreville sur les coopératives moutonnières « Ovicoops en Algérie ». (1 brochure). L'émancipatrice, imprimerie-coopérative, 3, rue de Pondichéry, Paris (15^e).

prise pour parer aux effets d'une disette toujours possible, mais encore on augmente inconsidérément l'effectif, risquant ainsi, si une mauvaise année survient, d'accentuer le désastre. La mauvaise année est venue et le désastre s'est produit. A partir du 1^{er} janvier 1930, les comptes deviennent d'ailleurs de plus en plus obscurs et les renseignements de plus en plus rares. La double crise : crise moutonnaire, qui décime le troupeau, crise économique, qui amène l'avilissement des prix, provoque la ruine d'une société qui aurait pu, avec de l'organisation et de la prévoyance, connaître une certaine prospérité. L'ovicoop en question est maintenant en dissolution et son passif atteignait en 1931 le double de la valeur de son troupeau, à la même époque. La plupart des ovicoops ont suivi la même marche ascendante d'abord, durant les années favorables, de 1926 à 1929, puis descendante, depuis 1930.

Seules subsistent actuellement, je l'ai indiqué, les ovicoops de Médrissa et d'Aïn-Kermès ; ces deux sociétés, qui comptent respectivement onze et sept membres, ont conservé le troupeau coopératif, ce qui a permis un contrôle efficace de la part de la Caisse régionale de Tiaret. Je leur souhaite de savoir profiter de la leçon des ovicoops du Sersou et d'avoir la sagesse, en amortissant rapidement leur capital, en constituant des réserves, en régénérant les méthodes d'élevage, de se mettre à l'abri des catastrophes inévitables au Pays du Mouton pour ceux qui ne savent pas être prévoyants !

*
**

« L'idée de venir en aide aux colons de certains
« centres déshérités, en essayant de développer

« l'élevage du mouton dans une région où la culture des céréales ne laissait que des déboires, a été, déclare M. BONNET, dans son rapport d'inspection, plus généreux que pratique » (1).

Il est bien certain qu'il ne fallait pas s'attendre à obtenir des résultats magnifiques avec ces colons complètement ruinés. Il y a un fait psychologique dont il faut tenir compte : lorsqu'un homme a, par son travail et son économie, constitué un certain capital, il en sait tout le prix et, s'il se décide à le faire fructifier, il sera prudent, il ne l'engagera qu'à bon escient, après avoir pris toutes ses précautions pour éviter de le perdre. Ce n'était pas là l'esprit des colons intéressés ; ils avaient tout perdu dans la culture des céréales ; ils n'avaient plus rien ; l'Etat leur accordait des avances. C'était une aubaine ; ils ont cherché, non pas à établir prudemment, patiemment une entreprise susceptible de s'implanter et de produire, à assez longue échéance, des résultats intéressants ; ils ont voulu, et tout de suite, des bénéfices importants pour les dédommager de leurs pertes précédentes. Ils ont considéré l'industrie pastorale comme un jeu ; ils ont joué ; ils ont gagné durant les deux premières années, puis ils ont tout perdu.

La première erreur fut donc de vouloir tenter l'expérience des ovicoops avec des colons ruinés et qui ne connaissaient rien à l'élevage. De cette première erreur, ont découlé normalement les autres. Les premières années furent, nous le savons, favorables, très favorables même ; ce fut une chance dont les ovicoops n'ont pas su profiter ; les bénéfices ont servi, non pas à amortir le capital

(1) Archives de la Direction des Services Economiques.

ou à constituer des réserves, mais au contraire à acheter de nouveaux moutons, à augmenter l'effectif, dans l'espoir de bénéfices qu'on voulait toujours plus considérables. L'une des ovicoops achète 945 nouvelles têtes de bétail alors que son troupeau s'est déjà normalement accru de 1.043 têtes, une autre ovicoop achète en 1928, 1.501 animaux et en 1929, 1.035 nouvelles unités. Et, à côté de cela, personne ne s'occupe d'améliorer les méthodes pastorales, de produire et de constituer des réserves fourragères en vue des périodes de disette ! C'eût été pourtant la prudence même ; les faits se sont chargés de le démontrer et l'échec des ovicoops a été la rançon de cette imprévoyance.

Je ne pense pas d'ailleurs que l'expérience, dans les conditions où elle était tentée, pouvait produire de très remarquables résultats.

Nous avons eu l'occasion de signaler que la transhumance était et resterait pendant longtemps encore, par la force des choses, le procédé normal de l'industrie pastorale sur les Hauts-Plateaux. Le milieu impose ce procédé et seule une transformation du milieu, qui peut être l'œuvre d'un jour, permettrait de l'abandonner.

Or, les ovicoops ne pouvaient que difficilement pratiquer la transhumance, car elles n'avaient aucun droit d'usage sur les pâturages du Sud et des conflits n'auraient pas manqué de naître avec les indigènes dont on aurait voulu utiliser les terrains de parcours. Il aurait fallu, et on ne l'a pas tenté, réaliser une collaboration entre les éleveurs européens des ovicoops et les pasteurs indigènes du Sud !

Une autre cause de la faiblesse des ovicoops rési-

daît incontestablement dans le nombre très restreint des sociétaires. L'ovicoop de Recheiga comptait 12 membres, celle de Zenakra 13 membres, l'ovicoop de Médrissa réunit 11 sociétaires, celle d'Aïn-Kermès 7 sociétaires. S'il ne s'agissait que de pratiquer l'élevage coopératif dans des régions riches où les disettes ne sont pas à craindre, la formule serait parfaite et je suis même d'avis que, pour la bonne marche de la Société, pour l'efficacité de la surveillance et du contrôle nécessaire, il ne faudrait pas augmenter inconsidérément le nombre de sociétaires. Mais la situation est toute autre au Pays du Mouton, où l'essentiel est de protéger les animaux contre la soif, la faim, le froid, où il faut multiplier et entretenir les points d'eau, produire des fourrages et constituer aux endroits convenablement choisis, des réserves alimentaires, construire éventuellement des abris, équiper en un mot les itinéraires de transhumance suivis par ces troupeaux. L'éleveur isolé ne peut rien parce que l'œuvre à réaliser dépasse ses moyens, mais qui ne voit qu'elle dépasse tout aussi bien ceux d'une faible société locale, qui ne groupe que quelques individus !

Ainsi donc, soit parce que leurs membres n'étaient pas préparés à la tâche qui leur incombait, soit parce qu'une imprévoyance excessive a présidé à leur gestion, soit enfin et surtout parce que ces sociétés, composées uniquement d'Européens trop peu nombreux, n'ont pu donner à leur action l'ampleur qu'exigeait le milieu, les ovicoops du Ser-sou ont abouti à un échec. Il est juste pourtant de ne pas condamner définitivement cette formule ; l'expérience faite dans la région de Tiaret prouve au contraire qu'en évitant certaines fautes et en pratiquant une gestion plus sévère, on peut

obtenir de meilleurs résultats. En cette matière, comme en bien d'autres, les formules générales ne sont pas tout, il faut compter avec la manière de les appliquer.

SECTION III. — *Les coopératives indigènes
à gestion européenne de l'Union ovine*

L'Union ovine est un groupement réunissant un certain nombre d'organismes et de particuliers qui s'intéressent à la production de la laine et qui se proposent, par tous les moyens en leur pouvoir, de favoriser l'amélioration, tant au point de vue de la qualité qu'à celui de la quantité, de cette production. Elle comprend trois branches : l'Union ovine de l'Afrique du Nord, l'Union Ovine Coloniale et l'Union Ovine de France, créées respectivement en 1924, 1926 et 1929. Ces trois sous-groupements ont le même président, M. MATHON, Industriel à Roubaix, le même administrateur délégué, M. Michel LALLOUR, et un siège social unique à Paris, 282, boulevard St-Germain. Ils comprennent, parmi leurs adhérents, des Chambres de commerce et d'agriculture, des groupements corporatifs, industriels et commerciaux, des industriels et des négociants lainiers, des sociétés d'élevage, des banques, des compagnies de transport. Les Unions ovines disposent de ressources importantes provenant d'une taxe spéciale de 0,10 % *ad valorem* établie par la loi du 30 décembre 1928, sur toute importation en France de peaux et laines de mouton. Cette taxe, créée dans le but de favoriser l'élevage du mouton en France, et dans les colonies françaises, sert à attribuer des subventions ou des avances remboursables aux entreprises, œuvres et organismes publics ou privés n'ayant aucun caractère

commercial et présentant un intérêt général pour le développement du cheptel ovin. Cette attribution est faite annuellement par le Ministère des Finances, sur la proposition d'une Commission comprenant, sous la présidence d'un Conseiller d'Etat et à côté de représentants des Ministères intéressés, le Président du Comité central de la laine et des représentants de la Chambre Syndicale de la Mégisserie lainière et des trois groupements de l'Union ovine. Le produit de cette taxe, qui peut être estimé à environ 5 millions par an, a été jusqu'à présent exclusivement réparti entre les trois unions ovines.

La plus ancienne et la plus importante des trois, l'Union ovine de l'Afrique du Nord, reçoit à elle seule près de la moitié des sommes à répartir ; son action s'exerce sur l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

En ce qui concerne l'Algérie, l'Union Ovine de l'Afrique du Nord a élaboré un programme complet d'études techniques, expériences diverses, greffes animales, propagande par la presse, groupement des éleveurs, alimentation, abreuvement, tonte et sélection des animaux, lutte contre les maladies parasitaires à l'aide de bains, instruction des bergers indigènes, création de stations d'élevage et de concours, etc... En pratique, l'activité de l'Union s'est surtout manifestée dans trois sens : 1° en s'efforçant d'organiser la vente collective des laines et peaux aux enchères publiques. Dans ce but, l'Union a créé une société filiale, la Société Nord-Africaine de ventes publiques, qui a fait construire un vaste dock à Alger et a déjà procédé à plusieurs ventes ; 2° en instituant, entre éleveurs de moutons de la colonie, des concours itinérants de troupeaux, qui ont eu lieu pour la première fois en 1930 ; 3° en

organisant sur divers points des Territoires du Sud des expériences de tonte mécanique (1).

L'Union désirant intensifier son action, a établi un projet de création dans la colonie de coopératives indigènes d'éleveurs de moutons, affiliées à l'Union Ovine de l'Afrique du Nord et ayant pour but de réaliser progressivement un programme d'ensemble d'amélioration de l'élevage ovin en Algérie et de la vente des produits provenant de cet élevage. Le projet en question comporte, pour commencer, la création de trois coopératives, à raison d'une par département. L'une d'elles fonctionne déjà à Géryville.

L'union Ovine se propose de grouper, dans chacune de ces coopératives, les éleveurs de moutons d'une région déterminée, qui accepteront d'adhérer aux statuts de la société, par la souscription ou la possession d'une ou de plusieurs parts. Le capital social est composé, en effet, d'un certain nombre de parts, et chaque sociétaire est tenu de souscrire au minimum, par 50 moutons déclarés à la coopérative, une de ces parts. La section algérienne de l'Union Ovine de l'Afrique du Nord s'engage de son côté, à souscrire au minimum cinquante parts dans le capital initial. Toute ces parts sont nominatives, l'intérêt qui leur est servi ne pourra jamais dépasser le taux de 6 %.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration se renouvelant par tiers tous les ans et composé de 15 à 50 membres, pris parmi les porteurs de parts et élus pour 3 ans par l'Assemblée générale. Chaque année, le Conseil nomme, parmi ses

(1) Renseignements puisés dans les archives de la Direction des Services Economiques.

membres, son bureau composé d'un président, d'un ou de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier. Le Conseil a des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration des affaires de la société. Il convoque notamment les Assemblées générales, statue sur l'admission des sociétaires, sur les demandes de démission, de remboursement et sur les cas d'exclusion. Il arrête les dispositions du règlement intérieur, fixe tous les prélèvements ou taxes à appliquer aux produits ou opérations de la société, nomme et révoque tous agents ou employés et fixe leurs émoluments. D'une manière générale, le Conseil décide et fait exécuter tout ce qui entre dans l'objet de la société et que la loi ou les statuts ne réservent pas à l'Assemblée générale. Son président représente la société en justice.

Le conseil peut déléguer ses pouvoir à un comité de direction et nomme un Directeur qui pourra être une personne étrangère à la société. Ce Comité de direction et, sous son autorité, le Directeur sont chargés de l'exécution des décisions du Conseil d'administration et de la gestion des affaires sociales. Le Directeur reçoit un traitement annuel, dont la quotité est arrêtée par le Conseil d'administration, et que l'Union Ovine serait disposée à prendre à sa charge.

L'Assemblée générale se compose de tous les porteurs de parts ; elle est présidée par le Président du Conseil d'Administration. C'est elle qui nomme les administrateurs, fixe la valeur des parts, approuve les comptes, etc... Elle délibère et statue souverainement sur tous les intérêts de la société.

Les sommes provenant des taxes et prélèvements décidés par le Conseil servent au paiement des dépenses de toute nature nécessitées par la vie

de la société (frais généraux, entretien et amortissement du matériel, intérêts et amortissements des emprunts, intérêts dus aux porteurs de parts, etc.). L'excédent est réparti de la manière suivante : 50 % au fonds de réserves légales jusqu'à ce qu'il ait atteint la moitié du capital ; le reste est employé, dans la proportion fixée par l'Assemblée générale, à constituer une réserve supplémentaire ou est distribué aux sociétaires à titre de ristourne au prorata des opérations faites par eux avec la coopérative.

L'objet de cette société est précisé dans l'art. 2 des statuts. Elle se propose : 1° de grouper les éleveurs français et indigènes de moutons d'une région déterminée pour leur permettre d'étudier en commun les meilleures méthodes d'élevage convenant à cette région.

2° de réaliser en commun toutes installations collectives utiles à l'amélioration des conditions de l'élevage des moutons, comme à un meilleur conditionnement des produits pour la vente.

3° de réaliser l'achat en commun de tous matériels ou produits d'élevage ainsi que des géniteurs améliorateurs.

4° d'organiser en commun la vente des produits et généralement d'entreprendre, en commun, toutes opérations ayant pour but d'améliorer l'élevage régional des moutons.

Ce programme est évidemment des plus séduisants et sa réalisation intégrale serait de nature à exercer une influence heureuse sur le développement de l'élevage ovin en Algérie. Mais sera-t-il réalisé ? Seule une expérience de quelques années

pourra permettre de porter un jugement sur l'action de l'Union Ovine en matière de coopération.

En ce qui me concerne, je serais plutôt porté, en raison des puissants moyens financiers dont dispose l'Union Ovine, à avoir confiance en cette action, si le programme dont je viens d'indiquer les grandes lignes était exécuté suivant un certain ordre rationnellement établi, ou si du moins, toutes les parties de ce programme étaient menées en même temps et de front. On se souvient en effet, de ce que j'ai dit plus haut des conditions toutes particulières dans lesquelles se pratique l'élevage ovin dans les steppes du Sud. Vouloir améliorer la race, chercher à obtenir des laines de qualité supérieure ou à organiser la vente des produits dans de meilleures conditions, c'est bien, mais il ne faut pas oublier qu'il est nécessaire d'abord, ou tout au moins en même temps, de s'efforcer de protéger d'une manière efficace les moutons contre la soif, la faim, le froid ou les maladies. Vouloir agir autrement, c'est mettre la charrue devant les bœufs et c'est aller à un échec.

En 1924, a été créée à Laghouat, une coopérative d'éleveurs qui devait s'appliquer uniquement à la récolte et à la vente des laines, et dont je n'ai pas parlé jusqu'ici, précisément parce qu'elle débordait le cadre de cette étude, où je n'ai voulu traiter que le problème de l'élevage proprement dit, sans m'étendre aux questions connexes, comme celle de la vente des moutons et des laines ou celle des transports. Cette société n'a fonctionné qu'une seule année, puis a disparu. On a longuement discuté sur les causes de cet échec, accusant principalement le défaut d'esprit mutualiste chez les indigènes. Ne pense-t-on pas qu'une explication plus

simple puisse en être fournie ? La coopérative de Laghouat se proposait « de faire comprendre aux pasteurs indigènes l'intérêt qu'ils ont à remplacer les mauvais procédés de tonte qu'ils emploient par des méthodes plus rapides et plus perfectionnées, et de rassembler les troupeaux sur un point déterminé pour les besoins de la tonte » (1).

Comment pouvait-on songer à donner une éducation quelconque, en matière de récolte de la laine, à des indigènes obligés, toute l'année de courir la steppe à la recherche de parcours moins appauvris ? Comment pouvait-on espérer réunir tous les troupeaux de la région en un point déterminé, autour duquel les pâturages vite épuisés n'auraient pas permis le séjour d'un important cheptel ? Voilà, à mon avis, l'une des vraies causes de l'échec de la coopérative de Laghouat.

Je souhaite que les coopératives affiliées à l'Union Ovine tiennent compte de cette leçon. Je le souhaite, dis-je, sans oser trop l'espérer, car, dès maintenant, la coopérative de Géryville se propose « comme premier but, une meilleure organisation des ventes de laine ». Elle commettrait, je crois, une erreur en limitant là, même au début, son activité car, si l'organisation des marchés des laines présente une importance que personne ne songe à nier, il n'est pas de question plus pressante à résoudre que celle qui consiste à mettre les troupeaux à l'abri des fléaux dont ils souffrent si souvent dans les steppes du Sud : une seule mauvaise année peut suffire, ne l'oublions pas, à décimer le troupeau, à ruiner les éleveurs et avec eux la Coopérative qui les

(1) Archives de la Direction des Territoires du Sud.

groupe. C'est pourquoi, je préférerais voir les sociétés de l'Union Ovine se préoccuper d'abord, par la multiplication des points d'eau, par l'aménagement des pâturages, par la constitution de réserves fourragères, par la création de centres moutonniers, de l'amélioration des conditions d'existence des ovins : la production de la laine ne pourrait que bénéficier de la sécurité qui résulterait de ces mesures.

Il est une autre réserve que j'ai entendu formuler à l'égard de cette tentative de l'Union Ovine : c'est là, a-t-on dit, un organe quasi officiel certes, mais ayant ses racines dans le monde des industriels lainiers et des banques, dont la formule est d'acheter la laine au prix le plus faible ; ses intérêts peuvent donc se trouver en opposition avec les intérêts des éleveurs dont le but est de réaliser leurs produits au prix le plus élevé. C'est évidemment l'un des côtés délicats de la question ; l'Union Ovine s'est pourtant rendu compte que, si les opérations de vente n'étaient pas faites aux cours normaux, elle perdrait rapidement la confiance des coopérateurs, et, pour ces raisons, elle a créé la société des ventes publiques, qui pratique l'adjudication publique. Je n'insiste pas davantage sur cette question, qui n'intéresse pas directement l'élevage, mais plutôt le commerce des laines, qui je n'ai pas l'intention d'étudier ici.

Nous avons pu nous rendre compte combien le problème de l'élevage ovin en Algérie présentait, dans sa simplicité apparente, de difficultés à surmonter. Il est bien certain qu'il ne sera pas de trop, pour le résoudre, de toutes les compétences, de tous les dévouements, de toutes les bonnes volontés qui se présenteront. Et, à ce titre, on doit suivre avec intérêt l'initiative de l'Union Ovine, dont les coopé-

ratives, si elles savent éviter le double écueil que je viens de signaler, pourront seconder efficacement l'action de l'Administration, en vue d'introduire et de développer, dans les milieux indigènes, l'idée de coopération qui seule, peut permettre d'aboutir à une amélioration de l'élevage ovin et à une vente rémunératrice des produits qu'il fournit.

CHAPITRE III

L'Avenir de l'élevage ovin algérien et la Coopération

SECTION I. — *L'utilité de l'association en vue de l'amélioration des conditions d'élevage*

M. DECHAMBRE, Professeur de zootechnie aux écoles d'Alfort et de Grignon, a écrit que l'élevage ovin algérien, toujours à la merci de la sécheresse, des intempéries, des maladies, était « aujourd'hui ce qu'il était il y a un siècle » (1).

Il y a peut-être quelque exagération à soutenir que rien n'a été fait, en vue de l'amélioration des conditions dans lesquelles se pratique cet élevage, mais il faut tout de même reconnaître que les résultats obtenus ont été assez minces et que le magnifique développement économique constaté dans le Tell ne s'est que fort peu étendu à la zone des steppes et du Sahara, où les pasteurs sont demeurés

(1) Cité par M. ROLLAND dans son rapport à la Commission de l'élevage, 1931.

fidèles aux méthodes appliquées depuis des temps immémoriaux, par leurs plus lointains ancêtres. C'est que, si l'Algérie tellienne a vu s'implanter sur ses plus riches terres des milliers de colons venus de la Métropole, qui ont apporté avec eux et enseigné aux indigènes, avec lesquels ils se sont immédiatement trouvés en contact, les procédés cultureaux les plus perfectionnés, l'Européen s'est, par contre, à peu près désintéressé de l'élevage ovin dans le Sud. On ne rencontre pour ainsi dire pas, en Algérie, d'éleveurs venus d'Europe qui auraient pu donner à l'indigène l'exemple qui lui fait défaut et lui apprendre à utiliser des méthodes pastorales plus rationnelles que la formule millénaire qu'il applique généralement à ses troupeaux. Nous n'avons pas ici l'équivalent du « squatter australien » ; les 9/10 du cheptel ovin algérien sont entre les mains d'indigènes primitifs et routiniers, qui continuent, comme aux temps bibliques, à s'en aller dans la vaste steppe, à la recherche des pâturages que le hasard des précipitations pluviales leur fournit, sans s'inquiéter de prémunir leurs troupeaux contre les disettes consécutives aux sécheresses prolongées. Méthode d'élevage par trop simpliste, dont nous avons déjà dit qu'elle ne répond plus aux exigences du temps présent ! Le mouton est, ne l'oublions pas, la principale ressource, sinon la seule, de nos populations du Sud : c'est au mouton, en effet, que les indigènes demandent le lait et la viande nécessaires à leur alimentation ; la peau sert à fabriquer leurs chaussures et leurs selles, la laine à confectionner leurs vêtements, leurs tapis et leurs couvertures ; c'est la vente du mouton qui leur permet de se procurer le numéraire indispensable pour s'approvisionner en céréales et en denrées diverses. Les méthodes primitives appliquées au Pays du Mouton pouvaient peut-être

suffire en un temps où la population indigène, à l'effectif stationnaire, n'avait pas besoin, pour sa subsistance, de ressources toujours accrues. Mais l'œuvre d'assistance médicale et d'hygiène entreprise par la France en Afrique du Nord commence à porter ses fruits ; le médecin, en pénétrant toujours davantage les milieux indigènes, lutte plus efficacement contre les épidémies et les fléaux sociaux ; la mortalité diminue d'année en année et le chiffre de la population augmente progressivement. Qu'arriverait-il si l'on ne se préoccupait d'accroître parallèlement les moyens d'existence de cette population toujours plus nombreuse ? Et quel autre moyen d'y parvenir que de favoriser le développement de l'industrie pastorale qui est, je le répète, sa principale ressource ?

Mais pour cela, il faut absolument perfectionner les méthodes d'élevage en pratique dans le Sud algérien. Et cela ne sera possible que le jour où des Européens s'intéresseront à cet élevage et s'efforceront de démontrer à l'indigène qu'il est temps d'abandonner ses vieux procédés routiniers, dont le résultat le plus certain serait d'amener, à plus ou moins longue échéance, avec la transformation des steppes en désert, la disparition progressive du cheptel ovin algérien.

Je ne veux pas dire, je me hâte de le préciser, qu'il faille instituer au Pays du Mouton, comme certains le proposent, un élevage dirigé uniquement par des Européens, à côté et en marge de l'élevage actuellement pratiqué par l'indigène seul. Cette façon de faire aurait, à mon sens, un double inconvénient : d'une part, le contact ne s'établirait pas suffisamment étroit entre l'éleveur européen et le pasteur indigène et ce dernier risquerait,

dans ces conditions, de ne pas profiter de l'exemple qu'on aurait voulu lui donner ; d'autre part, les éleveurs européens ne manqueraient pas de s'installer sur les meilleures terres de parcours, celles situées en bordure du Tell et qui n'ont pas encore été accaparées par la culture, et de s'efforcer d'y pratiquer un élevage plutôt sédentaire. Il en résulterait, certainement, avec les indigènes dépossédés de leurs terrains de pacage, des conflits encore plus aigus que ceux mettant actuellement aux prises l'agriculture et l'élevage ! Et le problème ovin n'en serait d'ailleurs pas pour autant résolu, puisque les troupeaux du Grand Sud se verraient écartés de nouvelles et vastes régions où ils viennent aujourd'hui en achaba.

Il est très important de noter que ce qui fait l'intérêt de l'élevage transhumant sur les Hauts-Plateaux algériens, c'est le peu de frais qu'il occasionne : nourriture du troupeau gratuite, pas de mises de fonds importantes pour l'installation de bergeries, dépenses de gardiennage très faibles ; le prix de revient des moutons est, dans ces conditions, fort minime, et permet de réaliser, lorsque l'année est favorable, de formidables bénéfices pouvant atteindre le 100 % et de lutter efficacement, sur les marchés européens, contre la concurrence étrangère. S'il importe donc d'améliorer les conditions d'existence du cheptel en le protégeant notamment contre les conséquences des sécheresses prolongées, il ne faut cependant pas abandonner la formule actuelle de la transhumance, puisqu'elle seule permet de tirer parti des ressources de l'Algérie du Sud. Et cette transhumance ne peut guère s'exercer qu'avec le concours de l'indigène, qui est parfaitement adapté aux conditions très dures de vie dans

la steppe. L'échec des ovicoops du Sersou, composées d'anciens colons, qui ne manquaient pourtant pas de courage, doit servir de leçon et inspirer la prudence à ceux qui voudraient recommencer une tentative d'élevage, uniquement dirigée par des Européens.

Ainsi donc, d'un côté, l'élevage pratiqué par l'indigène seul n'est susceptible — l'expérience de milliers d'années l'a prouvé — d'aucun progrès sensible ; d'un autre côté, l'industrie pastorale exercée exclusivement par des Européens ne peut guère s'implanter au « Pays du Mouton » puisqu'elle conduirait à priver ses habitants de leur unique moyen d'existence et fournirait des produits dont le prix de revient trop élevé ne permettrait pas de trouver des débouchés suffisants.

Faut-il donc désespérer de l'avenir de ces régions et consentir à leur lent dépérissement ? Je ne le pense pas, car ce que le pasteur indigène n'a pas réussi à faire, ce que l'Européen ne peut songer, pour les raisons que je viens de dire, à entreprendre seul, qui ne voit que l'union de ces deux éléments, que leur association étroite pour un but commun peut le réaliser ?

L'indigène apportera à l'association son expérience de l'élevage transhumant, sa parfaite connaissance du milieu, ses qualités d'endurance et de résistance, qui ne sont pas inutiles pour mener la rude existence du pasteur ; l'éleveur européen fera bénéficier l'association de son esprit méthodique et organisateur, de ses qualités d'action, de ténacité, de persévérance et s'efforcera d'introduire en Afrique du Nord les améliorations qui ont donné des résultats dans d'autres contrées similaires du globe.

Je me propose précisément, à la fin du présent chapitre, d'essayer d'indiquer une formule pouvant réaliser dans la pratique cette association désirable entre l'élément européen et l'élément indigène en vue du perfectionnement de l'industrie pastorale algérienne, mais il importe auparavant d'examiner si l'idée d'association n'est pas en opposition avec la mentalité de l'indigène algérien, et si ce n'est pas poursuivre une utopie que de chercher notamment à incorporer les pasteurs indigènes, dans des groupements, dont le but serait d'améliorer les conditions d'exploitation du Pays du Mouton.

SECTION II. — *L'Indigène algérien et l'association agricole et pastorale*

Comment l'indigène de l'Afrique du Nord serait-il hostile à l'idée d'association, alors que le droit qui régit étroitement tous les actes de sa vie publique et privée insiste constamment sur l'utilité d'une telle institution ? ZEYS, dans son *Droit Musulman*, n'a pas manqué de signaler combien le Coran paraît favorable à l'association en général, à l'association agricole en particulier : « Il n'est pas surprenant, « écrit-il, que la population des campagnes dis-
« putant à un sol ingrat, mal arrosé, ravagé par
« de violents troubles atmosphériques, de mai-
« gres récoltes, luttant avec désavantage contre
« la rapacité des agents de l'autorité, contre les
« incursions de bandes armées, disposant d'ailleurs
« de ressources bien limitées, ait songé de bonne
« heure à s'unir contre toutes ces chances de ruine;
« elle y était encouragée par le Coran qui vante
« à tout propos les bienfaits de l'association ». C'est le mérite « du législateur islamique d'avoir orga-
« nisé ces utiles associations qui décuplent la force

« de résistance de l'humble cultivateur livré à tous
« les hasards, à toutes les misères, aux attaques
« incessantes des hommes et des éléments » (1).
Les jurisconsultes ont même réussi à trouver un
texte dans le livre sacré qui, d'après eux, recom-
mande l'association agricole. « Avez-vous remarqué
« votre travail de labourage ? Est-ce vous qui ense-
« mencez les champs ou bien nous qui sommes
« les semeurs ? » (Coran LVI-63-64).

L'association agricole est, cependant, je dois le
signaler, l'objet de la réprobation des puristes et
certains auteurs vont même jusqu'à la déclarer
illicite, sous le prétexte que les produits de la terre
sont soumis à un aléa redoutable et que dans ces
conditions, il s'agit là d'un contrat passé à l'occa-
sion d'une chose indéterminée, ce que ne permet
pas le droit musulman. ZEYS estime pourtant que
ce droit admet la société agricole et prend le soin
de déterminer les conditions nécessaires pour
qu'une telle société soit licite. Cet auteur énumère
notamment les cinq formes diverses que peut pré-
senter la Société agricole.

« 1° La prestation de chacun des associés,
« comme apport social, terre, outils, semences,
« comme travaux de défonçage, de labour de mois-
« son, de dépiquage étant égale, leur participation
« aux profits et aux pertes étant la même.

« 2° Chacun des associés étant propriétaire ou
« locataire de la moitié du terrain à exploiter,
« mais pour le surplus, l'un fournissant la semence,
« l'autre la main-d'œuvre, celle-ci se compensant
« d'ailleurs exactement.

(1) ZEYS : *Droit musulman*. Tome I, page 276, Alger,
1885. Adolphe Jourdan, libraire-éditeur.

« 3° L'un apportant à la société la propriété ou
« la possession de la terre, ainsi que les semences
« et l'autre son industrie.

« 4° Chacun fournissant la moitié de la semence,
« mais l'un astreint à fournir le sol et l'autre son
« travail, pourvu, dans cette hypothèse, que ce
« dernier ne touche pas, dans les produits, une part
« inférieure à la contribution en nature.

« 5° Enfin, l'un fournissant tout, terre, semence,
« animaux de labour, et l'autre la main-d'œuvre,
« ce dernier recevant une partie des produits ».

De ces cinq combinaisons, l'une d'elles, celle dans laquelle l'un des associés fournit tout le matériel premier (terre, semence, animaux de labour) et l'autre la main-d'œuvre est dite « société du cinquième », car celui qui ne donne que la main-d'œuvre et qui porte le nom de khammès recevait, du moins à l'origine de l'institution, le 1/5 de la récolte. Nous verrons, plus loin, qu'un contrat similaire, mais présentant toutefois quelques différences, est usité de nos jours en Algérie sous le nom de khammessat.

Le droit musulman admet aussi un « contrat par lequel un « cultivateur s'engage, pour une durée « limitée, envers un autre qui en est empêché, à « donner ses soins aux plantes appartenant à ce « dernier, plantes déjà sorties de terre, et ce, « moyennant une quote-part de la récolte » (1). C'est la Mousaka, expression que l'on a traduite par « colonage partiaire », ou « contrat d'irrigation ».

Parmi les contrats d'association agricole autorisés par le droit musulman, il faut encore citer le

(1) RECTENWALD : *Le contrat de Khammessat dans l'Afrique du Nord*, page 79. Paris, A. Pedone, éditeur, 1912.

bail à complant ou « mour araça » (1). C'est un contrat en vertu duquel le propriétaire du sol concède à un tiers sa terre, à charge par ce dernier d'y planter des arbres, étant stipulé que, lorsque la plantation aura pris un certain développement, les deux contractants auront des droits indivis sur le sol, et sur les plantes, dans une proportion déterminée par le contrat ou par l'usage.

Le droit musulman n'ignore pas la commandite ou « qirad'h », que ZEYS définit « un contrat par lequel « on livre, à la condition de participer au bénéfice, « un capital à une personne afin que celle-ci en « trafique (2). La commandite est, en général, à modalités purement commerciales et vise, en principe, les transactions effectuées par les caravanes, mais rien ne paraît s'opposer à ce que ce genre de contrat soit étendu aux opérations contractuelles visant l'agriculture ou même l'élevage.

M. BERGER-VACHON, dans une étude parue dans la « Revue Algérienne, Tunisienne et Marocaine de Législation et de Jurisprudence » (oct.-nov. 1931), indique même que l'opération de commandite s'applique parfois à l'élevage « cette association intervient « entre un capitaliste et un pâtre qui apporte sa « connaissance de l'élevage et prend à sa charge « la garde du troupeau que, très souvent, il assure « lui-même. La rémunération de cet apport sera « une part des bénéfices (variant généralement entre le 1/4 et la moitié, souvent la moitié) » (3)

(1) ZEYS : *Droit Musulman* (déjà cité). Tome II, p. 125.

(2) ZEYS : *Droit Musulman* (déjà cité). Tome II, p. 100.

(3) Revue algérienne, tunisienne et marocaine de Législation et de jurisprudence, n° d'octobre, nov. 1931, page 196. Librairie des Jurisclasseurs, 25, Place Dauphine, Paris.

Le droit religieux n'admet toutefois la validité d'un tel contrat que si le commanditaire a apporté à l'association « un capital en espèces, présent et déterminé » (1). Il est certain que sur ce point, il y a souvent antagonisme entre le droit religieux et le droit coutumier maghrebin, qui admet l'apport en nature.

Je dois citer aussi l'opinion d'un auteur musulman qui paraît admettre l'association en vue de l'élevage, c'est KHALIL BEN ISHAK qui, dans son Précis de Jurisprudence musulmane (2), parle de « troupeaux mis en commun par des associés ». Il s'agit surtout, il est vrai, dans le passage en question, de la répartition de l'impôt : « Lorsque les « propriétaires mettent en commun leurs troupeaux « dit KHALIL, ces propriétaires sont considérés par « la loi, comme un seul individu pour ce qui est « dû d'impôt ». Mais KHALIL n'en donne pas moins, à cette occasion, les conditions de validité d'une association pastorale « la société est considérée « comme étant un seul individu, aux six conditions « suivantes, à savoir : 1° que les sociétaires aient « avant tout l'intention formelle de se mettre en « société ; 2° que les sociétaires soient tous musulmans ; 3° qu'ils soient tous de condition libre ; « 4° que chacun d'eux possède en troupeaux un « nombre passible de prélèvements ; 5° que chaque « associé soit en toute propriété possesseur d'un « troupeau imposable depuis un an révolu (durée « que la loi a fixée pour établir le droit de prélè-

(1) Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence - n° d'octobre-novembre 1931 (déjà citée) page 199.

(2) KHALIL BEN ISHAK : *Précis de Jurisprudence musulmane*, trad Perron. Paris 1854, page 343.

« vement ; 6° que chacun des associés mette son
« troupeau en commun dans le but de constituer
« une propriété réelle, fructueuse, ou bien de s'as-
« surer certaines facilités ou certains avantages
« relativement au plus grand nombre des cinq
« circonstances que voici et dont les associés pro-
« fiteront tous en frères unis, à savoir : 1° relati-
« vement à un abri pour les troupeaux contre les
« chaleurs du jour ; 2° relativement à l'abreuve-
« ment des animaux ; 3° relativement à une ber-
« gerie ou tout lieu de séjour pour les troupeaux ;
« 4° relativement à la garde des troupeaux dans
« les pâturages ; 5° relativement aux saillies ou
« aux usages des étalons ou des mâles des
troupeaux ». Et Khalil donne à ce sujet, le
commentaire suivant, que je ne crois pas inutile
de reproduire ici, car il démontre que le pro-
blème ovin en Algérie se pose encore aujour-
d'hui comme il se posait déjà il y a plusieurs
siècles (1) et qu'il n'est pas déraisonnable de songer
à l'association pour le résoudre, puisque d'émi-
nents esprits comme l'auteur en question y avaient
déjà pensé : « L'association, dit-il, doit avoir pour
« motifs les indications précitées, en d'autres ter-
« mes, le but doit être de profiter de la plus grande
« partie des cinq circonstances mentionnées qui
« ne se trouvent réunies toutes chez aucun des
« associés. Ainsi l'un peut avoir un excellent abri
« de jour, l'autre une bergerie meilleure, l'un peut
« ne pas avoir d'eau en assez grande abondance,
« l'autre en avoir avec surabondance ; l'un peut
« n'avoir pas de bon étalon ou n'en point avoir
« du tout, ou bien deux associés peuvent en avoir
« chacun un et tout le troupeau commun sera

(1) KALIL mourut en 776 de l'hégire, environ en 1422 de l'ère chrétienne.

« livré aux saillies de ces deux étalons, ou d'un
« seul, s'il n'y en a qu'un seul; les pâtres peuvent
« tous ensemble, ou séparément, ou en tel nombre
« déterminé et du consentement des associés, faire
« paître le troupeau, selon qu'il est plus ou moins
« nombreux ou qu'il y a plus ou moins de travail,
« pour soigner les étables ou les bergeries, pour
« traire le laitage. Tout devenant commun et par-
« tagé, il y a économie ou facilité pour tous ; et
« pour tous aussi, il y a avantage et profit. Les
« associés peuvent encore, par le fait de leur asso-
« ciation ou communauté, prendre plus facilement
« à louage des ouvriers, des ustensiles, creuser des
« puits, etc... ce à quoi nul d'entre eux, isolément,
« ne pourrait suffire assez largement et convena-
« blement » (1).

On ne saurait mieux dire ni mieux exposer les bienfaits de l'association pastorale.

*
**

Nous venons d'examiner la question en nous plaçant au point de vue du droit, nous demandant quelles étaient les formes d'association agricole admises par le droit musulman. Il est bien certain que, dans la pratique, les règles primitives de ce droit, ont été peu à peu transgressées, d'autant plus que la réprobation dont est l'objet l'usure, dans le sens que les musulmans donnent à ce mot, a conduit le législateur islamique à instituer un formalisme souvent exagéré et à édicter des restrictions très gênantes. Examinons donc maintenant la question « en fait » et disons quelques mots de

(1) KHALIL BEN ISHAK : *Précis de Jurisprudence musulmane*, trad. Perron, pages 345-46.

chacune des principales associations agricoles, telles que les utilisent pratiquement les indigènes algériens.

Le khammessat est certainement l'association agricole la plus répandue en Algérie, où elle est représentée par plus d'un million d'individus (1.189.034 individus en 1912) (1). C'est un contrat entre un fellah, propriétaire d'une terre et un khammès (expression que l'on peut traduire par colon partiaire) par lequel ce dernier s'engage à cultiver la terre en question et reçoit en échange une certaine portion de la récolte. Cette définition n'est cependant pas complète, car il ne faut pas oublier de préciser que le point de départ du contrat, ce sont les avances remboursables ou « sarmia » faites par le fellah au khammès. C'est en effet, un usage général pour le fellah de faire des avances au khammès et le contrat ne saurait exister, sans cela : « pas de sarmia, pas de khammessat ». Comme le khammès n'a aucune garantie à fournir en échange, il offre son travail ; tant que l'avance n'est pas remboursée, il reste obligé de travailler pour le fellah ; il ne pourrait d'ailleurs trouver à s'employer ailleurs car « la coutume veut que tout propriétaire, qui « emploie un khammès endetté, soit tenu de ses « dettes envers le propriétaire précédent » (2).

Le khammessat ainsi pratiqué se rapproche évidemment de l'association au cinquième du droit musulman, mais sans cependant s'identifier avec

(1) Victor DEMONTÈS chargé de cours au Collège de France : *L'Algérie Economique*, Tome III, page 413. Alger, Imprimerie Algérienne, 1926.

(2) Victor DEMONTÈS : *L'Algérie Economique* (déjà cité) page 420.

elle ; c'est ainsi que dans l'association au cinquième, l'associé propriétaire n'est pas obligé de faire au khammès des avances remboursables ; d'autre part l'association au cinquième est un contrat formel qui exige, pour sa conclusion, qu'une certaine formule soit prononcée ; pour le khammessat au contraire, aucune formule n'est requise ; autre différence, le khammès de l'association au cinquième ne doit que les travaux de labour, le khammès du khammessat doit non seulement les travaux de labour, mais est tenu encore de participer aux semailles, aux moissons, à l'ensilage, à l'emmeulage ; enfin, tandis que dans l'association au cinquième la part de l'associé porte sur la récolte, c'est-à-dire sur le grain et la paille, dans le khammessat, elle ne porte que sur le grain.

Une autre forme d'association utilisée dans certaines régions de l'Algérie est la « Touiza », c'est, selon la définition de M. RICHARDOT, qui a consacré à cette institution une notice parue en 1909 (1) « une sorte de coopérative de travail qui « ne dure jamais plus d'une journée et dont chaque coopérateur reçoit, le jour même du travail, « à titre de salaire, ou mieux de récompense, un « ou deux repas, selon la saison ». La Touiza est généralement organisée par un fellah dont les travaux agricoles sont en retard ; la saison s'avancant, il se rend compte que, s'il est réduit à ses seules forces, sa campagne agricole risque d'être compromise ; il fait alors appel à l'aide de ses voisins, qui acceptent de lui rendre service, car ils savent que, s'ils se trouvent un jour dans l'em-

(1) Notes sur la Touiza par RICHARDOT, administrateur adjoint de commune mixte. Alger, Imprimerie Cojosso, 5, rue Bruce, 1909.

barras, ils pourront avoir, à leur tour, recours à celui qui les met ainsi à contribution.

On serait je crois, mal venu, à prétendre que les cultivateurs indigènes manquent d'esprit mutualiste, dans un pays où fonctionne une telle coutume « remarquable de souplesse et de simplicité » qui permet, sur un simple signe d'un fellah, de « réunir sans formalité aucune, un grand nombre « de travailleurs, qui fournissent bénévolement, « moyennant un repas qui est plutôt un signe de « remerciement de la part du bénéficiaire qu'un « véritable salaire, un travail abondant et excellent » (1).

On utilise la « Touiza » soit pour les labours, soit pour les moissons. Dans la touiza de labours, chacun des fellahs adhérents vient avec sa charue et ses bœufs ; dans la touiza de moissons chacun vient avec son tablier de cuir et sa faucille. N'est-il pas permis de concevoir l'utilisation d'une telle coutume pour l'aménagement pastoral d'une région ; et l'organisation de « touizas » de pasteurs, dont les adhérents s'emploieraient par exemple à curer les rdirs existants et à en creuser de nouveaux, ou encore à établir des fossés de niveaux destinés à favoriser l'infiltration des eaux, et par voie de conséquence, à assurer une meilleure alimentation des nappes souterraines et une amélioration des pâturages ?

On rencontre également en Algérie certaines coutumes locales qui prouvent que la solidarité musulmane en matière agricole, n'est pas un vain mot. Il paraît intéressant de signaler la coutume du bled el fas (traduction littérale : le terrain de

(1) RICHARDOT : *Notes sur la Touiza* (déjà cité) page 18.

la pioche) en usage dans la région de Sidi-Aïssa (1). Dans cette contrée, où il tombe en moyenne 250 m/m d'eau par an, la culture est très aléatoire et, pour la pratiquer, les indigènes ont dû recourir à l'irrigation. Mais les travaux nécessaires pour la construction de dérivations, en terre ou en fascines, pour l'ouverture de canaux, pour la réparation des dégâts commis par les violentes crues d'automne, exigent de réels efforts, ainsi le barrage de Cegdal a exigé plus de 40.000 charges d'alfa ou de tamarins et sa construction a duré 2 ans ; autre exemple : le canal principal de Hadjer Sefra mesure 11 km. de longueur. On comprend que de tels ouvrages dépassent les possibilités d'un seul individu et que les indigènes aient songé, depuis des temps très lointains, à s'associer en vue de leur réalisation. M. DESTAING, Administrateur de la C.M. de Sidi-Aïssa, qui m'a signalé l'existence de cette intéressante coutume locale, pense qu'il faut même en faire remonter l'origine à l'occupation romaine, époque à laquelle l'irrigation était en effet déjà fort en honneur dans la région du Hodna.

Quoiqu'il en soit, indiquons rapidement en quoi consiste cette coutume. Le « bled el fas » est une zone susceptible d'être irriguée par une dérivation ; les limites en sont fixées par la djemâa ou assemblée des anciens, qui fait appel à tous les fellahs aptes à cultiver le sol. La terre, en général un immense rectangle assez régulier, est mesurée à l'aide d'une corde en alfa d'une longueur indéterminée. Lorsque le nombre de cordes est connu, on procède au partage par fraction, en attribuant

(1) Ces renseignements sur le bled el fas m'ont été fournis par M. DESTAING, administrateur de la commune mixte de Sidi-Aïssa.

à chacune un nombre de cordes proportionnel à celui des adhérents. Puis, dans chaque fraction intervient la division par groupe familial, puis enfin, par tente, toutes opérations effectuées par voie de tirage au sort. La « corde » sert aussi de base à la fixation des prestations à fournir en nature ; elle représente un certain nombre de charges d'alfa à transporter et un certain nombre de mètres de canal à creuser. Un personnage influent, généralement le caïd, veille à la stricte application de la coutume. La djemaâ nomme le « seddad » qui est chargé de diriger la construction du barrage. Les règles fixées par la coutume sont très rigoureuses : ainsi, si un associé refuse d'effectuer, au jour fixé par le seddad, ses prestations en nature, sa part passe à un parent plus pauvre ou à un notable, qui s'engage à fournir les prestations imposées.

On voit donc, une fois de plus, que l'idée d'association pour la culture n'est pas en opposition avec la mentalité indigène puisqu'on en trouve des applications dans les plus anciennes coutumes musulmanes, comme celle que nous venons d'examiner.

M. DESTAING a fait de cette institution une curieuse adaptation qui mérite d'être signalée ; il a remarqué qu'il existait entre cette coutume indigène et nos associations syndicales, une certaine analogie : l'universalité des fellahs correspondant à l'assemblée générale, la djemaâ jouant le rôle du syndicat, les chefs de groupements familiaux étant nos syndics. Le caïd assure les fonctions de directeur, le seddad cumule les emplois de technicien, de secrétaire et de trésorier ; les taxes sont, dans l'une et l'autre institution, proportionnelles aux super-

ficies; enfin, dans les deux cas, la coutume d'un côté, la loi de l'autre, ont prévu de puissants moyens de coercition contre l'exploitant défaillant : nous avons vu que, dans le bled el fas, l'exclusion peut être prononcée contre l'associé qui refuse d'exécuter des prestations en nature ; ce qui concerne les associations syndicales, les taxes dont le rôle est rendu exécutoire par le Préfet, (art. 62 - Décret du 13 Décembre 1927), sont soumises, quant au recouvrement, aux mêmes règles que celles applicables en matière d'impôts directs, et pour ce qui est des prestations en nature, (art. 44 décret précité), le sociétaire défaillant est tenu de verser une redevance en argent, qui se règle comme une véritable amende (Art. 68 décret précité).

En s'inspirant de ces observations, M. DESTAING a créé, en 1930 et 1931, quatre associations syndicales dont nous avons déjà parlé plus haut, mais dont il m'a paru intéressant de noter ici la curieuse origine.

Les associations dont je viens de parler — khammessat, touiza, bled el fas — sont principalement des associations pour la culture, mais il existe aussi, chez les indigènes algériens, des associations en vue de l'élevage dont il convient maintenant de dire quelques mots.

On rencontre d'abord, chez les tribus pastorales de l'Algérie du Sud, le contrat de gardiennage ; il pourrait paraître excessif, à des gens non prévenus, de considérer cette institution comme un contrat d'association pastorale et il vaudrait mieux, semble-t-il, à première vue, le rapprocher du salariat. Pourtant, par certains côtés, il s'agit bien là, nous allons le voir, d'une véritable association en vue de l'élevage.

Examinons par exemple le fonctionnement du contrat de gardiennage dans la région de Sidi-Aïssa. L'embauche des bergers y a lieu généralement au début de l'automne ou au printemps ; le propriétaire et le candidat berger comptent le troupeau devant une « djemaâ » de témoins et prennent un engagement oral ; pas d'enregistrement écrit (1) ; à signaler que c'est généralement une famille plutôt qu'un individu qui s'embauche. Ici, comme dans le khammessat étudié plus haut, l'élément caractéristique est la « sarmia », avance variable de 500 à 2.000 francs ; pratiquement insolvable, le berger comme le khammès, lié par sa dette initiale, servira jusqu'à la mort, le même patron. A la sarmia s'ajoutent généralement des accessoires ou « touaba », consistant en un ou deux doubles d'orge pour chacun des agnaux ; il s'agit là d'un véritable salaire, puisque cette rétribution en nature est invariable, bon an mal an. Le beurre revient toujours au patron, le petit lait au berger en totalité (transhumance) ou en partie seulement (1/5 en cas de stabulation) ; cette répartition varie d'ailleurs suivant les endroits, c'est ainsi qu'à Sidi Hadjèrès, on réserve au berger, à la fin mai, au moment où s'achève la saison du laitage, une semaine franche, où tout est à lui. La laine est entièrement au propriétaire, sauf toutefois le « bechim » et le « belkara » (détritus — queue — ventre) ; parfois, le gardien a droit à une toison sur vingt ; dans le douar Sidi-Aïssa on lui donne autant de toisons qu'il a reçu d'agneaux.

Les obligations du berger sont multiples ; il doit

(1) Les renseignements qui suivent sur le contrat de gardiennage à Sidi-Aïssa ont été puisés dans une note de M. Jacques BERQUE, licencié ès lettres sur le contrat d'association pastorale dans la C.M. de Sidi-Aïssa.

se déplacer selon la volonté du maître, dans la steppe, pour assurer le pacage des bêtes confiées à sa garde ; il doit abreuver les ovins au moins tous les trois jours en été, facultativement, en hiver, leur édifier une « zériba », contre le froid, abriter au besoin les agneaux nouveaux-nés dans sa tente, traire les brebis, porter au patron le beurre salé et, en cas de mort accidentelle, la peau du crâne et la viande fraîche ou boucanée, signaler les épidémies, etc... Il est responsable s'il fait pacager dans des terrains non glanés, responsable aussi en cas de vol, s'il ne peut alléguer la force majeure.

Le contrat est théoriquement valable pour un an ; pratiquement il se renouvelle par tacite reconduction en raison de l'insolvabilité du débiteur ; si le patron rompt le contrat, un salaire proportionnel est dû au berger qui doit cependant rembourser la sarmia ; si le berger rompt le contrat, il doit rembourser tout ce qu'il a reçu.

Le contrat de gardiennage se retrouve, avec des modalités différentes, dans tout le Pays du Mouton. Le mode de rétribution du berger varie notamment avec les régions : à Bou-Saâda, le berger prélève six à huit agneaux pour un troupeau de cent têtes et par an ; il reçoit aussi un quintal d'orge et une indemnité de cinquante francs, dite de « malkha » pour l'entretien des chaussures, enfin, au moment de la tonte, on lui remet une toison à titre de de « toraa » ou « prime de surveillance » (1) ; à Boghari, le berger engagé pour la garde d'un troupeau de 200 à 250 têtes, et à qui le propriétaire

(1) Lettre n° 1.617 du 23 juin 1932 de l'Administrateur de Bou-Saâda. (Archives de la Direction des Affaires indigènes).

fait une avance de 500 à 1.000 francs remboursable lors du règlement de comptes, reçoit en guise de rétribution, un burnous, une paire de souliers, douze doubles d'orge et douze doubles de blé, douze agneaux au moment de l'agnelage et douze toisons au moment de la tonte (1) ; à Chellala, le berger reçoit, pour la garde d'un troupeau de 200 à 300 têtes, dix agneaux, deux chevreaux, quatre doubles-décalitres de blé et douze d'orge, un burnous, une paire de chaussures, le lait de six à dix brebis, une avance remboursable de 300 à 500 frs ; si le berger abandonne son service en cours de contrat, il doit rembourser tout ce qu'il a reçu (2). A Marnia, on distingue le berger au mois et le berger à l'année. Le premier est un véritable salarié qui perçoit une indemnité annuelle de 400 à 500 francs, le second est un peu un associé puisqu'il reçoit comme rétribution, en fin d'année, un agneau par dix têtes. On lui donne également vingt décalitres d'orge, deux de blé, un de sel, mais il n'a droit ni au laitage, ni au beurre, ni au croît (3). A Aïn-M'Lila, pour un troupeau de 100 à 500 têtes, le berger reçoit cinq brebis, cinq charges de céréales, un burnous, 1/2 peau de bœuf pour la fabrication de ses chaussures (4)-; aux Eulmas, chaque berger

(1) Lettre de l'Administrateur de Boghari n° 2.901 du 23 juin 1932. (Archives de la Direction des Affaires indigènes.

(2) Lettre n° 2.142 du 21 juin 1932 de l'Administrateur de Chellala. (Archives de la Direction des Affaires indigènes.

(3) Archives de la Direction des Affaires indigènes. Lettre n° 3.821 du 12 juillet de l'Administrateur de Marnia.

(4) Archives de la Direction des Affaires indigènes. Lettre n° 5.242 du 9 juillet 1932 de l'Administrateur d'Aïn-M'Lila.

a la garde de 200 ovins environ et reçoit pour un an, douze agneaux, douze toisons, six charges d'orge, deux burnous, la laine provenant du ventre des brebis qui sert pour le tissage des tentes, douze francs et des sandales (1).

On peut dire que le contrat de gardiennage est un contrat mixte. Par certains côtés (invariabilité, au moins partielle, de la rétribution, — dépendance absolue vis-à-vis du patron — paiement proportionnel au temps en cas de rupture de la part du patron) c'est un véritable salariat, mais le pourcentage de $1/20$ que l'on rencontre parfois, le remboursement en cas de rupture qui est une sorte de dédit, la période franche, en fin de saison, les analogies incontestables avec le khamessat en font bien une manière d'association. Il est toutefois à noter que la « sarmia » vient encore compliquer la question en faisant du gardiennage un servage pour dettes (2).

On rencontre également dans l'Algérie du Sud, le contrat d'azila (3), dont l'esprit se rapproche, avec des modalités différentes, de celui de notre contrat de cheptel simple (art. 1804 à 1817 C. C.) ; l'une des parties donne à l'autre des moutons à garder à nourrir et à soigner, sous condition que

(1) Lettre n° 1.530 du 20 juin 1932 de l'Administrateur des Eulmas. (Archives de la Direction des Affaires Indigènes).

(2) Renseignements extraits d'une note de M. Jacques BERQUE.

(3) d'un verbe arabe qui signifie : trier, mettre de côté.

le preneur, nommé « azel » profitera d'une partie des produits du troupeau. Le contrat d'azila est un contrat coutumier, rarement écrit, généralement passé pour un an, mais renouvelable par tacite reconduction. Le propriétaire confie généralement ses bêtes à l'azel après la tonte. Le preneur doit s'occuper du cheptel en bon père de famille ; en général, les frais de garde, de logement et de tonte sont à sa charge, il en est notamment ainsi dans la région du Chélif (1), dans la C. M. de Chellala, cependant l'azel prend à sa charge la moitié seulement du salaire du berger (2).

La rémunération de l'azel varie suivant les régions, c'est ainsi que dans la C. M. du Chélif, le preneur a droit au tiers de la laine, au tiers du beurre et au tiers des produits ; quelquefois cependant, on lui donne la moitié de la laine et la moitié du beurre, mais alors tous les produits sont pour le bailleur, qui supporte les pertes par mortalité (3) ; dans la plupart des régions, l'azel bénéficie de la moitié de la laine et du beurre, mais ne participe ni au croît, ni aux pertes, il en est ainsi notamment à Chellala (4), au Djebel Nador (5), à Tiaret (6),

(1) et (3) Lettre n° 4.715 du 23 juin 1932 de l'Administrateur de la C. M. du Chélif. (Archives de la Direction des Affaires Indigènes).

(2) et (4) Lettre n° 2.142 du 21 juin 1932 de l'Administrateur de la C. M. de Chellala. (Archives de la Direction des Affaires Indigènes).

(5) Lettre n° 3.138 du 20 juin 1932 de l'Administrateur de la C. M. du Djebel Nador.
nistrateur de la C. M. du Djebel Nador.

(6) Lettre n° 2.642 du 2 juillet 1932 de l'Administrateur de la C. M. de Tiaret.

à Frenda (1), à Cacherou (2), et à Saïda (3) ; dans la plupart des C. M. les azels reçoivent également une part ou la totalité de la viande des animaux abattus par suite de dépérissement. A signaler que, dans la C. M. du Djebel Nador des Européens ont passé des contrats d'azila avec des indigènes mais à des conditions quelque peu différentes : l'azel conserve tout le beurre et a droit au tiers de la laine et du croît (4).

Je dois signaler à ce propos l'opinion de M. BERGER-VACHON qui estime qu'une confusion est souvent faite entre le qirad'h (commandite) et l'azila. Pour cet auteur, alors que le pâtre du qirad'h reçoit une part du croît variant suivant les régions, le contrat d'azila ne comporte jamais un tel avantage pour le berger (5). Les indications qui précèdent prouvent que cette confusion est fréquente puisque nombreux sont les administrateurs de C.M. qui signalent que l'azel du contrat d'azila a droit à une part du croît.

On trouve également dans certaines régions de l'Algérie, des contrats divers qui se rapprochent plutôt de la commandite. On peut les classer en deux types principaux.

D'après le premier type de contrat, une partie confie à l'autre un certain nombre de têtes de bétail

(1) Lettre n° 2.963 du 18 juin 1932 de l'Administrateur de la C. M. de Frenda.

(2) Lettre n° 2.377 du 21 juin de l'Administrateur de la C. M. de Cacherou.

(3) Lettre n° 2.295 du 22 juin de l'Administrateur de Saïda.

(4) Lettre n° 3.138 du 20 juin 1932 de l'Administrateur du Djebel Nador.

(5) Revue algérienne et tunisienne d'oct-nov. 1931 (déjà cité), page 203.

qui forme le troupeau initial ou « Ras el mal » ; la partie prenante assure la garde, la nourriture et l'entretien des animaux et retire généralement la moitié de la laine, la moitié du laitage et du beurre et, le cas échéant, la moitié de la viande des animaux abattus.

A l'expiration du contrat, le propriétaire reçoit d'abord l'équivalent du troupeau initial, d'après sa valeur estimative, puis les bénéfices sont partagés ensuite par moitié, entre le propriétaire et le gardien. De telles associations fonctionnent dans la C.M. de la Meskiana (1) ; dans la C.M. de Sebdou, sous le nom de Cherka (2) ; dans la C. M. de Tiaret (3) ; dans la C.M. de Saïda sous le nom d'« Esserka bennouss » ou « pacage à moitié » (4) ; dans la C. M. des Belezma (5) ; dans la C. M. de Tébessa (6) ; dans la C. M. d'Aïn M'lila (7) et dans la C. M. de l'Aurès (8).

L'autre type se rapproche de la commandite, telle qu'elle est autorisée par le droit religieux ; l'une des parties n'est qu'un bailleur de fonds qui fournit

(1) Lettre n° 3.622 du 6 juillet de l'Administrateur de la C. M. de La Meskiana.

(2) Lettre n° 4.525 du 21 juin de l'Administrateur de la C. M. de Sebdou.

(3) Lettre n° 2.642 du 2 juillet 1932 de l'Administrateur de la C. M. de Tiaret.

(4) Note n° 2.295 du 22 juin 1932 de l'Administrateur de la C. M. de Saïda.

(5) Lettre n° 4.574 du 15 septembre 1932 de l'Administrateur de la C.M. des Belezma.

(6) Lettre du 16 juillet 1932 de l'Administrateur de la C. M. de Tébessa.

(7) Lettre n° 5.242 du 9 juillet 1932 de l'Administrateur de la C. M. d'Aïn-M'lila.

(8) Lettre n° 3.783 du 21 juin 1932 de l'Administrateur de la C. M. de l'Aurès.

à son associé un capital destiné à l'achat d'un troupeau. Le contrat porte généralement sur une période de deux ou trois ans, durant lesquels les produits du troupeau : agneaux, laine, beurre, etc... sont partagés par moitié, après défalcation des charges : salaires des bergers, tonte, impôts et taxes ; à l'expiration du contrat, le troupeau est vendu le bailleur est remboursé et les bénéfices partagés par moitié. On rencontre des contrats de ce genre dans la C. M. de Chellala, où les bailleurs de fonds sont généralement des Européens (1) ; dans la C.M. de la Meskiana (2) et dans celle des Bibans (3).

*
**

Ainsi donc, soit en droit soit en fait, l'indigène algérien n'est pas, nous venons de le voir, réfractaire à l'idée d'association et il n'est pas utopique de songer à constituer, dans le pays du mouton, des sociétés groupant européens et indigènes en vue de l'amélioration des conditions de l'élevage ovin.

SECTION III. — *Essai d'indication d'une formule d'association susceptible de contribuer à la solution du problème de l'élevage ovin algérien : « Les sociétés de Prévoyance pastorale et d'aménagement du Pays du Mouton ».*

De même qu'un maçon, avant de commencer un ouvrage, réunit à pied d'œuvre les matériaux néces-

(1) Lettre n° 2.142 du 21 juin de l'Administrateur de la C. M. de Chellala.

(2) Lettre n° 3.622 du 6 juillet 1932, de l'Administrateur de la C.M. de La Meskiana.

(3) Lettre n° 3.723 du 4 juillet de l'Administrateur de la C. M. des Bibans.

saires à sa construction, de même je me suis efforcé, au cours des pages qui précèdent, de rassembler les indications et les documents dont la connaissance m'a paru utile à la recherche d'une mise en valeur rationnelle du Pays du Mouton. Comme le maçon, il me faut maintenant construire ; je dois notamment indiquer au moins les grands traits du système que j'entrevois et dont l'application me semble pouvoir favoriser, au moins dans une certaine mesure, la solution du problème de l'élevage ovin algérien. Je n'ai certes pas la prétention de penser qu'une formule unique et immuable serait bonne pour toutes les régions de l'Algérie, dont j'ai, au contraire, pris soin de rappeler, au début de cette étude, que c'était le pays des contrastes et des extrêmes, mais je crois qu'il n'est tout de même pas impossible, en tenant compte des expériences du passé, de tracer les grandes lignes d'une organisation du Pays du Mouton, grâce à laquelle on pourrait arriver à des résultats meilleurs que ceux jusqu'ici obtenus.

J'ai déjà signalé le manque d'ampleur des essais tentés ; les ovicoops du Sersou par exemple ne groupaient chacune, je l'ai déjà dit, que quelques membres et ne disposaient, dans ces conditions, que de moyens fort limités ; leur action d'autre part ne s'étendait qu'à des zones d'élevage très restreintes et ne pouvait, dès lors, s'exercer efficacement dans un pays où la transhumance est et restera, pendant longtemps encore, la loi imposée par la nature. Les conditions de vie des troupeaux dans la steppe exigent que l'on aborde le problème d'une façon beaucoup plus ample, beaucoup plus large ; il faut avoir, en effet, constamment à l'esprit ce fait que les ovins du Sud sont, pour la grande majorité, en perpétuelle transhu-

mance. Il est absolument nécessaire, avant toute chose, de connaître leurs déplacements, de noter les lieux où ils passent successivement, de déterminer en un mot les itinéraires qu'ils suivent et qui varient d'ailleurs assez peu d'une année à l'autre, pour pouvoir ensuite, le long de ces itinéraires, créer des points d'eau convenablement espacés, établir des postes de vaccination contre les maladies contagieuses, préparer des murs-abris, améliorer les pâturages, constituer au besoin des réserves fourragères, etc... etc... La réalisation d'une telle entreprise dépasse évidemment les forces et les possibilités d'éleveurs isolés, aussi bien que celles de minuscules groupements, comme l'étaient les ovicoops du Sersou, dont l'effort ne pouvait s'appliquer qu'à la satisfaction de besoins purement locaux. Il est donc indispensable, si l'on veut obtenir des résultats sérieux par l'action groupée, de constituer de puissantes associations réunissant un nombre imposant d'éleveurs et capables d'assurer l'équipement de très vastes superficies. Or, il est possible de déterminer au Pays du Mouton, un certain nombre d'itinéraires de transhumance que suivent, chaque année, les mêmes troupeaux. Je pense que l'on pourrait délimiter des « régions moutonnières » correspondant chacune à l'un de ces itinéraires de transhumance et englobant tous les terrains de parcours qui en dépendent.

M. ABADIE, dans son ouvrage sur la Politique du Mouton dans les Hauts-Pays algériens, proposait déjà la création de « circonscriptions moutonnières » dont il faisait des unités économiques et des unités administratives, en vue d'assurer une coordination plus efficace des efforts à réaliser dans chaque région. La formule de M. ABADIE est louable quand elle essaie d'instaurer pour la mise en valeur de

l'Algérie du Sud, des pratiques d'organisation et de méthode, qui ont fait défaut jusqu'ici mais elle est insuffisante, à mon point de vue, en ce qu'elle néglige d'associer l'éleveur à la tâche à réaliser. Si l'Etat, je le répète, doit donner l'exemple, accorder son appui moral et financier aux initiatives privées qui méritent encouragement, il ne peut tout faire, il ne peut notamment songer à équiper seul, à ses frais, sans le concours des intéressés, tous les immenses terrains de parcours du Pays du Mouton.

Dans chacune des régions moutonnières ainsi délimitées, n'est-il pas possible de constituer une société qui grouperait tous les éleveurs de la région, en vue de l'amélioration des conditions de l'élevage ovin ? On est bien parvenu à constituer, dans la plupart des communes mixtes de l'Algérie du Nord, des sociétés de prévoyance qui réunissent la presque totalité des cultivateurs de chaque circonscription administrative. Dans certaines régions, on a réussi également à grouper les indigènes dans des djemaâ el Fellaha ou sociétés coopératives de culture. Pourquoi ne parviendrait-on pas aux mêmes résultats dans l'Algérie du Sud, en ce qui concerne l'élevage du mouton ?

On objectera que les sociétés de Prévoyance et les djemaâ el Fellaha ne comportent que des membres indigènes et qu'il sera peut-être difficile d'amener les Européens s'intéressant à l'élevage du mouton à faire partie des sociétés, dont j'envisage la constitution dans l'Algérie du Sud. Je ne pense pourtant pas que ce soit impossible, car la plupart des Européens, colons ou éleveurs qui s'installent dans ces régions, sollicitent généralement une concession plus ou moins étendue et on impose au concessionnaire des conditions sou-

vent fort onéreuses : mise en valeur d'une certaine superficie dans un délai donné, construction de bâtiments, plantation d'arbres, aménagement de points d'eau. Il serait facile de prévoir, dans les arrêtés de concession, une clause supplémentaire qui obligerait tout concessionnaire à s'inscrire comme membre de la « société » existant dans la région où il se propose de se livrer à l'élevage ovin.

*
**

La société qu'il conviendrait de créer ainsi dans chacune des régions moutonnières et que l'on pourrait par exemple dénommer « société de prévoyance pastorale et d'aménagement du Pays du Mouton » serait administrée comme les sociétés de prévoyance, ou les djemaâ el Fellaha, par un conseil assez peu nombreux ; dans ces régions, il faut en effet des organismes très simples et une réglementation facile à appliquer. Les autorités administratives locales pourraient être, devraient même être représentées au sein de ce Conseil, car si l'administration ne doit pas étendre exagérément ses attributions et empiéter sur le domaine de l'activité privée, il est par contre de son rôle et de son devoir de contrôler la marche de semblables organismes et de s'assurer que leur fonctionnement n'est pas de nature à froisser les intérêts légitimes des populations locales.

Je n'ai pas, je le répète, la prétention d'indiquer une formule valable pour l'ensemble de l'Algérie du Sud ou d'établir des statuts-types pour ce genre de sociétés, car il est certain que les modalités de détail devraient varier avec les régions, et que les mêmes règles ne pourraient s'appliquer par exemple, aux Larbaa de Laghouat, soumis

à un régime quelque peu féodal, ou aux populations plus individualistes de Frenda ou de Saïda. Le nombre des membres du Conseil sera plus ou moins élevé suivant l'étendue et le peuplement de la région intéressée, le mode de désignation pourra faire une certaine part à l'élection dans les régions dont les habitants, plus évolués, sont déjà accoutumés à ce procédé.

Ces sociétés jouiraient naturellement de la personnalité civile, pourraient ester en justice, posséder des biens mobiliers et immobiliers, recevoir des dons des particuliers ou des subventions de l'Etat, du département ou des communes, contracter des emprunts.

Quelles seront les ressources de ces sociétés ? Nous avons vu, en étudiant le régime des sociétés coopératives agricoles que le capital de ces organismes était en général constitué par des parts, transmissibles par voie de cession et avec l'agrément de la société, et recevant un intérêt. Je ne suis guère partisan d'appliquer ce système aux sociétés à créer dans le Pays du Mouton, car il faut bien penser que les pasteurs, appelés à devenir sociétaires, ne possèdent pour la plupart aucun capital liquide, et ce serait une erreur que d'exiger d'eux, dès la constitution de la société, un apport en argent que beaucoup ne pourraient effectuer.

Il n'est par contre pas impossible de demander aux sociétaires une cotisation annuelle ; les membres des Sociétés indigènes de prévoyance acquittent une cotisation ; il faudra, de même que les membres des sociétés du Pays du Mouton contribuent au fonctionnement de l'organisme dont ils feront partie. Qu'on ne dise pas : il s'agit là d'une charge supplémentaire que le pasteur ne pourra

supporter ! Ne vaut-il pas mieux accepter cette modeste concession, plutôt que d'abandonner à la fatalité le tribut, souvent plus important, qu'il plaît à son arbitraire de prélever ?

Le montant de la cotisation due par chaque sociétaire devra évidemment être fonction de l'importance du troupeau de l'intéressé ; ce pourrait être par exemple une taxe annuelle par tête de mouton, qui serait perçue dans les mêmes conditions que les cotisations des sociétés indigènes de prévoyance et dont le produit serait versé dans les caisses de la société de la région moutonnaire intéressée.

Parmi les ressources des Sociétés du Pays du Mouton, il faut encore prévoir les bénéfices qui seraient réalisés par les centres moutonniers ou par les centres de cultures pastorales que la Société intéressée aura créés dans sa zone d'influence. Nous verrons, plus loin, qu'il importe que ces centres vivent par leurs propres moyens et sur leurs seules ressources ; les réserves fourragères qu'ils auront produites seront notamment cédées aux propriétaires des troupeaux contre rémunération en argent ou en nature ; le centre devra avoir, j'indiquerai plus loin pour quelle raison, un petit troupeau qui pourra aussi lui procurer quelques revenus. Il y a là, des sources de bénéfices qui viendront accroître les ressources de la société et lui permettront d'intensifier son action.

Enfin, l'Administration ne manquera pas de venir en aide aux Sociétés dont l'utilité aura été démontrée et des subventions pourront leur être accordées, notamment sur les fonds procurés par la taxe de 0,10 % ad valorem instituée sur toute importation en France de peaux et laines de moutons, et dont l'Union Ovine a été jusqu'ici seule

à profiter, parce qu'aucun autre organisme ne s'est dans le passé, intéressé au développement de l'élevage ovin algérien.

Mais la meilleure façon, pour le Gouvernement Général, d'aider les « Sociétés d'aménagement pastoral » qui le mériteront, sera encore de garantir leurs emprunts, comme cela se passe déjà en Algérie pour les associations syndicales autorisées. La loi du 20 avril 1906 autorise, en effet, le Gouverneur Général à garantir les emprunts contractés, en vue de l'exécution de travaux d'irrigation ou d'assainissement par les associations syndicales autorisées de l'Algérie du Nord. Un projet de décret a été récemment soumis au Pouvoir central pour étendre ces mesures aux Territoires du Sud. Ne pourrait-on pas faire bénéficier les « Sociétés d'aménagement pastoral » de semblables faveurs et accorder la garantie de la Colonie, à celles d'entre elles qui désireraient emprunter en vue de l'exécution d'un programme d'équipement de la région moutonnaire intéressée, programme qui aura auparavant été l'objet d'un examen attentif des services compétents du Gouvernement Général et aura reçu l'approbation du Chef de la Colonie ?

Enfin, il me semble utile de prévoir l'institution d'un fonds commun de ces Sociétés du Pays du Mouton, analogue à celui dont on envisage la création pour les sociétés de prévoyance. Ce fonds, qui serait alimenté, durant les bonnes années, par la participation de toutes les sociétés et, au besoin par celle de l'Etat, de la Colonie et des départements, apporterait, en période de crise, à ces organismes une aide efficace.

L'objet des « Sociétés de prévoyance pastorale et d'aménagement du Pays du Mouton » devra être de rechercher et d'appliquer les mesures propres à sauvegarder l'existence des troupeaux et à améliorer les conditions d'exercice de l'industrie pastorale. Les membres de la société, indigènes et français, continueront à exploiter individuellement leurs troupeaux comme ils l'entendront ; l'exemple des ovicoops du Sersou démontre, en effet, que l'existence d'un troupeau coopératif ne se peut concevoir que s'il est relativement peu nombreux, car au-delà d'un certain chiffre, la surveillance et le contrôle nécessaire ne peuvent plus s'exercer convenablement ; l'équipement rationnel d'une région déterminée en vue de l'élevage ovin, exige d'autre part, nous l'avons indiqué, le concours de nombreux éleveurs, possédant à eux tous un très nombreux cheptel.

Il me paraît donc opportun d'admettre que la société n'aura pas pour but l'élevage en commun et que chaque membre conservera, au contraire, son troupeau individuel. Les sociétaires se borneront à grouper leurs connaissances, leurs efforts, les ressources nécessaires en vue de l'aménagement et de l'équipement de l'itinéraire de transhumance annuellement suivi par leurs animaux.

Parmi les buts que devra se proposer la société, on peut énumérer :

1°) *la recherche, l'aménagement et l'entretien des points d'eau.*

La Société devra consacrer une partie de ses ressources à la création de points d'eau, de façon à doter sa zone d'action d'un réseau suffisamment serré pour permettre l'utilisation de tous les pâtu-

rages de la région ; elle devra aménager les points d'eau dotés d'installations insuffisantes, notamment par la création d'abreuvoirs, par l'établissement de puisards à chaque rdier, etc.... ; elle devra enfin s'occuper du gardiennage et de l'entretien de chaque point d'eau ; curage des puits et des rdiars, protection des sources, maintien en bon état des systèmes élevatoires, etc.

Pour permettre à la Société de poursuivre ce but qui est, parmi ceux proposés à son activité, l'un des plus importants, la Colonie pourra lui concéder, sous certaines conditions, l'exploitation et la jouissance d'une partie des eaux superficielles et même des eaux souterraines de la région intéressée. Le régime des eaux en vigueur en Algérie n'est pas en effet le régime métropolitain. En France, en vertu des articles 538, 540 et 564 du Code civil, le propriétaire d'un fonds a aussi la propriété de l'eau qui jaillit et l'usage de toute eau courante qui traverse le fonds, et seules les rivières navigables et flottables rentrent dans le domaine de l'Etat ; en Algérie, au contraire, l'article 2 de la loi du 16 juin 1851, classe dans le domaine public, les canaux d'irrigation, de navigation, de dessèchement exécutés par l'Etat ou pour son compte, les aqueducs et les puits à usage du public, les lacs salés et les sources ; la question a été controversée en ce qui concerne les eaux souterraines jusqu'aux arrêts du Conseil d'Etat du 21 mars 1930, qui précisent ainsi cette partie de la loi :

« Considérant que, comme il résulte des travaux préparatoires de la loi du 16 juin 1851, « l'article 2 (par. 2 et 3) de cette loi a eu pour « objet de comprendre dans le domaine public en « Algérie l'ensemble des eaux indispensables à

« l'irrigation des terres et à l'alimentation des
« populations, qu'il suit de là que les nappes
« d'eaux souterraines qui, dans les oasis du Sud-
« algérien, conquises après la promulgation de
« cette loi, constituent la plus importante sinon
« l'unique ressource en eaux potables et en eaux
« d'irrigation et qui, avant la conquête, n'apparte-
« naient pas de droit aux détenteurs du sol, doi-
« vent être regardées comme faisant partie du
« domaine public ».

La loi de 1851 ainsi précisée a donc eu pour objet de comprendre dans le domaine public « l'ensemble des eaux indispensables à l'ir-
« rigation des terres et à l'alimentation des popu-
« lations ». Un projet de décret actuellement soumis au Pouvoir Central se propose de déterminer les conditions dans lesquelles pourront être concédées, aux particuliers, l'exploitation et la jouissance des eaux superficielles comme des eaux souterraines. Qu'il me suffise d'indiquer qu'en ce qui concerne les eaux superficielles, il serait nécessaire, dans tous les cas, d'un arrêté de concession ; au contraire, le propriétaire du sol aurait en principe le droit d'user librement, sans aucune formalité préalable de l'eau du sous-sol, sous réserve toutefois de l'application de l'article 8 du même projet de décret, qui pourrait en pratique aboutir à une restriction très sévère de cette liberté puisqu'il déclare que « l'exploitation et la jouissance
« des eaux souterraines sont subordonnées à
« concession préalable dans les régions, où, par
« suite de leur insuffisance, il est nécessaire de
« réglementer l'usage de ces eaux. Cette nécessité
« sera, dans chaque cas reconnue, le périmètre
« d'application déterminé et le point de départ de

« la réglementation fixée, après consultation des
« intéressés, par un décret » (1).

Je bornerai là mes explications relatives au régime des eaux en Algérie ; j'ai simplement voulu montrer que l'Etat possédait à cet égard des pouvoirs très étendus, plus étendus que dans la Métropole et pouvait, en concédant dans une région déterminée, une partie des eaux à la « Société de prévoyance pastorale et d'aménagement de la région moutonnaire intéressée », faciliter grandement son action.

2°) *l'amélioration des pâturages*

La « Société » devra aussi s'occuper de l'amélioration des pâturages. Elle pourra y parvenir d'abord en imposant à ses membres une « rotation » des terrains de parcours, de façon à permettre une régénération des terres épuisées. Elle s'efforcera aussi de faire procéder à des hersages pour briser la croûte superficielle du sol, ou de faire exécuter de petits travaux (création de canaux de dérivation, de fossés de niveau, etc...) comme ceux que l'on pratique dans certaines régions de la Tunisie et qui peuvent, en facilitant la pénétration des eaux pluviales dans le sol, favoriser le développement des herbages, grâce à la réserve d'humidité ainsi constituée. Pour l'exécution de ces travaux d'amélioration, la société pourra utiliser les modes locaux d'association indigènes tels que la touiza ou la coutume du bled el fas.

Mais pour réaliser ce but, il est nécessaire que la société ait la disposition de la majeure partie des

(1) Archives de la Direction des Travaux Publics.

terrains de parcours de la région intéressée. C'est le lieu de dire quelques mots du régime des terres en vigueur dans l'Algérie du Sud. Pour le Tell, le sénatus-consulte du 23 mai 1863 a opéré une répartition des terres en quatre catégories : biens du Beylick, terres melks, terres arch, et biens communaux.

Aucune mesure semblable n'est intervenue pour les régions du sud, si bien que les lois du 16 février 1897 et du 4 août 1926 qui ont institué respectivement la procédure d'enquête partielle et la procédure d'ensemble, en vue d'apporter une consécration aux droits de propriété individuels, ne peuvent régulièrement s'appliquer à l'Algérie du sud, car aucune base légale ne permet de préciser la situation juridique qu'il convient de donner aux terres qui y feraient l'objet de ces procédures. Une controverse s'est élevée notamment — et la question est intéressante à signaler dans cette étude — en ce qui concerne les terrains de parcours : une circulaire du Gouverneur Général du 31 janvier 1893 indique que, sur ces terrains, il y a « usage » et non « jouissance » des tribus qui les utilisent et que, dans ces conditions, l'Etat en reste le maître éminent. Par contre un jugement du Tribunal de Batna du 25 août 1896, refuse de les considérer comme biens vacants et sans maître.

M. ABADIE, en signalant cette controverse, qui n'a d'ailleurs jamais été définitivement tranchée, insiste sur la nécessité d'établir un statut légal pour la classification des terres dans le Pays du Mouton, et propose de rattacher les terrains de parcours au domaine de l'Etat, étant entendu toutefois que l'Etat n'aurait pas un droit absolu et souverain de pleine propriété et de jouissance et

que, s'étant engagé à respecter les droits des tribus, il n'en aurait que la nue-propriété et en réserverait la jouissance aux pasteurs, suivant un régime à établir et des conditions à déterminer (1). L'institution d'un semblable régime permettrait évidemment d'instaurer, au Pays du Mouton, avec l'aide des « Sociétés de Prévoyance pastorale » une politique d'amélioration des pâturages dont les résultats seraient certainement profitables.

3°) *la production et la constitution de réserves fourragères*

La société coopérative de prévoyance pastorale devra s'occuper également de la production de réserves fourragères, elle pourra constituer, pour cela, dans des régions convenablement choisies, des centres de cultures pastorales. Le terme n'est pas de moi, il a été indiqué par M. ROLLAND (2) mais je l'adopte car il me paraît convenir parfaitement aux créations à réaliser. La direction de chacun de ces centres serait confiée à un chef de culture, qui ferait le choix des terres devant être exploitées sous sa surveillance, et qui s'assurerait le concours d'un certain nombre de travailleurs indigènes ; ces travailleurs installeraient leurs tentes à proximité, recevraient des avances en nourriture et en semences et cultiveraient les terres domaniales qui auraient été attribuées au centre. Les rendements seraient partagés, dans une proportion à déterminer, entre les travailleurs indigènes et le centre. Ce serait, en somme, une sorte

(1) ABADIE : *La Politique du Mouton* (déjà cité), pages 55 et 56.

(2) ROLLAND : *Rapport à la Commission de l'élevage*, 1931.

de khammessat, qui permettrait la constitution à peu de frais, d'importantes réserves fourragères destinées à alimenter, en cas de disette, les troupeaux des membres de la société pastorale.

Les terres domaniales, communales et archs, situées dans les environs, pourraient également être exploitées par les Indigènes groupés en « touiza » ou en « association de cultures ». Le centre qui aurait fourni les semences et les cheptels morts et vifs nécessaires à la culture, recevra en échange une part de la récolte qui viendrait accroître ses réserves fourragères.

Ces réserves ne seraient d'ailleurs pas mises gratuitement à la disposition des sociétaires ; la cession leur en serait faite, moyennant le paiement soit en espèces, soit — si le sociétaire, se trouve, ce qui sera fréquent, sans argent — en nature, car il est, à mon sens, nécessaire que le centre de cultures pastorales parvienne à vivre par ses propres moyens et sur ses seules ressources.

Comme la plupart des sociétaires paieront en nature — c'est-à-dire en abandonnant en échange un certain nombre de moutons — les fourrages qu'ils utiliseront, le centre devra posséder un troupeau pour y intégrer les animaux qu'il aura reçus en paiement.

L'effectif de ce troupeau ne devra cependant pas dépasser un certain chiffre assez restreint, sous peine de voir le centre de cultures pastorales manquer à son principal but, qui doit être la sauvegarde contre la famine du cheptel transhumant des sociétaires. Si, à la suite d'une ou plusieurs bonnes récoltes, les réserves fourragères venaient à être trop abondantes, ou si la nécessité se faisait

sentir, pour éviter leur détérioration, de consommer les fourrages conservés depuis trop longtemps, un certain nombre d'ovins du Centre pourraient être soumis à l'engraissement puis vendus.

L'installation du centre de cultures pastorales pourra être à l'origine assez modeste : un logement pour le chef de culture, des magasins pour les semences, les engrais, les instruments de culture, un atelier de forge pour les réparations courantes, et un parc à réserves. Les fourrages et les pailles seront mis en meules, recouvertes d'un enduit de terre et d'alfa, de façon à assurer leur bonne conservation pendant deux ou trois ans. Lorsque les bénéfices réalisés le permettront, le centre pourra se procurer, dans ce but, des silos.

4°) *l'établissement de murs-abris et d'installations sanitaires*

Nous avons vu que, sauf dans quelques rares régions comme celle d'Aflou, où le froid très vif en hiver nécessite la construction pour les ovins, d'abris couverts, partout ailleurs de simples murs-abris paraissent largement suffisants pour protéger efficacement les troupeaux contre les vents dominants de l'hiver. La société d'aménagement pastoral s'efforcera de multiplier ces murs-abris, qui devront être peu coûteux et pour cela, être construits en terre ou en pierres sèches et en utilisant la main-d'œuvre locale ; les sociétaires, notamment, pourront, dans ce but, former entre eux des « touiza » comparables à celles qui fonctionnent dans le Nord pour les labours ou les moissons par exemple.

La société établira également, en des points

convenablement choisis, des installations sanitaires et notamment des bains antigaleux, où les sociétés pourront, au besoin moyennant une minime rémunération, donner à leurs ovins, les soins nécessaires, pour les protéger contre les maladies parasitaires.

5^o) *l'amélioration de la race*

La société pourra aussi s'occuper de l'amélioration de la race, nous avons dit que parmi les deux procédés employés, sélection et croisement, il convenait encore, tant que les conditions de vie du cheptel ovin dans le sud algérien resteront ce qu'elles sont, de donner la préférence à la sélection. Nous avons signalé que la station de Tadmit avait obtenu, en la matière, des résultats très encourageants qu'il est toutefois nécessaire d'étendre à d'autres régions du Pays du Mouton. Je verrai volontiers les principales sociétés de prévoyance pastorale s'occuper de la question. La Tabacoop ou société coopérative des planteurs de tabac de la plaine de Bône, composée en majeure partie d'indigènes n'est-elle pas chargée, sous le contrôle de l'Administration, de la gestion de la station expérimentale de Barral ? Ce procédé a donné de si bons résultats qu'une seconde station expérimentale en vue de l'amélioration de la culture du tabac, qui doit être créée prochainement à Isserville, va être dans les mêmes conditions, confiée à la Tabacoop de Kabylie. Pourquoi ce qui a réussi pour la culture du tabac, ne réussirait-il pas en ce qui concerne l'élevage ovin et pourquoi les sociétés d'aménagement pastoral, que je voudrais voir fonctionner dans l'Algérie du sud, ne s'efforceraient-elles pas, dans des stations calquées sur celle de Tadmit, de

produire des géniteurs sélectionnés grâce auxquels les sociétaires pourraient poursuivre l'amélioration de leurs troupeaux individuels ?

6°) la société pourra également étendre son action à l'amélioration des procédés et des conditions de tonte, à l'organisation des ventes en commun d'ovins et de laines, à la recherche de nouveaux débouchés, à l'amélioration des transports, etc..... Je me borne à indiquer seulement pour mémoire ces buts possibles, car ce serait sortir que de m'y étendre, du cadre que je me suis fixé pour ce travail.

*
**

La meilleure méthode pour la réalisation des divers buts que je viens d'énumérer et que je propose à l'activité des Sociétés de prévoyance pastorale et d'aménagement des régions moutonnières, consisterait à imiter ce qu'a fait l'Australie qui a créé tout un réseau de ports moutonniers, où les éleveurs sont assurés de trouver, en toute saison, l'eau nécessaire à leurs troupeaux, des réserves fourragères, des abris contre le froid et les intempéries, des installations sanitaires pour le traitement des maladies, des hangars pour la tonte, des magasins pour la laine, etc....

Cette méthode a fait ses preuves puisque grâce à elle, ce pays a vu en moins de 50 ans, décupler son cheptel ovin. Il serait bon que l'Algérie entre elle aussi dans cette voie ; je sais bien que de semblables réalisations exigent un effort financier considérable, mais est-ce une raison suffisante pour ne pas entreprendre une tâche qui peut aboutir à une véritable rénovation de notre élevage ?

Rien n'empêche d'échelonner l'effort à réaliser. La création d'un réseau suffisamment serré de centres moutonniers serait évidemment l'idéal, mais il faut un commencement à toute chose, et les sociétés d'aménagement pastoral peuvent avoir pour débiter, des vues plus modestes. Ainsi chacun de ces organismes pourrait d'abord limiter son action à la réalisation des buts suivants :

1° création, le long de l'itinéraire de transhumance, de points d'eau en nombre suffisant et répartis de manière à permettre l'utilisation de tous les pâturages,

2° établissement, auprès de chaque point d'eau, de murs-abris,

3° création d'installations sanitaires, en des points convenablement choisis, pour le traitement des maladies parasitaires et notamment de la gale,

4° création, en bordure du Tell, dans la zone intermédiaire entre les régions de cultures céréalières, et les régions de parcours, d'un centre de cultures pastorales, chargé de produire des fourrages et de constituer des réserves alimentaires, où les troupeaux chassés du Sud par la sécheresse et l'épuisement des pâturages, pourront venir se ravitailler en cas de disette. Des ententes pourraient à cet effet, s'établir entre les colons, qui s'occuperaient de la production des fourrages dans le Nord de la région moutonnaire et les pasteurs indigènes qui conduiraient les troupeaux dans les steppes du Sud.

L'application de cette première partie du programme qui doit être celui des « Sociétés de prévoyance pastorale » donnerait déjà des résultats

appréciables, puisqu'elle aboutirait à protéger le cheptel ovin de la soif, du froid, des maladies et de la faim, c'est-à-dire des principaux fléaux qui, périodiquement viennent le décimer (1).

(1) Au moment de livrer cet ouvrage à l'impression, j'apprends qu'un certain nombre d'éleveurs envisagent la création d'un « Syndicat d'élevage franco-indigène d'Algérie » ou d'une « Société ovine franco-musulmane algérienne » (les intéressés n'ont pas encore arrêté la dénomination définitive du groupement à instituer) dont le but serait précisément d'améliorer les conditions d'élevage du cheptel ovin algérien et qui, pour commencer, se procurerait d'organiser, dans chaque itinéraire de transhumance, des sortes de centres de ravitaillement, où les troupeaux pourraient s'alimenter en cas de disette.

Je suis heureux de constater que certaines des idées que j'ai modestement émises au cours de cette étude, sont partagées par des praticiens ayant une connaissance approfondie de l'élevage.

Vu : Le Président de Thèse,
M. GAFFIOT.

Vu : Le Doyen,
J. THOMAS.

Vu et permis d'imprimer
Alger, le 6 Avril 1933.

P. le Recteur,
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
ROUYER.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVERTISSEMENT	3
BIBLIOGRAPHIE	11
INTRODUCTION. — Généralités sur la Géographie de l'Algérie	21

PREMIERE PARTIE

Le Problème de l'élevage ovin en Algérie

CHAPITRE I. — Les conditions d'existence du cheptel ovin en Algérie.....	43
CHAPITRE II. — Les différents aspects du pro- blème de l'élevage ovin en Algérie.....	71

DEUXIEME PARTIE

La Coopération en Algérie. — Les possibilités de son application à l'élevage du mouton

AVANT - PROPOS	145
CHAPITRE I. — <i>La Coopération agricole en Algérie :</i>	
SECTION I. — Les différentes formes de la coopération agricole	153
SECTION II. — Le mouvement coopératif agri- cole en Algérie	159
CHAPITRE II. — <i>Les tentatives d'application de la formule coopérative à l'élevage.....</i>	175
SECTION I. — Les Syndicats d'élevage	176
SECTION II. — Les Ovicoops	178
SECTION III. — Les coopératives indigènes à gestion européenne de l'Union Ovine	188

CHAPITRE III. — *L'avenir de l'élevage ovin algérien et la coopération :*

SECTION I. — L'utilité de l'association en vue de l'amélioration des conditions de l'élevage	197
SECTION II. — L'indigène algérien et l'association agricole et pastorale	202
SECTION III. — Essai d'indication d'une formule d'association susceptible de contribuer à la solution du problème de l'élevage ovin algérien : Les Sociétés de prévoyance pastorale et d'aménagement des Pays du Mouton	222

Imprimerie BACONNIER Frères
ALGER